

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Marxisme et écolo-socialisme: Deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés	I
Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste	II
Vers le parti communiste	34
Le capitalisme soviétique en crise (2)	36
Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes indépendants (2)	51
La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista	62

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du Parti
Communiste International
ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
Editions Programme
3 rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Prix au numéro:
25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM,
5000 Li, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine
US \$ 1

Abonnement simple:

Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien:

Pour 4 numéros: 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £ 25,
3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, USA + Cdn US
\$ 35, Amérique latine US \$ 8

Paiement par mandat ou chèque:

A l'ordre de "DESSUS",
Editions Programme
3 rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

PROGRAMME COMMUNISTE
Theoretical Review of the International
Communist Party

Editorial office:
Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Payment by eurochek or international
money order: to DESSUS
All correspondances should be send to
the above address.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue
Basse Combalot, 69007 Lyon
Suisse: Editions Programme, 12 Rue
du Pont, 1003 Lausanne
Italie: Il Comunista, C.P. 10835,
20129 Milano

« le prolétaire »
Journal bimestriel

Le numéro: 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li
Abonnement annuel (5 numéros): 50 FF /
200 FB / 30 FS / 15000 Li.
Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60
FS / 30000 Li.

« il comunista »
Journal bimestriel en italien

Le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS.
Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35
FS.
Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF /
500 FB / 70 FS.

«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol

Le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America
latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF
/ 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs.
Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc.
/ America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$
6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM
/ 40 Krs.

Imprimé par nos soins.

il comunista

organo del partito comunista internazionale

<p>MEMBERSHIP LISTING: A full list of all members of the International Communist Party is available on request. Write to: The Editors, il comunista, c/o Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon, France.</p>	<p>Il comunista - 1982 No 419 Lyon 69007, France</p>	<p>Il comunista - 1982 No 419 Lyon 69007, France</p>
--	--	--

Le classi dominanti borghesi non sfuggono ai contrasti che le porteranno a farsi la guerra

Per la classe dominante borghese, il fatto che il partito di sinistra non si sia ancora formato, non significa che essa non stia ancora cercando di fare il suo dovere di classe. Ma il fatto che essa non si sia ancora formata, significa che essa non ha ancora trovato la forza necessaria per sfuggire ai contrasti che le porteranno a farsi la guerra.

il settimanale delle comuniste

le prolétaire
organo del parti communiste international

<p>M2414 - 419 - 6F</p>	<p>le prolétaire - 1982 No 419 Lyon 69007, France</p>	<p>le prolétaire - 1982 No 419 Lyon 69007, France</p>
-------------------------	---	---

CONTRE LA POLITIQUE BOURGEOISE, POUR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE !

Les prolétaires doivent se rendre compte que la politique bourgeoise est une politique de réaction, de contre-révolution. Elle vise à maintenir le système capitaliste en place, à empêcher la révolution. Les prolétaires doivent donc se battre pour la politique révolutionnaire communiste, pour la prise de pouvoir par le prolétariat.

Sang contaminé: C'EST LE CAPITALISME QUI EMPOISONNE

Le sang contaminé, c'est le sang du prolétariat qui est contaminé par le sang du capitalisme. Le capitalisme est une maladie mortelle qui empoisonne le monde. Les prolétaires doivent donc se battre pour éradiquer le capitalisme et établir le socialisme.

DANS CE NUMERO:
- L'Union Algérienne et le mouvement ouvrier algérien
- L'Union Algérienne et le mouvement ouvrier algérien
- L'Union Algérienne et le mouvement ouvrier algérien

Marxisme et écolo-socialisme: Deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés

(le communisme représente l'avenir de l'espèce
humaine, alors que le capitalisme est son tombeau)

LES MERLES BLANCS

A une époque où l'écrasante majorité des «politologues», des «intellectuels», des «sociologues» et des «historiens» ont décrété la mort du communisme, les militants restés fidèles à la théorie du communisme révolutionnaire parce que convaincus de la justesse scientifique du marxisme, aussi rares que des merles blancs, paraissent voués au sort de ces espèces en voie de disparition rapide. Nous ne parlons pas ici de ceux qui peuvent continuer à utiliser une terminologie rappelant d'une façon ou d'une autre le marxisme (avec des termes comme lutte des classes, révolution, communisme), qui ont depuis des lustres remplacé les principes communistes par les principes de la démocratie, de la paix sociale et de l'interclassisme, mais qui estiment cette mise en scène encore utile pour retenir au moins une partie de leur clientèle autour de leur boutique décrépite.

Nous ne parlons pas des staliniens repentis et des trotskystes en décomposition, des ex-soixante-huitards et des ex-gauchistes, tous à la recherche désespérée d'un réformisme aux mains propres et à la figure avenante.

Nous parlons de nous. Et nous parlons de ceux qui, en dépit de la désorientation provoquée par la désintégration des partis et des Etats anciennement prétendus «socialistes» et «communistes», sont poussés à adhérer à la critique marxiste parce qu'ils en perçoivent la nécessité tant pour expliquer les événements d'hier et d'aujourd'hui que pour se donner une perspective de lutte indépendante des argumentations désormais caduques de l'opportunisme traditionnel de type stalino-gorbatchévien; c'est-à-dire parce qu'ils ont besoin d'une explication et d'une perspective de lutte qui ne dépendent pas d'élaborations théoriques ou historico-politiques contingentes, qui n'aient aucun rapport avec les opinions élaborées par les fabricants d'idées et de justifications pro-capitalistes; mais qui constituent au contraire un point d'appui suffisamment solide pour échapper au marais des méthodes et des moyens interclassistes, qui permettent de distin-

guer clairement les classes avec leur antagonisme, leurs intérêts opposés ainsi que la nécessité de mener la lutte de classe de façon consciente, déterminée et organisée, aussi bien sur le plan immédiat que sur celui général et futur; bref parce qu'ils ressentent la nécessité de révolutionner de fond en comble la société actuelle.

LES NOUVEAUX SOCIALISTES BOURGEOIS

Mais si une génération d'idéologues, de chefs politiques, d'assassins et de tortionnaires du prolétariat sous de faux airs communistes est sur le point de disparaître, une nouvelle génération de futurs bourreaux de la classe ouvrière commence à apparaître sous les habits des rénovateurs dernier cri, ceux de l'écolo-socialisme. Une nouvelle engeance de charlatans - et de futurs officiers contre-révolutionnaires - se répand dans l'Occident ultra-développé et super-civilisé; la défense de l'écosystème - et en même temps du mode de production et de la technologie capitalistes - est leur drapeau; la recherche d'une voie pacifique d'action pour des masses d'individus devenus enfin «conscients» des dangers menaçants la planète est leur souci; la conviction de pouvoir éviter le probable effondrement de la «société humaine» engagée dans le système du profit et son irrésistible expansion, en éliminant les côtés les plus dangereux de ce système et ses aspects les plus brutaux, voilà quelle est leur grande illusion. Et leur point d'appui principal, comme on pouvait le deviner, est la **conscience individuelle**, dont il faudrait partir, ou plutôt repartir, pour sauver le monde et l'humanité.

C'est une vieille histoire que celle de la conscience individuelle, aussi vieille que l'idéologie bourgeoise. Elle a trouvé dans le principe et dans la praxis de la démocratie son incarnation et la meilleure réalisation, pour une société de classes, de la participation et du consensus social de toutes les couches de la population au seul bénéfice du maintien de la domination de la classe bourgeoise sur toutes les autres classes. C'est une vieille histoire

parfaitement connue du marxisme et de ceux qui aujourd'hui n'ont pas renié ni rénové celui-ci.

Parmi les «nouveaux» interprètes du socialisme, André Gorz dans un article «Pour une redéfinition du socialisme» (1), affirme que:

«Après l'écroulement des systèmes de domination nés de la révolution russe, la question n'est pas de savoir si «le socialisme en soi» a encore un avenir» et il déclare: «l'idée d'un «socialisme scientifique» a perdu tout sens qu'il pouvait avoir».

Voilà quel est l'objectif de l'intelligentsia: faire disparaître jusqu'à «l'idée» d'un socialisme scientifique, c'est-à-dire du communisme marxiste. La justification historique est cherchée dans ce qui passe généralement pour une preuve irréfutable: la faillite des régimes du «socialisme réel» et la victoire correspondante de la démocratie occidentale qui, à la différence de ces régimes, est jugée perfectible, en évolution et en développement constants, potentiellement progressive et répondant aux besoins humains.

«Il s'agit de savoir, continue Gorz, si, ou sous quelle forme continuent à se développer des contradictions, des besoins, des conflits, des aspirations, qui exigent un dépassement du capitalisme et qui contiennent en germe une conception anti-capitaliste des rapports sociaux et des rapports avec la nature». La vision neutre et objective du Gorz de service conduit à mettre en doute que le développement des contradictions sociales du capitalisme conduit nécessairement à l'instauration de «systèmes de domination» nés de la révolution. En effet notre auteur ne peut que se réfugier dans l'enceinte de la «libre interprétation» et du réformisme le plus repoussant: *«c'est la façon dont ces contradictions et ces conflits seront interprétés [voilà le mot magique: interprétés-NdlR] et vécu qui décidera ce que le socialisme peut et doit être. Il ne pourra jamais être - insiste notre Gorz - le résultat d'une connaissance «scientifiquement juste» de la réalité, mais il dépendra toujours d'interprétations qui renvoient à la façon dont les acteurs se comprennent eux-mêmes: à leur subjectivité, à leur imaginaire social, à leurs attentes culturelles, à leurs aspirations à une vie différente».* Et ainsi sont faits les pas en arrière auxquels tout social-démocrate professionnel se prépare depuis tout petit: les théories scientifiques ne peuvent être appliquées aux sociétés humaines; et la preuve de cette impossibilité réside dans le fait que chaque fois qu'un «système de domination» centralisé et dictatorial s'est imposé, il a été tôt ou tard renversé par le mouvement des masses qui aspirent à la «liberté d'opinion», à la «liberté de choix», à l'autonomie de leur «subjectivité», au libre jeu de l'offre et de la demande, à la libre concurrence.

Mais Gorz va plus loin, et il prophétise: *«le socialisme subsistera comme mouvement ou comme horizon stratégique si, conformément à son*

sens originel, il est compris comme aspiration à compléter l'émancipation des individus commencée par la révolution bourgeoise [voilà les pas en arrière!] et qui reste incomplète dans les secteurs où le capitalisme soumet les hommes et les femmes à des obligations systématiques, à des rapports de domination, et aux formes d'aliénation propres au règne des marchandises».

Le socialisme, selon cette version du romantisme anti-industrialiste, serait donc, dans son «sens originel», une espèce de révolution bourgeoise enfin définitivement accomplie, grâce à quoi le mode de production capitaliste et les rapports sociaux et de production correspondants se limiteraient à n'aliéner que les marchandises, les produits de l'activité humaine, épargnant, on ne sait comment, les «hommes et les femmes» (et quid des enfants?). L'incompréhension des lois fondamentales du capitalisme qui expriment la transformation du travail humain en marchandise, soumise aux mêmes règles que les autres marchandises, conduit à la tromperie classique du réformisme social-démocrate qui masque la véritable nature des rapports entre les classes et des antagonismes de classe présents dans la société bourgeoise.

Dans leur critique du socialisme bourgeois, Marx et Engels écrivent en 1848 dans le *Manifeste du Parti Communiste*: *«Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise»;* et ils continuent: *«les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent».* En bref ils veulent le capitalisme sans ses contradictions les plus aiguës et les plus brutales, sans conflits, sans antagonismes. Les théoriciens du socialisme comme dernier acte de la révolution bourgeoise se rangent derrière le drapeau de la social-démocratie, du socialisme mercantile ou du socialisme de gouvernement; donc derrière le drapeau du socialisme bourgeois qui tend à conserver et à défendre la société bourgeoise... mais sans violence, sans guerres, sans injustices et surtout, surtout, sans un prolétariat qui s'affirme comme classe distincte de toutes les autres et irréductiblement opposée à la société capitaliste et à sa classe dominante.

LA CRITIQUE DU CARACTERE SCIENTIFIQUE DU MARXISME CACHE LA DEFENSE DU CAPITALISME

Les gens qui se font les chantres de ce genre de positions entendent revenir aux «origines», puisqu'ils sont orphelins d'Etats et de gouvernements dans la pleine force de leur puissance militaire, économique, politique et idéologique après la fail-

lite des régimes du soi-disant «socialisme réel»; mais en fait d'origines, ils ne peuvent que se réfugier dans les bras de Kautsky et de Bernstein, c'est-à-dire revenir à la première grande vague de «révision» «opportuniste» du marxisme.

En effet la première cible de leur critique est le caractère scientifique du marxisme. La deuxième cible est le concept de la nécessité historique de la révolution. La troisième cible est l'antagonisme inconciliable entre les classes. Il va de soi que le prolétariat en tant que classe sociale à la tâche historique bien précise d'abattre le capitalisme cède alors la place à l'idée selon laquelle les différences dans la société bourgeoise n'ont plus leur origine dans l'appartenance à telle ou telle classe sociale, mais dans la possession ou non des richesses. Le monde est alors divisé en riches et en pauvres, entre possédants et non-possédants, en utilisateurs et non-utilisateurs de fractions de la richesse sociale, etc. Et de cette façon ils arrivent à nier l'existence et la persistance des classes sociales opposées, et, bien entendu, à nier que l'origine de cet état de fait se trouve dans le fondement de la société capitaliste, dans son **mode de production**. Celui-ci est basé sur l'opposition entre travail salarié et capital et son expansion ne peut que pousser au maximum l'opposition entre les classes qui représentent ces deux pôles, la classe des travailleurs salariés et la classe des capitalistes. Ce sont les lois mêmes du mode de production capitaliste qui conduisent à la cristallisation d'intérêts **inconciliables** entre les classes, aussi bien sur le plan **immédiat** que sur le plan **historique**. C'est la loi de l'extorsion de plus-value sur le travail salarié qui entraîne la domination du capitalisme sur la société humaine; c'est la loi de la chute tendancielle du taux de profit - déterminée par la concurrence frénétique entre entreprises capitalistes - qui est à la base des crises cycliques de l'économie capitaliste et de ses guerres.

Ce sont donc les lois mêmes du développement de l'économie capitaliste qui sont aussi les limites de cette économie; une fois prise à la gorge par la saturation des marchés, elle n'a plus d'autre issue pour se revitaliser et reprendre sa course aux profits, que la destruction des richesses produites, des marchandises, à une échelle toujours plus grande jusqu'aux destructions générales des guerres mondiales.

Les cycles économiques qui créèrent les conditions de la première guerre mondiale, et ceux qui créèrent les conditions de la seconde guerre mondiale sont fondamentalement du même type: impérialistes, c'est-à-dire arrivés à un très haut niveau de concentration économique et surtout financière qui met dans les mains d'un nombre réduit de trusts (les fameuses «multinationales») et d'Etats la domination de l'économie mondiale et le contrôle des marchés à l'échelle internationale. Le capitalisme ne peut absolument pas éviter les crises économi-

ques, la récession, la misère croissante, faire disparaître les famines et des guerres, tout simplement parce qu'il s'en nourrit aussi; plus sa puissance économique et sa domination sur la société s'accroissent, et plus il engendre crises, famines, misères et guerres. C'est l'histoire du capitalisme qui le démontre. Mais cette vérité historique est en permanence camouflée par des légions de réformistes, d'innovateurs, d'inventeurs de «nouvelles solutions» qui peuplent le monde bariolé et inconsistant de la propagande bourgeoise. Hier, le «futur», le «modernisme», les perspectives nouvelles résidaient dans le développement toujours plus rapide et effréné de la technologie, de l'automatisation, dans la victoire de la machine sur les instruments qui réclamaient encore une certaine intervention de l'intelligence humaine, dans la victoire du cerveau électronique sur le cerveau de l'homme. Et ceci représentait sans aucun doute le **progrès mythique**, y compris dans le progrès du cerveau électronique sur le cerveau de l'homme de la société bourgeoise (l'individu dont toutes les facultés, physiques et mentales sont absorbées par un système qui transforme tout en marchandises).

Aujourd'hui, les perspectives «modernes», «actuelles» et «futures», ont changé: il s'agit de contenir ce développement, cette technologie trop envahissante, cette automatisation trop poussée, ce progrès trop rapide. Et d'un côté la société, de crise en crise, de développement en développement, suffoque de plus en plus sous trop de richesses, trop de marchandises; de l'autre elle en vient aussi à souffrir par manque de développement, manque de moyens, manque de richesses, manque de marchandises.

Les bourgeois le savent bien, qui depuis des décennies organisent régulièrement des colloques et des conférences internationales sur la coupure du monde en deux: un monde civilisé et développé, et un monde arriéré et sous-développé. Et les mêmes bourgeois, poussant leur «analyse», ont même divisé le monde en trois: le premier - dit aussi occidental - est celui du développement, de l'expansion et du progrès; le deuxième - dit autrefois «socialiste» - était gratifié d'une certaine capacité de développement et d'une puissance militaire certaine; et il restait enfin le *tiers-monde*, comprenant tous les pays au développement capitaliste rudimentaire. En vérité cette stratification du monde avait du mal à correspondre aux réalités des vicissitudes politico-économiques des divers pays. Après l'éclatement du dit «choc pétrolier» en 1974 - en fait la première crise économique simultanée dans les pays capitalistes depuis la guerre mondiale -, une économiste anglaise, Barbara Ward, dans un article de *The Economist*, divisera le monde en 4: le premier est celui des pays autonomes pour ce qui est des matières premières qui sont nécessaires à leur économie (URSS, Etats-Unis, Canada, Australie);

le deuxième est celui des pays industriels avancés qui ne possèdent pas ces matières premières (Europe de l'Est et de l'Ouest, Japon); le troisième est celui des pays exportateurs de ces matières premières qu'ils vendent au second monde et qui peuvent ainsi amorcer un certain développement économique; enfin le quatrième monde est celui des pays non développés et sans ressources naturelles, mais à la population très nombreuse (environ 2 milliards d'habitants) (2).

LA THEORIE DU «DEVELOPPEMENT HUMAINEMENT SUPPORTABLE» NE NOURRIT QUE LA PROPAGANDE BOURGEOISE

D'une subdivision politico-économique qui voyait le monde composé de blocs d'Etats opposés, on est passé ainsi à une subdivision qui classe les pays indépendamment des blocs militaires et diplomatiques, selon leur disponibilité en matières premières. Si l'on examine le rapport entre population et consommation d'énergie (lymphe vitale du mode de production capitaliste), et en extrapolant la situation en 2010 par rapport à 1990, on constate, comme c'était prévisible, que les consommations d'énergie sont beaucoup plus élevées dans le «premier» et dans le «second» monde, tandis que dans les «tiers» et «quart» mondes la faible consommation d'énergie se conjugue avec un taux élevé d'augmentation de la population. Et en vingt ans, cette différence est destinée à fortement augmenter, mettant en péril la vie de quelques milliards de personnes (on calcule qu'en vingt ans ces «tiers» et «quart» mondes constitueraient une masse de 5 milliards de personnes), appauvrissant dramatiquement les réserves mondiales de matières premières, accroissant démesurément la pollution et la dégradation de l'environnement.

Devant une telle perspective, esquissée par les bourgeois depuis 1973-74, les tenants de l'humanitarisme et de la solidarité, ceux qui se préoccupent du sort de l'individu dans cette société, se sont posés la question fatidique: un *développement humaine-ment supportable* du monde est-il possible dans cette société, sans changer donc le mode de production en vigueur?

Et leur réponse ne pouvait être que positive, puisque pour eux le noeud de la question ne réside pas dans le mode de production et ses lois objectives qui imposent aux hommes, y compris aux bourgeois, d'obéir aux règles du marché; le problème serait celui de la *distribution* des ressources et des richesses, celui de planifier les consommations d'énergie en général, d'atténuer la croissance dans les deux premiers mondes et de l'accélérer dans les deux autres, afin de permettre à ceux-ci d'atteindre le niveau de développement des premiers. On en revient ainsi au socialisme réformiste qui a carac-

térisé la première vague opportuniste dans le mouvement ouvrier en défense de la société capitaliste, et qui préconisait la participation du prolétariat à la démocratie et aux institutions bourgeoises dans le but d'obtenir des améliorations quantitatives et qualitatives «des marchandises et des services» fournis à la classe ouvrière. A cette époque il s'agissait des grands pays européens; aujourd'hui le cadre de référence est le monde entier, rendu visible et accessible par les médias, comme par les voyages ou même les masses de travailleurs immigrés.

Comme disaient Marx et Engels dans le *Manifeste* en 1848, les socialistes bourgeois veulent conserver la société du capital et du travail salarié mais éliminer les éléments qui la mettent en péril, qui la révolutionnent et la dissolvent. Et pour Marx et Engels, ces éléments de révolution et de dissolution ne devaient pas être cherchés dans la conscience des gens de bonne volonté qui se seraient enfin rendus compte qu'il ne faut pas trop pousser le développement du marché et de la production; ils étaient et sont les contradictions fondamentales du mode de production capitaliste lui-même, qui non seulement transforme en marchandises jusqu'à l'air qu'on respire, mais pousse constamment l'appareil productif à la surproduction. Ce sont les éléments fondamentaux d'un *système économique qui ne peut se passer de l'exploitation du travail salarié*. L'élimination du travail salarié et donc de l'extorsion de plus-value sur le travail humain, fait disparaître du même coup le capital et tout son système économique; les produits du travail perdent leur caractéristique de marchandises - la valeur d'échange - et recouvrent en plein leur caractéristique de biens utiles à la vie de la collectivité humaine. La distribution des produits perd toute caractéristique de commerce, de marché, passage obligatoire sous le capitalisme pour que l'argent investi par le capitaliste dans la production lui revienne - avec le bénéfice escompté. Le travail, émancipé du rapport salarial, cesse lui aussi d'être une marchandise et acquiert ainsi sa nouvelle caractéristique d'activité collective de l'humanité. La société, l'organisation sociale des êtres humains, libérée des lois et des intérêts économiques et de classe du capitalisme perd tout trait d'oppression, de répression, d'opposition entre groupes sociaux et peut alors se donner comme objectif fondamental le bien-être de l'espèce humaine et son développement harmonieux dans la connaissance et l'observation des lois de la nature afin de s'en rendre définitivement maître au lieu d'en être dominée.

LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE N'EST COMPATIBLE QU'AVEC LUI-MEME

La nouvelle vision de l'écolo-socialisme se don-

ne comme objectif le bien-être des *individus* auxquels elle promet une voie «*anti-technocratique et anti-autoritaire*» qui leur permettrait de rentrer en possession «*avant même que de leur force de travail, des conditions mêmes de développement de leurs facultés sensorielles, de la possibilité de gérer et de déterminer leur propre vie*» (3). La grande découverte de ces nouveaux tribuns n'est autre que la vieille histoire qui consiste à réduire l'humanité à un agrégat d'*individus*, à faire dépendre toute modification sociale de la libération de l'*individu* des conditionnements de la société, ce qui permettrait à chacun de déterminer en toute autonomie sa vie. L'incapacité fondamentale de tous les réformateurs sociaux de mettre au centre du changement, non la production mais le **mode de production**, les empêche de sortir de l'impasse où les conduisent les illusions soufflées par le capitalisme haï et adoré en même temps: les illusions démocratiques selon lesquelles le sort de la société n'est pas déterminé par l'affrontement entre classes sociales mais par l'évolution des *opinions* de myriades d'*individus* libres et égaux en droit.

En ce sens la vision des modernes écolo-socialistes est sans aucun doute le prolongement de la vision bourgeoise de la vie dans une société dominée et modelée par un tout puissant rapport social qui s'appelle le **capital**. Cette vision écarte complètement les causes de cette domination du capital, parce que ces causes - le mode de production basé sur l'extorsion de la plus-value - sont aussi la base de la domination de la **classe bourgeoise**, domination défendue par un puissant appareil policier, militaire et de propagande. Remettre en cause le mode de production capitaliste signifie centrer l'action politique sur son remplacement. Accepter au contraire ce mode de production tout en prétendant en combattre plus ou moins **radicalement** ses **conséquences** les plus nocives, s'illusionner de pouvoir ainsi modifier peu à peu la société capitaliste, signifie accepter le maintien perpétuel du capital, du travail salarié, des lois du marché et des rapports sociaux qui en dérivent; c'est-à-dire accepter la vision bourgeoise selon laquelle la société actuelle est la meilleure des sociétés possibles et qu'elle est éternelle.

Rechercher donc à la manière des nouveaux écolo-socialistes un *développement humainement soutenable* de l'économie et de la vie sociale dans le cadre des rapports économiques et sociaux capitalistes signifie au mieux revenir au socialisme bourgeois combattu par Marx et Engels parce qu'il ne cherchait qu'à prolonger l'existence de la société bourgeoise en évitant ses effets les plus brutaux pour les grandes masses et surtout... pour les intellectuels qui ont fait de l'interprétation de l'avenir du monde leur métier.

«*Il s'agit d'identifier les besoins - de nourriture, de logement, de déplacement, de communica-*

tion, de travail, de sécurité - et de prévoir les objets et les marchandises qui satisfont ces besoins avec des consommations d'énergie (par unité de poids ou de service rendu) et avec des pollutions moindres que celles d'aujourd'hui» (4): voilà la recette de l'un de ces écolo-socialistes. Ce concept du «développement supportable» contient deux absurdités: 1) croire que sous le capitalisme il peut exister des objets satisfaisant les besoins humains qui ne soient pas des **marchandises**, et 2) croire que sous le capitalisme il soit possible de mettre au centre des préoccupations de la société les besoins humains et non les **besoins du capital**, de son accumulation et de sa reproduction.

Pour «dévaloriser» les marchandises, c'est-à-dire pour leur ôter la part de profit exagérée qui serait prélevée par les capitalistes, notre écolo-socialiste propose «*de nouvelles échelles de valeur*» comme par exemple l'évaluation de la «*valeur d'un procédé ou d'une marchandise sur la base de l'énergie ou de la quantité de ressources consommées, ou de la quantité de déchets rejetés dans l'environnement; ainsi, indépendamment du prix monétaire, une marchandise vaudra plus si elle est obtenue par une moindre dépense d'énergie ou si elle provoque lors de sa production et de son utilisation un plus faible impact sur l'environnement*» (5). L'illusion ici ne réside pas dans le fait de donner une valeur plus grande au produit le moins dispendieux en énergie et le moins polluant, et de vouloir orienter la production vers la satisfaction des besoins humains; l'illusion consiste à croire qu'il serait possible que la production marchande obéisse à d'autres lois que celles de la production capitaliste. Mais c'est une illusion qui en réalité laisse immédiatement la place à une thèse de conservation sociale parfaitement cohérente avec l'orientation social-bourgeoise. En effet, notre écolo-socialiste répond ainsi à l'interrogation sur la «*possibilité du capitalisme à faire face à ces nouvelles échelles de valeur*»: «*L'expérience montre qu'après une période de crise, le capitalisme saurait s'adapter à des conditions différentes de celles d'aujourd'hui et qu'il saurait survivre même si diminuaient les consommations d'énergie dans le premier et le second monde et qu'elles augmentaient dans le tiers et quart monde*». L'expérience montre... mais quelle expérience? C'est l'expérience des guerres que les États capitalistes se livrent inévitablement pour défendre et conquérir ces marchés si vitaux pour transformer les marchandises en argent et l'argent en argent augmenté d'une valeur supplémentaire.

«La période de crise» dont parle le si délicat et si distingué écolo-socialiste comme s'il s'agissait d'un accès de fièvre, peut-être fort mais passager; est en fait la période de la guerre impérialiste, la seule période qui démontre que le capitalisme peut s'adapter à des conditions différentes de celles

actuelles - c'est-à-dire à des conditions de chute des taux moyens de profit et de ralentissement de valorisation du capital - et qu'il peut survivre «même à des diminutions de consommation d'énergie», dans ces pays capitalistes développés qui déterminent au fond le cours général du développement capitaliste et sa survie. Par ailleurs c'est le mode de production capitaliste lui-même qui implique le développement vertigineux de la production de marchandises en nombre toujours plus grand avec en conséquence la saturation périodique des marchés et les crises commerciales; et ces crises ne peuvent être surmontées que par la destruction des marchandises et des moyens de production surnuméraires, ce qui permet de régénérer l'accumulation et la valorisation du capital, jusqu'à la crise suivante. S'adapter à des conditions différentes signifie donc pour le capitalisme surmonter ses crises, y compris les plus aiguës, pour recommencer de nouveaux cycles de production et de reproduction du capital.

LE SECRET ESPOIR DE LA DISPARITION DE LA CLASSE OUVRIERE

Les écolo-socialistes se veulent donc les théoriciens de la résolution des crises capitalistes dans le cadre du capitalisme lui-même; leur théorie du «développement humainement supportable» s'appuie directement sur la conservation du mode de production capitaliste. Mais pour se faire écouter des masses et du prolétariat, ils doivent envelopper dans une terminologie socialisante leur propagande de conservation sociale, ils doivent faire miroiter un mercantilisme «socialiste» comme alternative au mercantilisme bourgeois, en un mot ils doivent suivre la voie du vieux socialisme bourgeois, dénoncé et combattu par le marxisme depuis cent cinquante ans.

Ils ont besoin de «redéfinir», ils doivent innover, moderniser, rendre plus actuels les concepts du «socialisme»; sensibles, comme le sont toujours les représentants des classes moyennes et en particulier de l'intelligentsia, aux variations du climat politique et social, et poussés à défendre leur propre condition sociale, ces théoriciens du «développement supportable» doivent redéfinir continuellement leur propre avenir, proche ou lointain; car suivant les variations du marché et de l'économie, la situation de ces couches sociales peut varier, et parfois grandement, notamment dans des périodes de crise, puisqu'elles oscillent toujours entre la perspective de leur prolétarisation et l'espoir de leur ascension sociale. Ce besoin de «redéfinition» du socialisme correspond fondamentalement au besoin des couches bourgeoises et petites-bourgeoises les moins sûres de leur avenir de redéfinir leur propre fonction sociale, leur propre rôle dans

la société du capital. Et, étant donné l'absence durable du prolétariat sur le terrain de la lutte sociale avec ses propres objectifs et méthodes, l'objet de leurs préoccupations et de leur recherche est tout à fait étranger à la classe ouvrière. Le secret espoir de n'avoir plus à se préoccuper de la classe ouvrière, de sa force et de sa détermination dans la lutte sociale, semble être enfin devenu réalité: les nouvelles conditions de vie et de travail dans la société développée, selon ces Messieurs, ont fait disparaître la classe ouvrière comme «sujet social» déterminant pour le changement. Aujourd'hui le changement passerait par «des gens» en général, les «victimes de la pollution», les «opprimés», les «gens de bonne volonté», bref tous ceux qui ont «pris conscience» qu'il est possible de vivre un peu mieux, dans un environnement non pollué par les déchets, par la violence et la délinquance. Et bien entendu dans une société où continuent à travailler des salariés et à s'enrichir les capitalistes, où les prêtres de toutes les religions continuent à prêcher le salut des hommes après leur mort dans le royaume de Dieu et leur résignation pendant leur vie dans le royaume du Capital, dans une société qui défend la propriété privée, le respect des lois et de l'ordre public grâce aux appareils policiers, et qui défend les frontières sacrées de la patrie grâce aux appareils militaires: bref une société essentiellement semblable à celle actuelle, seulement un peu plus juste, un peu plus démocratique, un peu plus supportable! Le changement envisagé reste superficiel, dans la conscience de chacun, dans le for intérieur des individus. Il n'est pas question de bouleversements sociaux provoqués par l'action des masses prolétariennes organisées pour la défense de leurs intérêts non individuels mais de classe, et pour l'attaque non contre des patrons individuels ou de tel ou tel gouvernement, mais contre les intérêts sociaux et politiques de la classe bourgeoise. Au fond tout est permis et justifié, même les atrocités des guerres qui ont rythmé ces cinquante dernières années de développement capitaliste supportées par l'humanité, sauf que le prolétariat recouvre son rôle social de seule classe révolutionnaire et que soit reconnu non seulement son passé de luttes révolutionnaires mais surtout sa potentialité dans le futur de transformation radicale de la société sur les plans politiques comme économiques et sociaux.

«Il n'est plus possible de faire dépendre une transformation socialiste de la société de l'urgence des besoins engendrés par le travail, ni, en conséquence, de l'action de la seule classe ouvrière» (6) écrit notre écolo; et il explique pourquoi: «l'opposition de classe entre travail et capital persiste, mais elle est estompée par des oppositions qui ne sont pas contenues dans les analyses de classe traditionnelles, qui n'ont pas leur théâtre d'action sur le lieu de travail ni leur cause dans les rapports d'exploitation». Après avoir admis

que persistent les oppositions de classe, il soutient qu'elles ne sont plus la contradiction principale de la société, celle qui recèle les énergies capables de réaliser la transformation attendue. Ces énergies doivent être cherchées ailleurs, dans des «*expériences vécues en dehors du lieu de travail ou de l'entreprise*», comme si la vie des êtres humains pouvait être séparée en compartiments étanches, indépendants du rapport salarial, c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste de la force de travail. Elles se trouvent dans des besoins non engendrés par le travail - et donc non propres à la classe ouvrière - mais liés au fait d'être «*locataires, habitants d'une commune, usagers, parents, éducateurs, étudiants ou sans emploi*». Voilà comment on réussit à faire disparaître la classe ouvrière!

Prolétaires comme petits-bourgeois et même bourgeois sont en effet sinon toujours locataires, du moins indéniablement habitants d'une commune, usagers, parents, etc.; et leurs fils peuvent se retrouver sur les mêmes bancs de l'école ou de l'université comme si le fait d'être enfant de prolétaire ou de bourgeois ne prédéterminait pas déjà leur cursus scolaire et son résultat. Mais ce qui importe aux écolo-socialistes c'est justement d'estomper les antagonismes fondamentaux de la société capitaliste pour les faire dériver vers une **opposition** qui ne considère que les besoins particuliers des habitants, des usagers, des individus vus comme autant d'entités égales et autonomes, vers une opposition qui n'est qu'une énième mouture - repeinte à neuf d'une couche brillante de radicalisme et de démocratie directe - du réformisme le plus ranci dont le débouché naturel ne peut être que le bulletin de vote, expression suprême de la souveraineté des citoyens et moyen déterminant et ultime de toute volonté de changement selon la propagande bourgeoise.

LA TRANSFORMATION SOCIALISTE IMPLIQUE LA DESTRUCTION DES RAPPORTS ECONOMIQUES DU CAPITALISME

Comme tous les réformistes, les écolo-socialistes prétendent avoir trouvé une nouvelle voie pour réaliser la transformation socialiste de la société. Mais il n'est pas possible de sauter à pieds joints par dessus les bases réelles de la société capitaliste si l'on prétend aller vers une autre société. Les bases réelles de la société capitaliste sont constituées par ses **rappports économiques** (rappports de production et d'échange): c'est la structure économique de la société qui constitue sa base réelle (7) et c'est à partir de celle-ci que s'explique toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, comme des idéologies religieuses, philosophiques ou autres; et ceci vaut pour n'importe quelle période historique, pour la période pré-capitaliste, comme pour la période capitaliste ou la future période communis-

te.

La conception matérialiste et dialectique de l'histoire établit (nous reprenons les paroles d'Engels) que «*la production et, avec la production, l'échange de ses produits constituent la base de tout ordre social*»; que dans toute société «*la distribution des produits, et avec elle la division de la société en classes ou couches se modèle sur ce qui est produit, sur la façon dont s'accomplit la production, et sur la façon dont on échange ce qui est produit*». Et ceci vaut pour n'importe quelle société, donc également pour la société communiste. Aucun philosophe, sociologue ou économiste n'a réussi ni ne peut réussir à élaborer une explication un tant soit peu cohérente qui puisse rivaliser avec l'explication que donne le marxisme. C'est pourquoi ces gens-là essayent plutôt d'utiliser le marxisme en le pliant aux modes du moment et aux exigences de revivifier par de «nouveaux» arguments l'influence de la propagande réformiste sur les masses prolétariennes.

Transformer l'ordre social capitaliste ne peut que signifier transformer sa structure économique, sa façon de produire et d'échanger les produits. Ou alors cela n'a aucun sens, c'est une phrase creuse.

Le mystère du caractère particulier du capitalisme a été percé par le marxisme, avec la découverte de la **plus-value**: «*Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes*». A l'extorsion de la plus-value sur le travail salarié correspond également l'appropriation privée de la production qui est devenue, sous le capitalisme, **sociale**. Les caractéristiques de capitalisme ne se limitent donc pas à la production des marchandises et à l'exploitation du travail, mais elles conditionnent toute la production sociale, son échange, sa distribution selon les règles de l'appropriation privée des richesses produites et des moyens pour les produire.

Le vieux mode de production correspondant au féodalisme, basé sur la division naturelle du travail, sur la production individuelle de l'artisan ou du paysan, sur la propriété individuelle du produit du travail individuel, fut complètement remplacé par un mode de production bien plus efficace et possédant des potentialités productives gigantesques: le mode de production capitaliste qui instaura «*la division méthodique du travail telle qu'elle était organisée dans la fabrique individuelle*» et qui grâce à la puissance du travail associé et de la

production méthodique réussit à l'emporter.

«*La production individuelle succomba dans un domaine après l'autre, la production sociale révolutionna tout le vieux mode de production*». C'est ce bouleversement révolutionnaire de la structure économique qui posa objectivement le problème du renversement du pouvoir politique de l'aristocratie et de son remplacement par le pouvoir politique de la classe bourgeoise représentant le nouveau mode de production. La victoire, la diffusion et la domination mondiales du mode de production capitaliste ne firent qu'universaliser son grand progrès technologique et social, mais aussi dans le même temps ses contradictions congénitales incurables. En devenant sociale la production crée les conditions d'une disponibilité sociale des richesses produites; mais l'appropriation privée de toute la production par les capitalistes - les propriétaires des moyens de production et les acheteurs des forces de travail - constitue la contradiction principale de l'époque bourgeoise. Engels écrit: «*Dans cette contradiction qui confère au nouveau mode de production son caractère capitaliste gît déjà en germe toute la grande collision du présent. A mesure que le nouveau mode de production arrivait à dominer dans tous les secteurs décisifs, et par suite évinçait la production individuelle jusqu'à la réduire à des restes insignifiants, on voyait forcément apparaître d'autant plus crûment l'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation capitaliste*».

Les classes qui représentent dans la société l'appropriation capitaliste - les classes des capitalistes et des propriétaires fonciers - ont des intérêts inconciliables, antagonistes avec ceux des classes qui produisent la richesse sociale, le prolétariat et la paysannerie pauvre. La raison de la lutte des classes ne se trouve pas dans «l'idéologie», la «conscience» ou dans les aspirations individuelles, mais dans les rapports de production capitalistes et les rapports sociaux qui en découlent et déterminent tous les aspects de la vie dans la société.

En découvrant les lois fondamentales du mode de production capitaliste le marxisme fixe en même temps l'objectif de la nécessaire révolution de la société fondée sur ce mode de production; et il le fixe de la façon dont une science définit les lois du mouvement et de causalité: le développement des forces productives sociales à un certain moment entre en contradiction avec les formes de production et de distribution qui les contiennent. De même que la pression de la vapeur finit par faire éclater une chaudière, de même la pression gigantesque des contradictions du capitalisme provoquées par le développement incessant des forces productives finit par faire voler en éclats l'enveloppe des superstructures de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'ensemble des appareils (idéologiques, juridiques, politiques, étatiques) dont le capitalisme s'est doté

pour défendre malgré tout et à tout prix (malgré les crises, guerres, famines, empoisonnements de populations entières) la domination de classe de la bourgeoisie.

Il n'a jamais été possible à une nouvelle société qui surgit des entrailles d'une ancienne de s'imposer pacifiquement, de convaincre par la persuasion l'ancienne classe dirigeante d'abandonner sa situation sociale et de sacrifier ses intérêts au profit d'une nouvelle classe. Et il en sera de même lors du passage du capitalisme au socialisme. Aucune classe dominante n'a jamais cédé volontairement son pouvoir. Et la classe bourgeoise ne fera pas exception, elle qui a concentré entre ses mains une puissance dont n'avait jamais pu rêver aucune classe dominante précédente, en raison du saut qualitatif représenté par la production sociale et de l'universalisation du mode de production capitaliste, auquel désormais tous les peuples de la terre sont soumis, qu'ils vivent dans des pays impérialistes ultra-développés ou des pays à économie faiblement développée.

Si les passages de la société primitive à la société esclavagiste, de celle-ci à la société féodale et enfin de cette dernière à la société capitaliste ont requis des guerres et des révolutions, le passage à la société communiste sera lui aussi violent et heurté. Dans tous les cas puisqu'il s'agit de sociétés de classes, ces passages impliquent la lutte entre des classes dominantes et des classes dominées, l'érection et la démolition d'organisations étatiques pour défendre le mode de production dominant contre des restaurations de l'ancien régime ou contre des révolutions pour en instaurer un nouveau. Ce n'est qu'avec le communisme, organisation sociale sans classes et intégrant toute l'espèce humaine, que prendra définitivement fin la succession historique des antagonismes de classes.

La grande puissance concentrée entre les mains de la bourgeoisie la fait aujourd'hui paraître invincible et éternelle. Et cette aura d'invincibilité et donc d'éternité du capitalisme a fasciné les générations de réformateurs et d'«innovateurs» qui se sont succédé depuis 150 ans jusqu'à nos jours. Fascinés par la toute-puissance du capitalisme et intimidés par la force de ses gouvernants, les théoriciens du «développement humainement supportable» qui verrait la transformation du capitalisme brutal en un capitalisme assagi et uniformément répandu sur tout le globe, sont bien évidemment incapables de concevoir que le chemin de la transformation sociale et donc économique, passe nécessairement par la lutte de classe organisée qui atteint le niveau de la lutte prolétarienne révolutionnaire. Et cette lutte contre la classe dominante pour la destruction de son pouvoir politique - qui lui sert à maintenir sa domination sur la société et à défendre le mode de production capitaliste - se donne comme objectif l'instauration du pouvoir politique de la classe

ouvrière, préalable indispensable pour la réalisation des transformations économiques et sociales.

Les théoriciens du «développement humainement supportable» propagent l'idée selon laquelle il serait possible d'accomplir cette transformation économique et sociale sans **révolution** politique, sans renversement du pouvoir bourgeois. Les socialistes bourgeois, comme tous les bourgeois, ne peuvent évidemment admettre que la seule solution pour échapper aux crises et aux contradictions du capitalisme développé réside dans la révolution prolétarienne. Mais ils peuvent par contre tout-à-fait admettre, et il s'en font les idéologues, qu'une solution peut être trouvée dans des réformes, y compris «radicales» de l'organisation économique de l'usine, dans une utilisation différente de technologies ou de procédés jugés dangereux pour l'environnement et la santé, dans une participation aux «choix» de la politique économique des «composantes sociales» (producteurs et consommateurs, parents et usagers, ouvriers et techniciens, etc.).

Exactement comme leurs prédécesseurs du vieux réformisme, qu'il soit plus ou moins «radical», nos écolo-marxistes n'ont rien d'autre finalement à proposer que: *«Est démocratique et révolutionnaire toute forme d'auto-organisation et de gestion de la production de la part des travailleurs, des techniciens, des consommateurs et des populations locales, dans le but de remplacer les technologies destructrices pour l'homme et l'écologie par de nouvelles technologies et par une organisation sociale qui favorise la vie sous toutes ses formes»* (8). Il s'agirait en quelque sorte de revenir à une sorte de production individuelle ou, unique alternative, à une production associée à la manière artisanale. Comme le grand développement du capitalisme est dû à l'industrialisation croissante, et que cette industrialisation a provoqué et provoque de grands dégâts de ressources naturelles et humaines, une pollution croissante et la destruction des équilibres écologiques naturels, et puisqu'il n'est pas question de remettre en cause le système capitaliste, il faudrait dissoudre la grande industrie pour la remplacer par des entreprises artisanales facilement «gérables» par leurs travailleurs, consommateurs, populations locales...

En réalité les écolo-socialistes ne cherchent pas à remplacer le capitalisme par une société nouvelle qui mettrait au centre de son système économique, social et politique les besoins de la vie sous toutes ses formes, les besoins de développement harmonieux de l'humanité toute entière; ils ne proposent qu'un **retour en arrière** de l'histoire, un retour aux débuts du capitalisme avec l'illusion de pouvoir ainsi l'orienter vers la satisfaction des besoins des hommes plutôt que vers la satisfaction des seuls besoins du marché.

LA SEULE ALTERNATIVE EST CELLE

DE LA PREPARATION REVOLUTIONNAIRE FONDEE SUR LE MARXISME ET LE MOUVEMENT PROLETARIEN

La «révolution» des écolo-socialistes n'est donc qu'un saut en arrière dans l'histoire, chose possible uniquement dans les fictions cinématographiques. Mais en l'absence d'un mouvement classiste prolétarien luttant sur le terrain de l'antagonisme social, il est inévitable que des idéologies conservatrices avec des déguisements socialistes aient du succès auprès des masses.

Le succès de l'écologie socialiste sert à son tour de carburant à l'idéologie réformiste et constitue en ce sens un nouvel obstacle à la reprise de la lutte de classe. La faillite misérable, sous les coups de la crise, du mythe du «socialisme réel» forgé dans la Russie de Staline laisse le champ libre à la création de nouveaux mythes, dont l'écolo-socialisme; c'est-à-dire une conception qui laisse de côté la **contradiction fondamentale** du capitalisme, celle entre **production sociale et appropriation capitaliste**, contradiction qui se présente comme **antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie** (Engels). Le marxisme affirme que la résolution de cette contradiction réside dans l'**élimination du mode de production capitaliste tout en conservant la production sociale** (Marx, *Le Capital*); Le communisme «bouleverse les fondements de tous les rapports de production et de commerce traditionnels et pour la première fois il traite de manière consciente toutes les données naturelles préalables comme des créations des générations passées, en les dépouillant de leur caractère primitif et en les soumettant à la puissances des individus associés» écrivent Marx et Engels dans *L'Idéologie Allemande*.

La conception selon laquelle il est possible de modifier le capitalisme de l'intérieur, sur la base d'une distribution différente de la richesse sociale, une distribution plus «juste», plus «égalitaire», plus «humaine» est une conception fautive; comme dit Engels (*Anti-Dühring*, p.312) «ce serait demander aux électrodes d'une batterie qu'elles ne décomposent pas l'eau et qu'elles ne développent pas de l'oxygène au pôle positif et de l'hydrogène au pôle négatif alors qu'elles sont branchées sur la batterie».

C'est pourquoi il n'est pas possible de changer de l'intérieur le capitalisme, que ce soit sur le plan de la production ou sur le plan de la distribution des produits. Par ailleurs si la production selon un plan est possible sous le capitalisme à l'échelle d'une entreprise ou d'un trust, elle n'est pas possible à l'échelle d'une nation et encore moins à l'échelle de l'économie mondiale: la concurrence la plus acharnée entre entreprises, entre trusts, entre Etats pour

s'emparer et défendre des débouchés à la production, reste la règle.

La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se présente aussi, rappelle Engels, comme «**antagonisme entre l'organisation de la production dans la fabrique individuelle et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société**» (9), anarchie qui conduit aux crises économiques mais qui n'empêche pas les lois du mode de production capitaliste d'établir «**une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère**» (Marx, *Le Capital* cité par Engels). Les pôles de la production et de l'appropriation sous le capitalisme s'opposent «**de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même**» (ibid.). Cette réalité n'a fondamentalement pas changé depuis que Marx a écrit ces lignes du *Capital*: elle se révèle dans toute sa brutale réalité avec toujours plus d'ampleur à chaque crise et chaque guerre aux quatre coins du monde.

Pour mettre fin à cette spirale capitaliste, la solution n'est pas plus aujourd'hui dans la recherche d'un «**développement humainement supportable**» qu'hier dans la perspective de l'autogestion ou de l'économie planifiée de faux socialismes.

L'alternative est la même qu'hier; c'est celle indiquée par le marxisme non adultéré: la voie de la révolution socialiste par la classe salariée, la classe prolétarienne qui en exprimant la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste par sa seule existence, exprime en même temps la solution historique de toutes les contradictions de l'actuelle société avec son mouvement politique révolutionnaire.

Ce dont a besoin le prolétariat, et ceci à l'échelle mondiale, ce n'est pas l'illusion de pouvoir obtenir son émancipation du travail salarié sans les difficultés, les sacrifices, la violence de la lutte de classe révolutionnaire. Il a besoin de reprendre confiance dans ses propres forces, dans sa capacité de lutte contre toutes les règles sociales qui l'enchaînent; il a besoin de reconstituer ses organisations de défense indépendantes des forces collaborationnistes interclassistes. Il a besoin de reconquérir le terrain de l'affrontement de classe ouvert, de se relier aux grandes expériences historiques faites sur ce terrain par les générations prolétariennes passées; il a besoin surtout de se reconnaître comme **classe révolutionnaire** - la seule dans cette société - à travers la lutte sans trêve contre le capitalisme et les classes qui vivent de l'extorsion de plus-value. Le prolétariat a donc la tâche d'agir en tant que classe anti-capitaliste pour révolutionner de fond en comble la structure économique et sociale de la société.

Mais pour cela, «**pour cette action de libération universelle**» comme dit Engels, il faut donner à la classe ouvrière la conscience des conditions et de la nature tant de son exploitation que de son action, ce que seul peut faire le marxisme, «**expression théorique du mouvement prolétarien**».

Les marxistes, les révolutionnaires communistes, agissent tant sur le terrain de la critique théorique et politique que sur le terrain de la formation du parti - indispensable pour la «**constitution du prolétariat en classe**» (*Le Manifeste*) - en opposition absolue à toutes les orientations inter-classistes, même camouflées sous des oripeaux «socialistes» ou «communistes». Ils font en outre tous leurs efforts afin que le prolétariat puisse, à partir de chaque conflit social sur le terrain immédiat, organiser la lutte avec des méthodes, des moyens et des objectifs de classe, capables de développer dans les rangs prolétariens la solidarité de classe et capables donc à un certain moment de confluer dans une seule grande lutte anti-bourgeoise pour la conquête du pouvoir politique.

La classe prolétarienne est la classe des sans-réserves, des non-possédants, enchaînée au mode de production capitaliste qui la plonge dans l'exploitation, dans la misère, la famine et la mort. Mais elle est en même temps la seule classe qui produit par son exploitation la plus-value que s'approprie la classe capitaliste. Tant que cette classe tient la classe prolétarienne dans le joug de l'esclavage salarié, il ne peut y avoir d'élections démocratiques, de participations à la gestion des usines ou d'organisations coopératives qui puissent en quelque façon entamer la cuirasse blindée de cette classe et de son Etat.

C'est de cet esclavage qu'il faut s'émanciper: et il ne sera possible de le faire qu'en appliquant la force révolutionnaire du nouveau pouvoir prolétarien au coeur même de l'organisation de la production, là où se crée à chaque seconde la plus-value du capital.

(1) article paru dans *Neue Gesellschaft / Frankfurt Hefte* n°6 / 1990. Voir en français *Actuel Marx*, numéro de fin 92.

(2) cf la revue «Capitalismo, natura, socialismo», mars 1991.

(3) André Gorz, article cité.

(4) cf «Capitalismo...», p.91.

(5) ibid.

(6) André Gorz, ibid., ainsi que les citations suivantes.

(7) cf Engels, «d'Anti-Dühring».

(8) cf. James O'Connor, *Ecologie et technologie*, in «Capitalismo...» n°1.

(9) cf Engels, op. cit., p.310.

Histoire de la Gauche Communiste VERS LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE, SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Nous publions ici le début du troisième volet de l'Histoire de la Gauche communiste consacré au **processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste**. Le premier volet portant sur la constitution du Parti communiste en Allemagne a été publié dans le n°86 de la revue; le deuxième, sur la formation du Parti communiste français a été publié dans le n°87. Ces chapitres, et ceux qui suivront, font partie du troisième tome de la *Storia della Sinistra comunista* (Histoire de la Gauche communiste), disponible en italien depuis plusieurs années.

«Programme Communiste» a déjà publié pour les lecteurs francophones de nombreux chapitres des tomes précédents de cet important travail de parti dans ses n°28, 29, 31, 32 et 33 (tome premier) et 58, 59, 71, 72, 74 (tome second).

Par rapport à l'Allemagne et à la France le processus de formation du parti communiste en Italie présente des caractéristiques non seulement différentes, mais opposées; et cela pour des raisons qu'il serait anti-historique de réduire aux **seuls** mérites - qui furent cependant **décisifs** - de clarté, de continuité et d'intransigeance de la Fraction communiste abstentionniste.

Livourne apparaît en effet l'inverse de Halle et Tours, **non seulement parce que** la naissance de la section italienne de la IIIe Internationale advient sur la base d'une rupture nette avec le réformisme, mais aussi et **surtout** avec ce centre "maximaliste" en qui les bolchéviks, les premiers, avaient vu un des plus grands obstacles à une issue révolutionnaire de la crise d'après guerre; elle n'était le fruit ni d'un déplacement de l'aile communiste du mouvement ouvrier vers des positions compatibles avec une partie de celles du centre (comme en Allemagne); ni d'un déplacement de la majorité centriste vers des positions acceptables par une aile gauche faible et hétérogène (comme en France). Livourne est aussi l'inverse de Halle et Tours **parce que** la scission ne découle pas d'une décision acquise **in extremis**, par un concours de circonstances durant un congrès, mais qu'elle fut la sanction finale d'un long processus **tout** orienté vers ce résultat, et qui, pour cette raison même, avait pu s'appuyer sur toute une série de facteurs externes favorables.

Sans atteindre l'intensité de l'après-guerre allemand, la lutte de classe n'avait cependant pas disparu en Italie pendant la guerre; et elle put éclater au cours des deux années qui suivirent la fin des hostilités sans connaître les obstacles d'une répression féroce comme celle subie par les spartakistes allemands, ni ceux d'une épouvantable saignée humaine subie durant 4 ans et le sentiment, sinon d'euphorie, du moins de soulagement, éprouvé par la classe ouvrière lors du cessez-le-feu, comme en France. De plus en Italie la tradition "radicale", "jacobine", qui pesait tant sur ceux qui s'orientaient vers le communisme en France, était peu présente; et l'inertie du passé social-démocrate sur les plans de la théorie, de la praxis syndicale et parlementaire, de l'organisation immédiate et de parti, avait beaucoup moins de force qu'en Allemagne. C'est pourquoi, même dans un **sens relatif**, les conditions de réceptivité du programme révolutionnaire par des secteurs d'avant-garde de la classe laborieuse étaient meilleures, les résistances subjectives moins fortes et susceptibles d'être, **dans une certaine mesure**, dépassées dans une situation politique et sociale plus instable qu'en France, et aussi qu'en Allemagne, malgré les apparences.

Et la trajectoire du centrisme était, elle aussi, différente et opposée. En 1920 en Allemagne, l'essentiel de la résistance aux "ordres de Moscou" était venu **essentiellement** des Indépendants; en France, de la

droite de la SFIO. Quelle que soit l'opinion qu'avait les bolchéviks de l'aile gauche du centrisme (et quelle que soit leur méfiance envers elle), la fermeté de la droite réformiste dans les deux pays à refuser à transiger tant sur les plans théoriques et programmatiques, que tactiques et organisationnels, rendait évident aux yeux des masses qu'il était impossible de les gagner à la cause de la révolution et même de neutraliser leur hostilité; mais elle faisait aussi paraître pratiquement certain le passage sur des positions non contradictoires avec le programme révolutionnaire, de la majorité qui n'avait pas voulu se compromettre avec la campagne **ouvertement** anti-bolchévique des Kautsky - Hilferding et des Blum - Faure. Il aurait été donc difficile de justifier un refus par l'Internationale d'accueillir, même avec réserve, cette majorité. Et c'est pourquoi il revenait aux travaux des congrès de déterminer dans quelle mesure l'aile centriste pouvait se séparer, spontanément ou sous une pression extérieure, de l'aile réformiste, et quel était le sérieux de son acceptation des responsabilités découlant de l'acceptation de tous les "21 points" d'adhésion à l'Internationale. Mais de tels congrès, appelés à établir si la scission était ou non nécessaire, et quelles en étaient les frontières tracées par l'histoire et par les principes du communisme, on pouvait tout attendre, sauf l'élimination de la fatale équivoque de la "phrase révolutionnaire" centriste. La clarté politique et donc la perspective de l'efficacité pratique, ne pouvaient surgir que, comme à Livourne, d'un congrès appelé à ratifier une scission **déjà en acte**, et en tant que telle non seulement acceptée, mais **voulue** par la fraction communiste, dans les termes et aux conditions jugées inviolables de l'Internationale.

En Italie le centrisme à la Serrati donna lui-même une contribution objective à ce résultat: que ce soit en évoluant vers les positions de la droite à mesure que se rapprochait le congrès extraordinaire du PS, et en se mettant **au premier plan** dans la polémique contre Moscou; ou que ce soit lorsqu'il s'efforçait de prendre ses distances dans son insistance à affirmer qu'un facteur essentiel de la victoire de la révolution était la capacité **technique** et l'expérience **organitative** des dirigeants syndicaux et des élus municipaux **réformistes**, il donnait ainsi la preuve des liens indissolubles qui l'unissaient à la droite et de sa complicité dans l'adaptation à la société bourgeoise. C'est pourquoi il fut plus facile en Italie que dans d'autres pays de percevoir, et donc de dénoncer, le processus objectif de la mécanique sociale selon lequel l'"intransigeance révolutionnaire" qui accepte les principes de la révolution et de la dictature, mais qui n'en déduit pas une ligne d'action cohérente dans la pratique, qui n'exclut pas

toute hypothèse de conquête et d'exercice du pouvoir grâce aux méthodes de la démocratie parlementaire, est **contrainte** à retomber dans une praxis de **collaboration directe ou indirecte** avec la bourgeoisie; c'est pourquoi il fut relativement plus facile de se convaincre de la nécessité de rompre **y compris** avec ceux que leur passé semblait rendre les moins suspects, comme notre courant eût l'occasion de l'affirmer dans toute la période qui précéda et qui suivit la scission de Livourne. Il est vrai que cela ne pouvait suffire pour mettre le parti et la classe à l'abri du fléau de "l'oscillationnisme" serrati. En Allemagne il ne s'était pas écoulé plus de 4 mois depuis le congrès de fusion, que l'Exécutif du Komintern devait déjà assister, impuissant, à une nouvelle fracture encore plus grave dans le KPD; en France il dût intervenir dès les premiers jours de vie du PCF pour provoquer la sélection que Tours non seulement n'avait pas réalisé, mais avait au contraire **empêchée**. En Italie, l'inverse se produisit: deux ans après Livourne, une partie du centre serrati retrouvait son "intransigeance", et une Internationale soumise à d'irrésistibles pressions matérielles s'illusionnait de pouvoir lui ré-ouvrir la porte sans mettre en danger la solidité du parti. Mais c'est là l'histoire des années suivantes - années de déclin du mouvement communiste mondial.

Tous ces facteurs externes ne pourraient cependant suffire à expliquer l'heureuse exception que fut Livourne, s'il n'y avait eu le poids déterminant de la Fraction communiste abstentionniste dans le processus de décantation des forces destinées à constituer le noyau du PC d'Italie. A la réunion d'octobre 1920 à Milan, comme à la conférence d'Imola en novembre et au congrès de Livourne en janvier 1921, trois forces d'origine et de formation différentes (la Fraction communiste abstentionniste de **Il Soviet**; le groupe turinois dérivant de **L'Ordine Nuovo**; l'extrême gauche, peu nombreuse dans un premier temps, puis consistante, du maximalisme) convergèrent sur une plate-forme unique qui est, sans réserves, celle des **Thèses et des Conditions d'admission** du IIe congrès de l'Internationale: aucun marchandage n'eût lieu entre l'une ou l'autre; et si la première renonça à l'orientation **tactique**, donc **secondaire**, de l'abstentionnisme (comme elle était prête à le faire déjà en 1919), la seconde abandonna **toutes** ses positions **de principe**, et la troisième fit siennes celles défendues durant de longs mois par le seul **Il Soviet**, et tout particulièrement les thèses sur le rôle central du Parti dans la révolution et dans la dictature prolétarienne et l'exigence de la discipline et de la centralisation.

Si nous prenons le **Manifeste** de la Fraction communiste constituée en octobre, ou la motion et le programme de Livourne, il

est impossible d'y retrouver des traces quelconques d'ordinovisme; tout révèle notre empreinte, qui est aussi celle du **bolchevisme**. Les trois composantes, qui de Livourne à toute l'année 1922 restèrent **indiscernables** entre elles(1), étaient en accord complet avec cette orientation; mais il est caractéristique que **tout** le travail de préparation théorique, programmatique et tactique aît été l'oeuvre de **Il Soviet** de Naples et de **Il Comunista** d'Imola qui en était l'expression à l'échelle nationale.

C'est un travail orienté de façon **univoque** selon une perspective qui **ne permet pas de doutes**: la scission est jugée aussi inévitable que **salutaire** et elle ne pourra pas ne pas toucher le centre; la décision de l'accomplir ne dépendra pas d'analyses contingentes de majorité ou de minorité. Elle obéira à des critères **objectifs** plus rigides, et comme on disait, plus chirurgicaux que ne l'attendait Moscou. Aucune exception n'est, ni ne sera invoquée: l'application intégrale des **règles** est demandée; non, comme il est souvent répété stupidement, par "purisme idéologique", mais pour de **solides raisons d'efficacité pratique**, en sachant que pour le marxisme il ne peut y avoir d'efficacité pratique qui ne soit le reflet d'une **cohérence théorique**.

Il ne faut pas chercher la raison de tout cela dans le seul fait de la force de l'**organisation** de la Fraction abstentionniste, la seule à posséder un réseau national fortement centralisé(2), comme se complaisent à dire les historiens d'obédience national-communiste, car ce n'est qu'un élément **subordonné**; ni dans le fait déjà rappelé que le groupe "Ordine nuovo" disparaît de la scène en tant qu'entité politique à l'orientation précise et à la physionomie caractéristique, dans la seconde moitié de l'année 1920. L'explication est à trouver dans la force d'attraction exercée par une tradition décennale de lutte contre les déviations réformistes, centristes et révisionnistes que notre courant était le seul à posséder, ainsi que dans la solidité de l'encadrement théorique qui avait trouvé son expression complète dans les Thèses votées par la conférence nationale des 8 et 9 mai à Florence et dans les interventions d'Amadeo Bordiga au IIe congrès de l'Internationale (3), jettant ainsi les bases de la fondation **non formelle mais réelle** du Parti, en couronnement de la bataille menée sur plusieurs fronts par "Il Soviet" pendant les deux années d'après-guerre.

En vertu de cette influence théorique, politique et, par conséquence, organisationnelle décisive, la Fraction communiste du PSI, dite aussi "d'Imola" formée de ces trois courants, pourra se présenter à Livourne avec un programme qui est **en même temps** un programme **général** et un programme **d'action**; un programme conçu non comme une plate-forme élaborée dans le but de

réunir le maximum de suffrages dans un congrès, mais comme **base fixe d'orientation théorique et d'encadrement pratique du nouveau parti**, donc non susceptible de modifications, d'atténuations ou de concessions selon les humeurs d'assemblées enfiévrées de polémiques anciennes ou récentes. Pour la Fraction les éléments d'une solution du problème du parti communiste en Italie devaient être cherchés ailleurs que dans la décision d'un congrès: elles résidaient, d'un côté "dans toutes les expériences et la préparation politique de la Gauche du parti actuel", de l'autre "**et plus encore** dans le contenu du programme d'action de la IIIe Internationale". Il est incontestable que c'est **notre** formulation qui était utilisée par Bordiga au nom de toute la Fraction dans l'article "**Vers le Parti Communiste d'Italie**":

"Anti-démocratiques également en cela, nous ne pouvons accepter comme "ultima ratio" l'expression arithmétique de la consultation d'un parti qui n'est pas un parti. La reconnaissance de la justesse des opinions exprimées par la majorité commence là où commence l'homogénéité de programme et de finalité; nous ne l'acceptons pas dans la société divisée en classes, ni au sein d'un prolétariat nécessairement dominé par les suggestions bourgeoises, ni au sein d'un parti qui comprend trop d'éléments petits-bourgeois et qui oscille historiquement entre l'ancienne et la nouvelle Internationale, et qui n'est donc ni dans sa conscience, ni dans sa pratique, le parti de Marx".

Guidés par cette directive, les représentants à Livourne de la gauche se battirent bien sûr pour arracher à la direction maximaliste-serratiennne la majorité du PSI, mais en étant prêts sans hésiter à rester minoritaires et décidés à n'accepter "ni la situation d'un parti dirigé par les unitaires, ni d'une direction commune entre eux et nous", et à ne pas "nous immobiliser, ni immobiliser la classe ouvrière jusqu'à un autre congrès". La conclusion (qui se tirera de Livourne) "de la sortie immédiate du Parti et du Congrès dès que le vote nous aura mis en minorité" était donc prévue **à l'avance**, sans être pour autant idéalisée, en même temps que la double conviction dont nous étions à l'origine et qui fut plus tard reniée par les gens de l'ex-"Ordine Nuovo", que la scission aurait provoqué une crise du centre maximaliste d'autant plus féconde qu'on se serait tenu à la plus grande sélection politique des cadres du parti et à la plus ferme volonté de n'agir que sur leur base pour accroître notre influence; et que de la **rupture** avec le centre (si, ce qui était jugé probable, son "déblocage" s'avérait impossible) dépendait le destin futur du parti et, avec lui, de toute la classe ouvrière.

Voilà ce qui fit de Livourne un cas **unique** au niveau international, et, il est possible de le dire, un cas **exemplaire**.

L'ECLIPSE DE L'ORDINOVISME

Les historiens nationaux-communistes (ou euro-communistes) du processus de formation du PC d'I se trouvent devant un grave dilemme: d'un côté ils ont le devoir moral de documenter la contribution de l'ordinovisme ou au moins de Gramsci à ce processus; et ce n'est possible qu'à la condition de ré-écrire complètement l'histoire. De l'autre ils se lamentent que dès la fin de l'été et à l'automne 1920, les gens de "L'Ordine Nuovo" aient fini, en agissant de façon dispersée ou en s'abstenant d'agir, par laisser la voie libre à "l'hégémonie bordiguienne"; et ainsi ils nient ce qui précisément est le mérite à ce moment des ordinovistes: s'être mis de façon disciplinée, même si ce n'est pas très activement, ni, pour ce qui est de Gramsci, pas très clairement, au service d'une cause à laquelle ils n'étaient pas en mesure de fournir des apports théoriques ou programmatiques, c'est-à-dire la cause, non du "bordiguisme", mais du communisme **tout court**.

Nous avons déjà vu comment les ailes de "L'Ordine Nuovo" séparées en juillet se rapprochèrent ensuite durant l'occupation des usines, quand l'écrasante majorité des ordinovistes agissait comme partie intégrante "communiste électionniste" de la section du PSI et de sa direction, Gramsci en suivant au fond la trace, quoique avec une certaine distance. Ayant assumé en pratique la direction de l'édition piémontaise de "L'Avanti!", les premiers étaient engagés à fond dans la polémique interne contre les réformistes et les serratiens, et dans la diffusion de la plate-forme sur laquelle, conformément aux Thèses du IIe congrès de l'IC(4), venait de se constituer la Fraction communiste du PSI. Gramsci en tirait l'inspiration pour un "profond ré-examen" du bilan politique de l'occupation des usines, déplaçant son attention des masses et de leur effort "pour s'auto-gouverner industriellement et politiquement", à "l'avant-garde prolétarienne" dont l'absence avait empêché de résoudre le problème posé objectivement de la prise du pouvoir; et il présentait cette avant-garde comme "l'état-major" d'une guerre qui exige d'être **non seulement** minutieusement préparée, mais "conduite sans consultation préalable, sans appareil d'assemblées représentatives": en somme comme le parti(5). Et il est bien vrai que le n° du 2 octobre 1920 de "L'Ordine Nuovo" reprenait le thème classique des Conseils Ouvriers, "institution révolutionnaire historiquement la plus vitale et la plus nécessaire de la classe ouvrière", et du contrôle sur l'industrie "comme phase du processus révolutionnaire où le prolétariat crée son ap-

pareil de pouvoir économique et démontre aux grandes masses de la population qu'il est le seul capable de résoudre les problèmes posés par la guerre impérialiste".

Mais, au fur et à mesure que passaient les jours, le recours à cette thématique prenait un ton toujours plus didactique et propagandiste, et toujours moins agitateur, tandis que l'attention de Gramsci se concentrait sur une polémique âpre et de bas étage contre les courants de droite et du centre du parti(6) au détriment des grandes questions programmatiques.

Au point que les "historiens" ne peuvent citer **un** seul article où Gramsci traite avant le congrès les problèmes **de fond** autour desquels le débat faisait rage à **l'échelle internationale**(7): dans la meilleure des interprétations, on peut dire qu'il joua dans le processus conclu à Livourne le rôle d'une **modeste et prudente arrière-garde**.

Dans les rares cas où, à l'inverse, il cherchait à élever le discours au niveau des principes, il montrait que sa thématique était entièrement personnelle, sans le moindre point de contact avec celle tracée par les grandes thèses du IIe congrès de l'IC. Un exemple typique est le long essai, qui fait le délice des historiens et des politiciens nationaux-communistes, paru dans les n° du 4/9 et du 9/10 de "L'Ordine Nuovo" sous le titre **Le parti communiste** et qui est le seul article de quelque importance paru sous sa plume dans la période pré-Livourne. Là, dans des pages inspirées de tout ce qu'on voudra sauf de la doctrine marxiste, le prolétariat apparaît bien comme classe seulement dans la mesure où il s'organise en parti; mais non pas parce que ce dernier est le dépositaire du programme communiste et l'organe fondamental de bataille pour sa réalisation: parce qu'il "est l'instrument et la forme historique du processus de libération **intime** par lequel **l'ouvrier d'exécutant** devient **initiateur**, de **masse** devient **chef et guide**, de bras devient cerveau et volonté". D'autre part, Gramsci arrive à la reconnaissance de la nécessité du parti, ou par la constatation empirique que "la bourgeoisie étant épuisée comme classe dominante avec l'épuisement du capitalisme comme mode de production et d'échange, la classe paysanne ne possédant pas une force politique homogène capable de créer un Etat, la classe ouvrière est inéluctablement appelée par l'histoire à assumer la responsabilité de classe dirigeante"; ou en vertu du postulat pseudo-théorique, étranger au marxisme, que "seul le prolétariat est capable de créer un Etat fort et redouté, parce qu'il a un programme de reconstruction économique, le communisme": le communisme qui doit, par définition, voir disparaître l'Etat est ici réduit à la garantie de la **capacité** de la classe ouvrière à **construire** un Etat, et un Etat d'autant plus fort que paraît faible l'Etat bourgeois! Enfin

Gramsci ne recule pas devant l'argumentation juridico-constitutionnelle selon laquelle seul le prolétariat "peut, en créant un organe de droit public (!), le Soviet, donner une forme dynamique à la masse sociale fluide et incandescente, et systématiser un ordre dans le bouleversement général des forces productives". Et c'est **pour ces raisons**, et pour aucun autre motif, qu'il est "naturel et historiquement justifié que se pose le problème de la formation du Parti communiste, expression de l'avant-garde prolétarienne qui a l'exacte conscience de sa mission historique, qui fondera les nouvelles institutions, qui sera l'initiatrice et la protagoniste de la nouvelle période historique originale!"

Peut-être est-il possible de trouver une contribution à la réaffirmation ou à la définition du programme communiste dans les articles du 1er et du 13 janvier 21, intitulés respectivement **L'Etat ouvrier** et **Le congrès de Livourne**, autres délices des historiens et des politiciens du "nouveau parti", national et démocratique?

Dans le premier de ceux-ci(8), tout ce qui est reproché au PSI est d'être "incapable de se donner une doctrine de l'**Etat ouvrier national** et d'élaborer un mode d'action lui permettant d'atteindre le but immédiat de son existence, la formation précisément de cet Etat", d'où son incapacité de comprendre aussi "la doctrine de l'**Etat ouvrier mondial**, la doctrine de l'Internationale communiste". Dans le second, Gramsci développe la thèse, alors moins... extravagante, selon laquelle "seule la classe ouvrière **peut mener à son terme l'oeuvre de la bourgeoisie**" à savoir "le laborieux effort d'unification entamé lors du **Risorgimento**" en précisant que si "la bourgeoisie a unifié territorialement le peuple italien, la classe ouvrière a le devoir d'unifier économiquement et spirituellement le peuple italien"(9); et il fait dépendre de la mission... nationale du prolétariat l'exigence internationaliste elle-même: "la classe ouvrière italienne sait qu'elle ne peut s'émanciper et émanciper les autres classes exploitées et opprimées par le capitalisme national, s'il n'existe pas un système de forces révolutionnaires mondiales aspirant aux mêmes buts (...). Elle est disposée (quelle bonté!) à aider les autres classes ouvrières dans leurs efforts d'émancipation, mais elle veut avoir la garantie certaine (!!)) que les autres classes l'aideront dans ses efforts. Cette garantie ne peut être donnée que par l'existence d'un pouvoir international fortement centralisé". Ici ce n'est pas vers Livourne qu'on se dirige, mais vers l'avorton de ce "nouveau parti" appelé à compléter le Risorgimento national dont Gramsci en 1923-24 cherchera en toute cohérence à protéger la gestation en demandant l'appui **international** de Moscou.

Pour conclure, Gramsci **suit** le proces-

sus de formation du PC d'I sans y contribuer; et il le fit en **spectateur non engagé**. Nous voyons ici la "limite fondamentale" dans l'adhésion des ordinovistes à la IIIe Internationale, qu'ils se consacrent activement à la propagande pour le parti communiste et à la diffusion de son programme ou qu'ils se replient sur eux mêmes dans une méditation solitaire: leur **contingentisme**. Bien qu'avec retard, ils ressentirent le besoin du parti "fortement centralisé" et centralisateur, parce que et dans la mesure où la situation italienne leur apparaissait lourde de potentialités révolutionnaires à **brève échéance**; leur expérience récente leur avait appris que l'élan des masses ouvrières et son expression immédiate, les Conseils, n'étaient pas suffisants pour affronter les problèmes révolutionnaires, tandis que leur expérience plus ancienne leur avait montré que le vieux PSI n'était pas l'instrument politique adéquat. Ils comprirent en outre que dans la conjoncture d'alors, aucune perspective révolutionnaire n'était envisageable en dehors de l'Internationale communiste(10). L'orientation donnée par les bolchéviks en général et par les "abstentionnistes" en particulier, aux problèmes de la constitution, du programme et de l'organisation du parti était la seule qui répondant aux demandes brûlantes d'alors, qu'elle se concilie ou non avec ce qu'ils avaient défendu dans le passé: **ils l'adoptèrent** donc et tant que la situation italienne ne leur apparaisse pas modifiée et que l'Internationale ne devienne accessible à une reprise de leurs thèmes favoris, **ils la défendirent, y compris avec âpreté**. Les éléments du groupe qui avaient derrière eux un **militantisme de parti**, d'abord dans le PSI, puis dans le PC d'I, furent aussi les plus lents et les plus réticents à accepter le "tournant" de 1923-24; Gramsci eût moins de difficulté que les autres à "s'aligner" dans la mesure où il était arrivé le plus isolé au congrès de Livourne. Ce n'est pas avant 1923 que naîtra sous sa plume quelque chose de semblable aux lignes citées plus haut: pendant deux bonnes années aucun de ses écrits ne se hasarderà à reprendre ces formules.

A Livourne, quoi qu'il en soit, l'éclipse de l'ordinovisme apparaît **totale**: peu auparavant il ne survivait encore comme une faible lueur que dans son seul inspireur originel.

Le deuxième volume de la **Storia della sinistra comunista** s'est conclu par la reproduction et le commentaire des contributions des communistes abstentionnistes à la discussion lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste, montrant leur convergence totale avec les bases constitutives de l'Internationale (voir "Programme communiste" n°59 et 60).

Il nous faut illustrer à présent le déve-

loppement et la conclusion de la bataille menée par "Il Soviet". La question de l'abstentionnisme mise de côté, en observation rigoureuse des Thèses sur le parlementarisme révolutionnaire et des conditions d'admission (11), les énergies de la Fraction se concentrèrent dans l'effort de clarification, de propagande et d'application des résultats du IIe congrès, en déblayant le terrain de tous les obstacles, **particulièrement** du côté maximaliste, qui gênaient ou empêchaient sur le plan des principes théoriques et politiques comme sur le plan des critères tactiques et organisatifs, la constitution d'un parti communiste le plus possible sélectionné, homogène, et donc efficace.

Pour être conduite à son terme, cette bataille impliquait que la polémique sur tous les fronts soit assumée **intégralement** par le seul courant organisé dans le PSI dont l'alignement sur les positions des bolchéviks durant et après la guerre n'aït rien eu de contingent, d'occasionnel ou d'aléatoire; car lui seul avait ainsi la possibilité de mener la lutte jusqu'au bout sans reculer devant aucune de ses implications tant pour ce qui est de l'ensemble des tâches internationales du parti de classe, que pour leur application aux problèmes du mouvement ouvrier occidental. Si "la condition qui suffit pour être incompatible avec l'Internationale, ce n'est pas le collaborationnisme, mais une attitude qui est plus à gauche du collaborationnisme"; si celui qui ne comprend pas qu'il faut rompre avec le social-démocrate "qui ne collabore pas", ne rompra pas non plus avec celui qui collabore (12); sur tout ceci - sur un terrain qui allait bien au delà des vicissitudes personnelles ou locales d'individus ou de groupes, et intéressait la totalité de la doctrine et du programme communistes - impliquait la décision de couper sans pitié les branches mortes rescapées du bouleversement d'après-guerre, alors il est clair que la seule force capable de se mettre à la tête de l'avant-garde prolétarienne sur les bases programmatiques **intégrales** de l'Internationale pour donner à ce processus de catalyse des éléments révolutionnaires le plus haute degré de cohérence et de rigueur possible dans la situation italienne, était la fraction réunie depuis deux ans autour de "Il Soviet"(13). Les faits montrent que la Fraction accepta de remplir ce rôle **sans aucune réserve** et, à l'inverse de ce que racontent les historiens, **sans aucun sectarisme**; à moins d'appeler sectarisme l'exigence de soumission de chacun, individu ou groupe à plus forte raison (et donc y compris les abstentionnistes), aux impératifs d'une plate-forme unique à ne remettre en question sous aucun prétexte. Précédée d'un long processus de systématisation théorique, la phase qui occupa

toute la deuxième moitié de l'année 1920 pût ainsi se dérouler sous le double signe de la bataille **politique** contre la droite et le centre du réformisme, et de la bataille **pratique** d'encadrement **organisateur** des forces rangées sous le drapeau de la troisième Internationale, sans rien sacrifier des principes et sans jamais renoncer au haut niveau théorique de la période précédente: l'objectif de la **crystallisation** ne fut jamais en contradiction avec l'objectif de la **sélection**. C'est ainsi que s'explique une autre particularité (indéchiffrable pour les historiens) de la formation du PC en Italie: non seulement les circonstances décrites antérieurement (14) empêchèrent le gros des maximalistes d'entrer dans le nouveau parti, mais la cohérence et la continuité de la lutte menée pendant des années contre la droite et le centre réformistes allaient donner à la Gauche une hégémonie si naturelle dans ce parti qu'elle s'imposa comme un fait non artificiel, **organique**, sans avoir besoin de s'exprimer dans une majorité numérique ni à la base, ni au sommet du parti (15). Elle en eût d'autant moins besoin que sa bataille s'était déroulée sous le fond d'un mouvement social qui, pour être une lutte défensive contre l'attaque conjointe des forces légales et illégales de la répression bourgeoise, posait avec urgence le problème du parti de classe; et une fois celui-ci constitué, lui assignait une tâche d'une exceptionnelle gravité, requérant une direction trempée aux feux d'une ardente conjoncture sociale et politique et de controverses doctrinales passionnées.

Il faut se replacer dans cette perspective historique, si différente des périodes de "gestion ordinaire", pour pouvoir comprendre Livourne et sa caractéristique, pour nous vitale, pour d'autres fatale, d'**anti-Halle** et d'**anti-Tours**.

Le signal du début de la bataille et l'annonce de son contenu, de ses thèmes dominants et de ses objectifs est donné par le n°24 (3/10/1920) de "Il Soviet" publié après la réunion de la direction du PSI. Il y figure avant tout un communiqué du CC de la Fraction, intitulé **La situation politique**..

"après avoir entendu le rapport du camarade Bordiga sur le congrès de Moscou et examiné la situation politique italienne, (le CC) estime que les derniers événements et le déroulement du conflit métallurgique confirment de façon suggestive les critiques émises par la Fraction Communiste envers le PSI sur la présence en son sein d'éléments sociaux-démocrates et l'incapacité de la majorité maximaliste qui ne sait pas leur retirer le contrôle du mouvement prolétarien ni tracer des perspectives solides pour l'action de masse; estime que le

remède à cette très grave déficience ne peut s'obtenir que par l'application des délibérations prises au Congrès de Moscou sur la situation du PSI, application qui devra être faite **avec sérieux et énergie en brisant l'équivoque de l'unité du Parti et en liquidant l'héritage néfaste de la tactique social-démocrate et opportuniste au Parlement et dans les syndicats, même quand il se cache sous une étiquette maximaliste**; invite tous les camarades de la Fraction à soutenir l'action que le CC et le "Soviet" mèneront dans cette optique pour préparer le prochain Congrès d'où devra sortir le nouveau parti Communiste; et fait appel aussi au concours de tous les communistes qui n'appartiennent pas à la Fraction Abstentionniste pour que puisse être trouvé un terrain d'action commune résolue, et que puissent au plus vite s'organiser les forces qui assureront au prochain Congrès la victoire du communisme"

Le texte est important, d'abord parce qu'il retrace l'expérience de l'occupation des usines dans le cadre international dominé par le IIe Congrès de Moscou et en tire la confirmation tant des résolutions de celui-ci que de nos critiques au courant maximaliste du PSI; ensuite parce qu'il met au centre des graves problèmes d'orientation du mouvement ouvrier et communiste la rupture de l'équivoque de l'unité du parti, en ne se limitant pas à demander l'exclusion d'individus ou de groupes, mais en déclarant nécessaire avant tout la liquidation de la tradition collaborationniste au Parlement et dans les syndicats et tout particulièrement quand elle se déguise en extrémisme; enfin, parce qu'il montre que la gauche "bordighienne" ne se pose pas comme candidat unique et seul possible à la constitution du PC d'I: elle invite les communistes non adhérents à la Fraction mais décidés à adopter les thèses et les conditions du IIe congrès à une "action commune résolue" en vue de la constitution du parti.

Ce n'étaient pas là seulement des pétitions de principe. Le même n° de "Il Soviet" contient une importante résolution du CC de la Fraction communiste abstentionniste sur **Les abstentionnistes turinois et le Parti**. Victimes de la même impatience et impulsivité qui lors des grandes agitations d'avril et de septembre, les avait conduit à négliger de se distinguer avec suffisamment de clarté du spontanéisme et de l'ouvriérisme conseilliste et à flirter avec lui, les abstentionnistes turinois - en grande partie ouvriers directement engagés dans les luttes (il suffit de rappeler les Parodi, Boero, Gilodi) - avaient tiré de l'échec du mouvement d'occupation des usines sous direction réformiste la juste

conclusion (ou mieux: confirmation) qu'il était urgent de séparer les responsabilités du Parti et celles du syndicat, de façon, ajoutaient-ils, qu'il soit possible d'établir "avec plus de clarté et avec une plus grande précision les bases pour les batailles révolutionnaires imminentes". Mais ils en avaient tiré la conclusion **erronée** que l'heure était venue de prendre une "complète liberté d'action" en se détachant du PSI; et ils demandaient donc au CC de la Fraction d'"inviter tous les groupes de la Fraction à se conformer à cette conclusion" et de "**commencer le travail pour la création du PC, section de la IIIe Internationale**" en convoquant "**immédiatement** un congrès national pour la constitution des organes dirigeants".

Décidé à mener à fond le travail préparatoire de la scission du PSI sur la base du congrès de l'Internationale (qui entre autres renvoyait à un Congrès extraordinaire du Parti Socialiste toute décision de scission ou d'épuration de ce parti), donc sans coup de tête et dans la plus grande discipline envers le Komintern dans lequel la Fraction voyait la plus haute conquête du mouvement ouvrier, le CC répondait:

"Ce très grave et inattendu ordre du jour nous arrive accompagné d'un article de Boero que le manque d'espace nous oblige à renvoyer. Le CC, tout en partageant les critiques des camarades de Turin envers le Parti, ne peut engager dans le sens qu'ils demandent et ne voit d'autre solution que la préparation du prochain Congrès National. Le Congrès de Moscou n'a pas laissé d'autre solution: si l'on voulait faire ce que proposent d'autre part les excellents camarades d'Arezzo (16), à savoir constituer immédiatement un Parti Communiste Abstentionniste, il faudrait se séparer de l'Internationale Communiste, ce qui est hors de question. Nous invitons donc tout le monde à la cohésion et au calme.

Les camarades de Turin, en qui nous avons la plus grande confiance, n'ont pas assez travaillé pour la fraction qu'ils voudraient aujourd'hui orienter; ils ont même suivi des directives tactiques avancées par d'autres groupes et que nous ne partageons pas, selon lesquelles, en dépit du merveilleux travail révolutionnaire des camarades, ils ont en un certain sens et indirectement, contribué à l'issue malheureuse des deux grandes récentes batailles prolétariennes (17).

Nous reviendrons sur ce point une autre fois, mais nous le rappelons pour faire comprendre à nos amis de Turin combien il est facile de faire des erreurs, et combien il est nécessaire de procéder avec unité et discipline dans

la préparation des méthodes de lutte du prolétariat. Nous ne sommes donc pas partisans du Congrès de la Fraction, étant donné le caractère de préparation du Congrès national, et nous prions les turinois (et aussi les florentins) de ne pas insister sur cette demande."

La motion, prélude et en même temps, annonce, de la constitution quelques jours plus tard à Milan de la **Fraction communiste du PSI** témoigne de la décision des "abstentionnistes" - tout en restant fermes dans leur conviction sur les **limites** de la tactique communiste, en particulier pour ce qui est de l'utilisation **révolutionnaire** de la tribune parlementaire et sur le mode de constitution et d'organisation du parti - de se tenir aux résolutions du IIe congrès et de repousser toute initiative, même dictée par les plus généreuses intentions, qui leur soit contraire. Et elle est également instructive parce qu'elle rappelle un groupe de camarades méritants à la nécessité d'un comportement non improvisé, mais **continu dans toutes ses manifestations**, et qui travaille en particulier pour la création du parti sur des bases solides et internationalement uniformes, sans se laisser influencer, ni par la contingence, ni par les initiatives - teintées d'impatience - de groupes ou courants de formation non marxiste comme l'ordinovisme au sens strict (en avril) ou le conseillisme au sens plus général, en septembre. Si la classe ouvrière doit trouver dans le nouveau parti le sérieux, la fermeté, l'habitude au travail méthodiquement relié dans toutes ses phases à l'objectif final, sans se laisser prendre aux caprices de la "mode" ou aux illusions des succès faciles, il appartient à ceux qui prétendent en être les portedrapeaux d'en donner l'exemple non seulement dans des proclamations, mais **dans les faits**. Et si défendre ces critères impliquait de taper sur les doigts de compagnons de combat plutôt que d'éléments extérieurs, la direction de la Fraction n'hésitait pas à le faire. Les "abstentionnistes turinois" et les camarades d'Arezzo en eurent la démonstration et "encaissèrent" en bons militants (18).

Toujours dans le même n° de "Il Soviet" se trouve un communiqué moins important, mais utile comme démonstration de l'adhésion inconditionnelle à la méthode qu'il s'agissait de faire valoir avant tout en donnant l'exemple. On était à la veille des élections municipales et beaucoup s'attendaient à ce que la Fraction se lance dans une opposition **frontale** au Parti. Fidèle à la ligne décidée à Moscou qui admettait, sans en faire une règle absolue, la participation **dans un sens révolutionnaire** aux élections et au Parlement (ou aux municipi-

palités), le CC de la Fraction répondit à ces camarades en renvoyant à un communiqué publié le 5/9 qui précisait que là où la section du Parti présentait une liste, les camarades **s'abstiendraient "par discipline de l'activité abstentionniste"**. Ils ne devaient pas pour autant donner une contribution active à une lutte électorale en même temps que "de nombreux éléments sociaux-démocrates et centristes dont la présence dans le Parti, après les résolutions du Congrès de Moscou, est absolument précaire": ce n'est en effet que lorsque le Parti se serait rénové et aurait donné les garanties politiques demandées par l'Internationale comme par le courant abstentionniste, que la discipline pourrait être **totale** et se traduire non seulement dans le renoncement à travailler **contre** l'intervention du Parti là où ses instances l'ont décidé, mais par la participation active à cette intervention. Si la Fraction ne pouvait se discipliner que **dans certaines limites** aux directives centrales du PSI, elle devait au contraire être disciplinée **sans réserve** aux directives générales de l'IC: pas d'abstentionnisme **de principe!**

Au delà des questions d'intérêt plus immédiat, "Il Soviet" aborde sans attendre les questions de fond destinées à occuper la scène durant toute la phase préparatoire du congrès de Livourne. Avant tout le problème du parti et de l'urgence de sa constitution, qui est mis aussi en rapport avec le bilan de l'occupation des usines et de l'écroulement des mythes conseillistes, autogestionnaires, etc. Dans **S'orienter et se rénover!**, apparu comme éditorial du n°24 (3/10), il est précisé d'un côté (souligné par nous):

"le fameux "problème du contrôle", et toute l'agitation développée à Turin par un groupe de camarades dont l'orientation laissait à désirer, ne nous jamais beaucoup enthousiasmé: dès ses premières ébauches nous avons facilement prévu que sur ce terrain s'ouvrirait la voie à de nouveaux expédients réformistes, et que le "contrôle" ouvrier sur la production, loin de suffire à susciter un incendie révolutionnaire, allait se terminer dans une quelconque initiative législative de l'Etat bourgeois"

tandis que d'un autre côté, en plein accord avec les Thèses syndicales du IIe Congrès de l'IC, il est expliqué avec force:

"Nous ne voulons pas dire que ce problème n'as pas un contenu réel, que les conseils d'usine et les occupations d'entreprises sont des organismes et des mouvements artificiels. Tout au contraire: **ce sont des manifestations fondamentales du développement de la crise bourgeoise dans lesquelles les communistes, le parti communiste, ont le devoir fondamental d'intervenir précisément**

pour y introduire ce contenu révolutionnaire qu'elles n'ont pas "intrinséquement", de même que ne l'ont pas les luttes syndicales traditionnelles (...). Aucune petite entaille aux formes bourgeoises de l'économie et du droit n'est jamais révolutionnaire, tant que la bourgeoisie ne la nie pas avec toutes ses forces, posant ainsi le problème du pouvoir: on ne passe pas, sinon après avoir renversé les institutions! C'est ainsi qu'il y eût une époque où le postulat, aujourd'hui pacifique, du droit de grève et d'organisation était révolutionnaire.

Quand ces postulats - et surtout celui du contrôle - sont acceptés par la bourgeoisie, leur efficacité dialectique devient contre-révolutionnaire, dans le sens que sur le terrain économique ils offrent des moyens de contre-balancer l'anarchie de la production, et que sur le plan politique, ils causent un arrêt à l'élan des masses contre le pouvoir bourgeois".

Quelle est donc la conclusion, sachant que les communistes doivent nécessairement intervenir dans ces luttes et dans ces organismes? La réponse, déjà donnée en février (19) trouvait maintenant la sanction des faits (souligné par nous):

"La lutte vraiment révolutionnaire se livrera quand le problème du pouvoir politique, de la direction sociale, sera posé de façon irrévoquable, et le combat sera dirigé par cette avant-garde consciente qui est le Parti Communiste. Celui-ci peut et doit posséder une conscience historique capable de le préserver complètement, et de préserver dans la mesure du possible les masses, des oscillations produites par l'obtention des objectifs successifs posés par la réalité de l'évolution capitaliste, et qui peuvent être appelés, comme on voudra, les réformes des sociaux-démocrates ou les mythes des syndicalistes ou des néo-syndicalistes.

Pour imposer en Italie le problème de la dictature du prolétariat, à laquelle les masses sont merveilleusement prédisposées, il faut précisément l'avoir, ce parti. Les tergiversations des maximalistes en ont peut-être rendu plus difficile la formation, puisque le mécontentement et l'impatience révolutionnaire ne sont pas des bases suffisantes pour le construire. Cependant Moscou nous a donné le fondement solide de cette oeuvre. Nous ne devons pas permettre que des infiltrations habiles de vieux et équivoques courants arrivent à miner, dès ses premiers moments, la base de notre oeuvre.

Il ne s'agit pas d'élaborer des demi-mesures et des petites combinaisons pour pouvoir tout à la fois appliquer formel-

lement les conditions de l'Internationale et sauver l'oeuvre passée de tel dirigeant ou de toute la fraction qui a la responsabilité du Parti. Il s'agit de dire haut et fort qu'on avait complètement fait fausse route.

Il faut changer radicalement de route, il faut se débarrasser sans hésiter des poids morts. Le Parti est atteint d'une maladie qui le gangrène chaque jour davantage. Le diagnostic de Moscou est exact dans son principe. **Le bistouri du chirurgien est nécessaire et il faut couper sans fausse pitié.**

La coupure radicale de Livourne est donc tout à fait attendue, et c'est pour elle que notre courant travaille. Le n° du 17/10 publie à ce propos le **Manifeste-programme de la Fraction communiste du PSI** rédigé lors de la réunion conjointe à Milan et un communiqué d'**Adhésion de la Fraction communiste abstentionniste** à la suite des accords réalisés dans la phase préparatoire:

"Le CC de la Fraction (...) réuni le 9 octobre 1920, après avoir entendu le rapport du camarade Amadeo Bordiga sur les ententes avec les autres fractions et tendances de gauche du Parti pour la préparation du congrès et l'action visant à obtenir l'application la plus efficace des résolutions du congrès de Moscou, et pris connaissance du Manifeste-programme lancé à cet effet, décide de donner sa **pleine adhésion** à ce mouvement au nom de la Fraction communiste abstentionniste, en la communiquant au Comité provisoire de Bologne (20), et invite tous les groupes adhérents à examiner le dit programme dans une réunion spéciale, procédant ainsi dans leurs sections respectives à un entente sur la base de ce programme avec les groupes voisins;

prend acte que le cam. Bordiga a déclaré, sans que les autres signataires du Manifeste soulèvent d'objections, que la Fraction communiste abstentionniste conserve encore son existence et son organisation, et reste fidèle en ce qui concerne les élections municipales aux critères envisagés par les récentes résolutions du CC. Et il espère que les efforts communs de tous les communistes seront couronnés de succès dans l'oeuvre de rénovation des organismes et de l'activité révolutionnaire du prolétariat italien";

Les grandes questions de principe - la révolution et la dictature du prolétariat comme **seule** voie de passage au communisme, le caractère international de la lutte révolutionnaire, le rôle central du parti pour la préparation et pour la direction de l'assaut vers le pouvoir, comme pour l'exercice dictatorial de celui-ci, le rôle

subordonné mais néanmoins vital des organismes intermédiaires et la nécessité pour le parti d'y conquérir une influence déterminante, etc. - étaient maintenant définitivement systématisées, en plus des **Thèses** et des **Conditions d'admission** de l'IC, dans les **Thèses** et dans les divers articles théoriques de la Fraction. Il s'agissait désormais de mener jusqu'au bout la lutte contre l'opportunisme tant sous sa traditionnelle défroque social-démocrate, que sous ses habits centristes (ou maximalistes): il fallait dénoncer la fausse orthodoxie de gauche de ce dernier dans les questions tactiques relatives à des couches sociales et à des forces historiques non prolétariennes mais objectivement poussées à se battre contre l'impérialisme capitaliste et, parallèlement, sa honteuse trahison des principes dans les questions non seulement tactiques, mais même stratégiques, du mouvement purement ouvrier. Il s'agissait de démolir des idéologies communes y compris à des courants destinés à confluer dans le parti de Livourne, en montrant la nécessité que les décisions du IIe congrès de l'IC soient appliquées à la situation italienne et à la situation interne du PSI avec toute la sévérité et toute la rigueur requises par un bilan décennal d'amères expériences. Il s'agissait de rassembler dans la clarté et l'homogénéité politique le maximum de forces prolétariennes qui soit compatible avec l'exigence de ne pas sacrifier l'intégrité du programme aux séductions du nombre et du succès immédiat, et de démanteler tout l'échafaudage d'insinuations mauvaises et de déformations volontaires bâti autour de l'Internationale et de ses organes dirigeants. C'est sur ces thèmes qu'insiste donc la campagne de la Fraction abstentionniste dans la deuxième moitié de l'année 1920; et il lui revient le mérite de l'avoir conduite avec une grande rigueur, au prix de porter seule tout le poids de la polémique contre la droite et surtout le centre socialistes.

Ainsi dans le même n°, l'article sur **La réunion de Reggio Emilia** montre à quel point est équivoque la motion de l'aile réformiste du parti et déplore, comme déjà **Le geste des concentrateurs** du 19/9, que l'habituelle sincérité de Turati risque de céder le pas à une tendance plus ou moins explicite de réconciliation avec les maximalistes, au détriment une nouvelle fois de la clarification politique. Le n° du 17/10, **De Moscou à Florence** (c'est dans cette ville qu'aurait dû se réunir le congrès, avant que Livourne ne soit préféré pour des raisons de sécurité) prend l'occasion de la réunion de la direction du PSI évoquée ci-dessus, pour revenir sur les objections de Serrati au prétendu "opportunisme moscovite" dans les questions agraires, nationales-coloniales et autres,

en les caractérisant comme un procédé de basse cuisine pour faire passer en contrebande derrière le masque mensonger de l'intransigeance, des positions ultra-opportunistes:

"Toutes les objections (de Serrati-NdIR) à certaines résolutions du congrès ne pourraient se justifier que sur la base d'une méthode tout-à-fait opposée à celle invoquée par Serrati dans les polémiques contre nous, une méthode qui veuille donner au mouvement communiste des frontières précises, une homogénéité absolue, une intransigeance tactique contre tous.

Ce n'est que sur ce terrain que peuvent s'appuyer les observations, comme celles de Serrati, contre les accords avec les mouvements nationalistes révolutionnaires, avec certaines couches de la population agraire, avec les syndicalistes et les anarchistes, avec certains éléments de droite du mouvement français, anglais et américain (et, pourquoi l'oublier, allemand) (21).

Nous aurions été heureux de constater une si complète conversion doctrinale, ou, si l'on veut, un heureux retour à la saine intransigeance de la gauche de notre parti. Mais malheureusement l'hypothèse de la conversion était inconciliable avec les orientations soutenues de façon acharnée par Serrati pour la situation italienne.

Comment expliquer qu'il voie la paille dans l'oeil de... Lénine, mais pas la poutre dans celui de Turati ou d'Aragona? Serrati absolvait chez les droitiers italiens les mêmes tendances - élevées à la enième puissance - au compromis dont il distinguait si finement la trace dans les thèses du congrès: ainsi le compromis avec les idéologies nationales et irrédentistes, avec les couches petites-bourgeoises proches du prolétariat, la tendance à une constitution de type laboriste du mouvement économique et politique du prolétariat, toujours recherchée par nos réformistes et partiellement réalisée dans l'entente fraternelle entre le groupe parlementaire et la Confédération du Travail à la barbe du maximalisme".

A propos du chœur des vitupérations de la presse pas seulement bourgeoise mais aussi socialiste contre les **décrets** de Moscou et les **oukases** de Lénine, l'article écrit:

"le jugement de l'Internationale communiste sur les déficiences du parti italien ne dépend pas du caprice d'un dictateur ou des phobies d'une assemblée mais est le résultat d'années de polémiques et de débats menés à fond, la sanction de demandes réitérées de tout un courant du mouvement italien qui a

appuyé ses critiques sur un ensemble formidable de faits et d'arguments.

Celui qui par chauvinisme déplacé, ou par une impardonnable vanité personnelle se sent blessé par ce jugement, doit penser que l'intervention de l'Internationale aurait été superflue si, après la guerre, le parti italien avait su suivre la voie que son histoire, particulièrement des dernières années, lui traçait de façon éloquente et si, au lieu de passer à l'arrière garde, il avait su ajouter à sa propre expérience théorique et tactique, les directives d'une évolution supplémentaire dans un sens révolutionnaire, en se sélectionnant et se renforçant, comme à Reggio Emilia, à Ancone, à l'époque des désertions interventionnistes. Ce n'est qu'ainsi que le Parti aurait conservé dans l'Internationale ce prestige à qui, selon de stupides insinuations, les décisions de Moscou auraient fait offense. Et ce n'est qu'en parlant au nom d'un tel parti que Serrati aurait eu le droit d'exposer une méthode différente de celle des camarades russes et peut-être plus pétrie d'intransigence révolutionnaire.

Mais il parlait au contraire au nom d'un parti qui s'est montré en tout inférieur aux attentes du prolétariat international même enthousiasmé par son passé. Il parlait au nom de ce courant du Parti qui ne veut pas encore se convaincre de toutes ces déficiences, qui hésite à se libérer des obstacles qui en entravent l'action.

C'est donc à juste raison, non de l'arbitraire de quelques uns mais de l'avis unanime des représentants du mouvement communiste international, que sont tombées les réprimandes et qu'ont été indiquées et prescrites les mesures pour porter remède à tant d'erreurs. Cela a été dit mille fois, par des italiens et par des russes, à Bologne et à Moscou. Cela est compris par des dizaines de milliers de camarades, de travailleurs italiens (...).

Pour ce qui nous regarde, puisque selon Serrati Moscou transige trop, puisque selon Alessandri il n'est pas digne de se faire dicter ses actes par Moscou, nous lutterons pour des sanctions **plus sévères encore** que celles que réclame Moscou. Si Lénine lâchait une proie, nous serions prêts à en attrapper telle ou telle autre, grosse ou petite, qu'il nous serait plus facile de débusquer que lui si éloigné".

En même temps a débuté une série d'articles destinés à démasquer la duplicité et l'opportunisme de la direction de la CGL. Bien qu'elle aît signé le document instituant le Conseil provisoire international des syndicats rouges à Moscou, la CGL con-

tinuait à maintenir son adhésion à l'organisation internationale des syndicats réformistes d'Amsterdam, y compris grâce à la connivence de Serrati, comme si le critère adopté d'un commun accord à Moscou n'était pas que: "les communistes ne doivent pas suivre la tactique d'abandon des syndicats actuels, même de tendance contre-révolutionnaire, mais doivent y rester pour les conquérir; mais là où une organisation syndicale nationale est entre les mains des communistes, elle doit se détacher de l'Internationale jaune d'Amsterdam pour adhérer à la section syndicale de la troisième Internationale" (22).

La polémique à l'intérieur du parti se déroulait alors que le gouvernement alternait la politique de la carotte et celle du bâton: carotte aux réformistes et aux confédéraux (avec qui il discutait sur la procédure de réalisation du "contrôle sur l'industrie") et bâton contre les subversifs en général et les anarchistes en particulier soumis à de multiples opérations de police alors que les fascistes commençaient leurs "opérations punitives". Sur le premier point, **La politique actuelle de la bourgeoisie**, signé "Il Soviet" et paru dans le n°26 du 24/10, montre qu'il s'agit d'une politique **unique** de contre-révolution préventive, et que, même si la tendance actuelle était d'aller vers une expérience de gouvernement social-démocrate, rien n'excluait, parce qu'il ne s'agissait justement que d'une tendance susceptible d'être contrebalancée par d'autres facteurs, que la démocratie de Giolitti prenne en charge la répression violente des mouvements de résistance ouvrière:

"Le pouvoir de la classe bourgeoise en Italie vacille sur ses bases. Face à l'approfondissement de la crise même Giliotti ne peut ni ne sait mener une politique continue. Hier il était poussé aux plus extrêmes concessions envers les nouveaux postulats avancés par le prolétariat dans l'agitation métallurgique; aujourd'hui il semble vouloir donner des exemples de la manière forte, et il frappe par des arrestations et des sanctions le florissant mouvement anarchiste. Peu importe pour l'instant de savoir quand Giliotti s'arrêtera et donnera un nouveau coup de barre au rafirot de la politique italienne. Probablement il continuera sa route en zig-zags, mais cela ne pourra pas empêcher l'écueil du naufrage fatal.

Ce qu'il est bon à l'inverse de répéter c'est que **nous ne sommes pas en présence de deux méthodes opposées de gouvernement, mais de la méthode unique avec laquelle la bourgeoisie joue sa dernière partie contre l'impétueuse révolution prolétarienne** (souligné par nous-NdlR). Nous nous rapprochons de

la phase de l'expérience social-démocrate, au cours de laquelle la bourgeoisie cherche à se concilier ce qu'il y a d'assimilable par elle dans le mouvement prolétarien, afin de trouver la force nécessaire à une répression violente de la partie extrémiste. Giolitti se propose et s'imagine peut-être de pouvoir représenter cette partie sans avoir besoin de mettre en scène des révolutions à caractère démocratique et républicain. D'autre part on fait courir le bruit de la prétendue conspiration Modigliani-Nitti, et des avances du premier à la gauche du Parti Populaire. A Reggio, Modigliani a esquissé le programme technique et économique du gouvernement **socialiste**, mais il a dit clairement que ce gouvernement devra gouverner avec énergie, et sans craindre d'utiliser la force contre ses adversaires.

La situation se dessine donc clairement: la gouvernement "socialiste" obtenu par la voie **démocratique** se distingue de la dictature du prolétariat en ce qu'il est une dictature **contre le prolétariat** exercé pour le compte de la bourgeoisie par ses ultimes délégués: les sociaux-démocrates.

Le congrès de Florence, même s'il est trop tardif, clarifiera cette situation: d'une part il donnera à la bourgeoisie les hommes nécessaires à un tel gouvernement; de l'autre il lui indiquera contre quelles forces elle doit déchaîner l'assaut de la réaction. En frappant dès maintenant quasi exclusivement les anarchistes (23), le gouvernement montre l'incertitude de sa position. Peut-être s'illusionne-t-il encore que l'unitarisme, alimenté par les insinuations habiles des droitiers, lui permet encore d'avoir dans son jeu tout le prolétariat socialiste, comme cela a été le cas jusqu'ici grâce aux interventions prévoyantes des **leaders** syndicaux et parlementaires dans les moments critiques. Mais tout cela n'a que trop duré; et cela va prendre fin".

Pour ce qui est de l'autre côté de la question, l'article **Manoeuvres défaitistes** (9/12) dénonce le discours à la Chambre de Filippo Turati sur les événements du Palais d'Accursio de Bologne (attaque par les fascistes du Palais de la Municipalité où venait de s'installer les nouveaux élus socialistes; il y avait eu 9 morts et une centaine de blessés). Turati avait fait porter la responsabilité de l'explosion de rage contre-révolutionnaire à égalité entre les chemises noires et les "fanatiques du drapeau rouge"; il parlait de l'urgente nécessité de "**désarmer** les esprits, de **déposer les armes** et de **pacifier** les âmes" donnant ainsi la voie libre aux escouades fascistes armées jusqu'aux dents et surnoise-

ment encouragées par le gouvernement, et préfigurant ce qu'allait être l'année suivante l'attitude socialiste face à la marée montante de la réaction anti-prolétarienne (24).

Dans les deux cas, à savoir le double jeu des gouvernements libéraux et démocratiques et la division du travail entre forces légales et illégales de la répression, et l'attitude pacifiste du PSI bêlant sur la liberté violée et invoquant la protection des pouvoirs publics tout en incitant les ouvriers à attendre désarmés l'attaque de l'ennemi pour ne pas tomber dans le "piège de la provocation", ce qui était confirmé, c'était la nécessité de la constitution du parti en raison d'impérieuses exigences pratiques, en plus des considérations de principe: jamais le prolétariat ne pourrait se défendre - ainsi qu'il est répété dans tous les n° 21 et 22, tant qu'il ne se serait pas libéré de l'influence d'un parti qui l'appelait d'autant plus fort à désarmer que l'adversaire aiguisait ses armes et n'hésitait pas à s'en servir. La thèse, scandaleuse pour les historiens actuels, selon laquelle la défaite du fascisme était inséparable de la liquidation de la droite et du centre socialistes était donc aussi **réaliste** qu'était irréaliste l'opinion inverse: la "victoire de la réaction" qu'en 1924 Gramsci fit remonter à Livourne, fut plutôt le produit du **retard excessif** à opérer la scission. A son tour l'hypothèse que le PSI dans sa composante de droite, mais avec la complicité du centre, complète son oeuvre contre-révolutionnaire en venant au pouvoir, seul ou avec d'autres, pour écraser le mouvement ouvrier, était si peu une hypothèse en l'air, qu'elle avait précisément eue lieu en Hongrie, en Allemagne, en Bavière, et qu'elle fut bien près de se réaliser en Italie entre 1922 et 1925: nombreuses furent les offres en ce sens et le désir de les accepter était grand, surtout parmi les dirigeants syndicaux. Et cette hypothèse triompha après la guerre, soit avec le PCI à la place du PSI d'autrefois, soit avec le PSI "renouvé", sans compter les gouvernements de centre-gauche héritiers de la tradition réformiste. D'ailleurs le régime fasciste lui-même ne dédaigna pas, durant un premier temps, de recourir aux méthodes démocratico-parlementaires de gouvernement et, dans un deuxième temps, de s'approprier le bagage des "réformes sociales" qui était l'orgueil de la social-démocratie et de le réaliser **bien mieux** que n'auraient pu le faire les vestales socialistes. C'est là le secret d'un demi-siècle de domination bourgeoise (sans compter que la victoire elle-même du fascisme était déjà la victoire du réformisme sous un autre accoutrement): avions-nous ou non raison de dénoncer alors le réformisme comme une tendance historique, destinée à s'imposer sous une forme

ou sous une autre, et peu importe par l'oeuvre de qui ou à travers de mille secousses?

Mais reprenons le fil. Dans **Les tendances au prochain congrès (24/10)** constatation est faite que "l'unité formelle a renforcé la partie réformiste et affaibli l'énergie révolutionnaire du parti" dans son ensemble; et de la prévision que "les tendances unitaires s'unifieront cette fois encore", l'article en déduit que "**la fraction communiste devra agir avec résolution et avec la plus inexorable intransigeance**" (souligné par nous-NdIR). Un autre article du même n°, **Les Torts de G.M. Serrati**, réfute les arguments du maximalisme en faveur d'une application des **21 conditions** d'adhésion à l'I.C., qui reviendrait à les vider de leur sens et à perpétuer une équivoque fatale pour le destin du mouvement prolétarien. Après avoir précisé qu'il ne s'agit pas de s'acharner sur la **personne** de Serrati, l'article examine quelques uns des arguments utilisés par celui-ci pour justifier son désaccord avec une partie des conditions. Il est bon de reproduire intégralement la critique de la conclusion de l'éditorial de Serrati dans "Comunismo":

"Mais là où Serrati s'enfonce jusqu'aux cheveux dans les contradictions, c'est dans le raisonnement qu'il présente en guise de conclusion à son article. Nous avons entre nos mains, dit-il, des milliers de municipalités, de coopératives, d'organisations, au point que nous manquons d'hommes pour en assumer toutes les responsabilités. La IIIe Internationale ne lance pas d'excommunications contre ces conquêtes; elle les encourage même. Mais elle prétend que tous ces postes soient confiés à des communistes, même s'ils en sont incapables. Cela signifierait la ruine de toutes les institutions prolétariennes. La conclusion est selon Serrati que non seulement les non-communistes doivent rester dans le parti, mais qu'on ne doit pas les gêner dans le pacifique exercice des responsabilités qu'ils exercent.

En prescrivant que les partis communistes doivent utiliser toutes ces formes d'action, la IIIe Internationale part du principe que le travail pour atteindre le but principal des communistes, c'est-à-dire le renversement du pouvoir bourgeois, lorsqu'existe son instrument historique, à savoir le parti politique de classe répondant à tous les caractères et toutes les conditions envisagées dans les Thèses, le travail révolutionnaire donc, peut être mené utilement dans toutes ces institutions. Ces institutions représentent un terrain favorable à l'oeuvre des opportunistes, surtout parce que leur rôle dans le cadre de la société actuelle devient une fin en soi et finit par devenir un moyen pour retarder, de

multiples façons la maturation de la crise révolutionnaire. Les communistes doivent cependant les pénétrer, précisément pour combattre les opportunistes, pour dénoncer leur incapacité à apporter des solutions stables aux problèmes qui intéressent le prolétariat, pour y mener la propagande et l'agitation, constituant ainsi les troupes de la guerre de classe dirigée par le Parti communiste. Quand existe ce parti, a-t-il été dit à Moscou, s'il répond à des critères déterminés dont un des plus importants est d'être purgé d'éléments sociaux-démocrates et opportunistes, il doit et il peut pénétrer et lutter dans le syndicat, dans la coopérative, dans la municipalité, dans le Parlement. **Avoir les syndicats, les coopératives, les municipalités, etc., sans qu'existe cette condition fondamentale d'avoir le parti communiste, veut dire ne pas pouvoir faire oeuvre révolutionnaire et courrir au contraire le risque de se rendre complice de la conservation bourgeoise.** Pour conserver ces institutions qui jouent aujourd'hui un rôle opportuniste, Serrati veut renoncer à la condition, à la prémisses, de la constitution du Parti. Même un aveugle peut voir que la contradiction se trouve là, et non dans les prescriptions de Moscou.

Du point de vue de la dialectique marxiste, il est possible de trouver trop simple ce critère qui est à la base de toutes les décisions tactiques du Congrès de Moscou. Du point de vue historico-critique et en suivant les périéties des oppositions entre les diverses tendances et les différentes méthodes socialistes, avec la définition d'une continuité dans le développement des méthodes du marxisme révolutionnaire telles qu'elles ont été défendues par la gauche de l'Internationale contre les réformistes et les anarchistes, il est possible d'arriver à conclure que la formation des partis communistes, vraiment révolutionnaires et la sélection progressive d'avec les éléments petits-bourgeois d'écoles divergentes, se sont faites et se font par le refus à certaines époques historiques de certains moyens et de certaines formes d'action désormais vides de toute possibilité d'utilisation révolutionnaire. Aucune objection en pourrait être faite à Serrati si, en se revendiquant de la fraction de gauche du parti socialiste italien, il demandait de développer une telle analyse critique. Mais il n'est pas possible de lui permettre de falsifier le sens de la méthode révolutionnaire adoptée par l'Internationale, pour soutenir sa conclusion qu'il faut préserver l'unité du parti italien.

C'est précisément parce que l'Internationale veut utiliser toutes les anciennes formes d'action, en les rénovant par un contenu opposé, révolutionnaire, qu'il est nécessaire que le mouvement communiste soit vraiment épuré de tout élément d'hétérogénéité; sinon le bilan de l'intervention dans toutes ces institutions qui furent jusqu'ici le terrain des hauts faits du réformisme, sera désastreusement négatif. Par exemple, une municipalité comme celle de Milan, une organisation comme la Confédération du Travail ou la Ligue Nationale des Coopératives, sont du point de vue de la méthode établie à Moscou, des organismes que les communistes ont encore à conquérir, puisqu'il s'y mène encore l'oeuvre traditionnelle et pernicieuse de la IIe Internationale: les Caldara, les D'Aragona, alors qu'ils résolvent des problèmes, aidant la bourgeoisie face aux difficultés qui la suffoquent, ne font rien pour la propagande, pour l'agitation et pour l'action révolutionnaire. Il faut donc, selon les critères de Moscou, que de bons communistes disciplinés envers leur parti, prennent possession de ces postes que, même si techniquement ils sont moins capables de résoudre les problèmes contingents au profit de la bourgeoisie, ils utiliseront pour une oeuvre active d'organisation de la lutte révolutionnaire. Prétendre résoudre ce problème posé de la façon la plus claire sur la base de la documentation irréfutable de l'action menée jusqu'à aujourd'hui dans ces institutions en déclarant que D'Aragona et Caldara ont la carte du Parti Socialiste Italien, adhérent à la IIIe Internationale, est tout simplement tomber dans le ridicule.

L'Internationale ne pourra pas ne pas répondre: expulsez du Parti Caldara et D'Aragona, même si cela vous coûte la perte de la municipalité de Milan et de la direction de la Confédération. Ceci d'autant plus qu'il est possible de démontrer que ces champions du réformisme ont pu obtenir les votes des électeurs et la confiance des travailleurs organisés par le prestige de l'étiquette de révolutionnaire que leur conférait la carte du Parti. Voici donc patiemment mais facilement démonté un autre sophisme de Serrati, voici encore une fois démontré qu'il se hisse sur une chaire d'intransigeance, mais pour y proférer seulement des leçons d'opportunisme" (souligné par nous-NdlR).

La critique du serratisme serait cependant incomplète sans la réfutation des supposés titres de mérite passés du PSI. C'est pourquoi, A. Bordiga continue (souligné par nous):

"Mais Serrati a recours à tout cela pour étayer sa thèse favorite, selon laquelle

tout en reconnaissant les 21 conditions de Moscou, les partis adhérents, sous leur seule responsabilité peuvent se donner du temps pour procéder à lépuration des éléments opportunistes. C'est sur cette base que Serrati se prépare à défendre à Florence le maintien de l'unité du parti, à part quelques exclusions individuelles destinées à jeter de la poudre aux yeux. Au lieu de demander du temps pour devenir un parti communiste révolutionnaire, j'affirme que le Parti Socialiste Italien est déjà énormément en retard, et que la scission aurait déjà dû avoir lieu depuis longtemps, et que chaque jour qui passe rend le problème plus difficile et plus embrouillé.

Ceci se déduit de l'histoire récente de notre Parti et j'y fais juste une allusion rapide en me réservant d'y revenir de façon plus large, car c'est là le noeud de la question. J'ai par ailleurs déjà écrit qu'à Moscou dans les seules deux minutes où j'ai parlé des affaires italiennes, j'ai fait une déclaration prenant acte que telle était la conception de Lénine et de Zinoviev et de tous ceux qui avaient critiqué le parti italien.

Les circonstances particulières dans lesquelles s'est présenté en Italie le problème de la guerre a permis à bien trop d'éléments de droite de garder les mains propres en passant pour des opposants à la guerre, alors qu'ils ne différaient en rien des sociaux-pacifistes étrangers du 4 août 1914. Leur présence dans le parti s'est révélée dangereuse surtout quand l'invasion autrichienne rendit d'actualité le problème de la défense nationale. Comme rappelle justement le camarade Gennari - unitaire à Bologne en 1919 - déjà à Rome en 1918 il aurait fallu expulser la droite fautive de **défense de la patrie**. Mais beaucoup parmi les meilleurs camarades de la gauche étaient absents à ce congrès, et les présents se firent puérilement jouer par quelques Modigliani. Quand le Parti adhéra à la IIIe Internationale, d'abord par le vote de la direction, puis par le Congrès de Bologne, une nouvelle occasion fût perdue pour la sélection d'avec les éléments de droite; et nous ne voulons pas rappeler ici les mille et une raisons pour lesquelles il aurait été nécessaire de réaliser cette sélection. **En ne le faisant pas, on a adhéré de façon irrégulière, pour ne pas dire plus, à la IIIe Internationale (...).**

Le temps écoulé depuis Bologne, et celui qui s'écoulera jusqu'à Florence ainsi que celui qui, selon les pieux désirs - ou les vaticinations impies - de

Serrati devrait encore s'écouler, représentent des difficultés et des dangers toujours plus grands non seulement pour la rénovation du parti, mais surtout pour le développement historique de la lutte révolutionnaire du prolétariat italien. La masse du parti est aujourd'hui davantage prisonnière de la droite qu'à la fin de la guerre. Cette situation évoquée par Serrati quand il cite les postes de responsables occupés par des non-communistes - il vaudrait mieux dire des défaitistes de la révolution - s'est développée et s'aggrave précisément par la faute des unitaires, précisément sous la responsabilité de Serrati.

C'est après la guerre que les grandes organisations économiques ont reconstitué et que les maximalistes ont laissé leur enthousiasme pour les méthodes révolutionnaires affirmées en Russie se mêler à la pratique opportuniste des organisations dirigées par leur propre parti. Après Bologne, le parti, noyé **unitairement** dans les élections générales, envoie à la Chambre un groupe parlementaire dans lequel se retrouvent amplifiés tous les défauts dénoncés dans le précédent pendant 6 ans de polémique, et recommence la prédominance de la minorité de droite du parti. En survolant tout le reste, on arrive aujourd'hui aux élections locales où le maximalisme est encore plus prisonnier de mille et mille situations locales; le parti s'identifie avec ses représentants dans les municipalités et les provinces, constitués des **pires éléments opportunistes et petits-bourgeois**, de tous ceux qui sont entrés ou restés dans nos rangs, tolérant ou épousant l'extrémisme démagogique, après s'être bien assurés que la vieille pratique de la conquête des mandats électoraux n'a pas changé de caractère - en supposant contre l'hérésie de celui qui écrit, qu'elle soit susceptible d'en changer - et que rien de sérieux n'est fait; sinon toute cette racaille reculerait honteusement dans les rangs des timides ou des renégats (25).

J'ai vu dernièrement un diagramme de la croissance de notre parti. C'est le **diagramme d'une éléphantiasis galopante**. Nous sommes à plus de 200.000 membres: cela veut dire simplement que notre effectif par rapport au chiffre de la population dépasse celui du parti communiste russe, avec la simple différence qu'ici la bourgeoisie nous botte les fesses quand elle veut, alors que là-bas, aucun chien de contre-révolutionnaire n'ose, ne disons pas aboyer, mais même simplement respirer.

Et le mal est que tout cela advient alors que - pourquoi le nier? - beaucoup

parmi les meilleurs éléments prolétaires disposés à la lutte généreuse et non à la course idiote aux synécures, vont avec les anarchistes dont le mouvement - avec qui il est inutile de rappeler ici mon désaccord radical - croît en nombre et en énergie combative. Si on laissait faire Serrati et les unitaires, le Parti n'évoluerait pas comme ils le prétendent vers le communisme; il retomberait fatalement dans la pire fonction social-démocrate de serviteur aveugle de la bourgeoisie, et dans le mépris des masses laborieuses. Il faut une belle dose de courage pour proposer: attendons encore!

Attende qui le veut, le fait est que nous, nous n'attendrons plus. L'unité du parti sera définitivement enterrée à Florence.

Tant pis pour ceux, nombreux ou peu nombreux, qui en s'obstinant dans l'erreur, voudront rester autour du cadavre et s'empoisonner de ses émanations."

Une des cibles du "Soviet" est la vision **techniciste** ou **constructiviste** du rôle du parti de classe, typique du maximalisme, mais aussi, à bien regarder, de l'ordinovisme. Dans l'article **Le devoir de l'heure présente** paru dans l'"Avanti!" du 24/10, Serrati avait écrit que la tâche du PS dans son oeuvre de "soutien" à la révolution, n'était pas "tant de conduire les masses dans la rue - comme le croient les romantiques des barricades -, que de préparer toutes les forces de l'institution socialiste indispensables pour consolider le nouveau régime et rendre possible son triomphe définitif". Dans **Une consultation malheureuse** (n°27, 31/10/1920, de "Il Soviet"), A. Bordiga commente (souligné par nous):

"Il n'y aurait rien à objecter si, contre une conception romantique et volontariste de l'acte insurrectionnel, la conception alternative développait la valeur de la fonction du parti en tant qu'organe de la conscience et de la force prolétarienne organisée pour la lutte contre le pouvoir de la classe bourgeoise. Le processus révolutionnaire ne peut se réduire à un dramatique combat sur les barricades. Pour déboucher sur la victoire définitive de la révolution, l'inévitable guerre civile entre le prolétariat et le pouvoir étatique du capitalisme, exige que le Parti communiste ait préparé les masses à la nécessité d'organiser et de discipliner leur lutte, pour ensuite organiser et discipliner, après la première défaite de l'adversaire, l'exercice du pouvoir révolutionnaire dans ses institutions; ce qui s'obtient en répandant la conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat et du régime soviétiste.

Mais la conception du directeur de l' "Avanti!" est bien différente. Il ne dit pas que le Parti doit dès maintenant avoir en vue tout le processus qui relie le renversement du pouvoir bourgeois à l'organisation des nouvelles institutions du régime prolétarien. D'après lui, la tâche actuelle du Parti ne réside pas dans la lutte insurrectionnelle, ne consiste pas à préparer l'exercice du pouvoir révolutionnaire, mais elle consiste surtout dans la préparation des éléments qui développeront les nouvelles formes économiques socialistes, dont la réalisation devrait être arrangée dès maintenant d'un point de vue technique. Il saute donc à pieds joints les moments les plus critiques pour le travail du Parti. En supposant avoir comme contradicteurs ceux qui affirment que le Parti devrait réunir tous ceux qui sont prêts à prendre le fusil, quelle que soit leur conception du processus révolutionnaire ultérieur, et dans ce cas nous ne ferions pas partie de ces contradicteurs, le directeur de l' "Avanti!" affirme que le parti doit au contraire comprendre dans ses rangs tous ceux qui dans la période d'établissement du nouveau régime pourront et sauront contribuer à l'activité d'organisation du nouvel ordre communiste: les dirigeants des ligues, municipalités et autres institutions à étiquette socialiste.

Nous ne rappelons pas tous les arguments que nous avons souvent répétés contre la **fameuse tromperie du maximalisme réalisateur, concrétisateur, préparateur de techniciens du communisme**. Notons que dans les thèses du Congrès international sur les tâches du parti communiste dans la révolution (...) il ne se trouve rien qui soutienne, même de loin, ces critères d'un réformisme mal camouflé. Au contraire les thèses mettent en relief pratiquement à chaque ligne le caractère spécifiquement **politique** de la fonction du Parti avant, pendant et après la conquête du pouvoir. Si donc il est vrai dans un certain sens que le Parti n'a pas la mission d'une véritable mobilisation militaire du prolétariat pour le diriger dans une campagne guerrière et lui donner le signal au moment pré-établi, du début des hostilités ou de la bataille rangée, **il est cependant indéniable qu'en affirmant que l'affrontement violent, déterminé par des causes plus fortes que la volonté humaine, est inévitable, le Parti doit préparer à cet affrontement le prolétariat; et il ne peut pas comprendre dans ses rangs ceux qui ne croient pas à son caractère inévitable et qui, détournant le prolétariat de s'y préparer,**

ne réussissent qu'à augmenter les chances de victoire de ses adversaires, d'autant plus que d'éclairantes expériences démontrent que lorsque l'inévitable arrive, ces gens-là ne veulent pas reconnaître la faillite de leurs prévisions et de leur méthode, mais se vengent en passant dans le camp ennemi. Le Parti ne peut ni ne doit comprendre non plus ceux qui, tout en étant auteurs de la formation de nouvelles structures socialistes, soutiennent que celles-ci peuvent naître et se développer sans que le mécanisme politique de la démocratie bourgeoise ait été brisé et remplacé par les institutions de la dictature prolétarienne.

Les tâches que le directeur de l' "Avanti!" attribue au Parti afin de pouvoir conclure qu'il faut maintenir l'équivoque unité actuelle font abstraction des critères les plus importants qui fondent le programme et l'action communistes. Avant d'être mise en péril par l'échec de ses entreprises de rénovation de la structure économique et sociale (danger inventé surtout par les diffamateurs bourgeois de la phase actuelle de la révolution russe), la révolution traverse comme nous l'avons dit, bien d'autres périodes critiques. Il y a le danger que l'insurrection éclatant même indépendamment de la volonté du Parti, soit écrasée par la puissance de l'Etat bourgeois. Ce danger est accru par la fonction des sociaux-démocrates qui, hostiles par principe à l'insurrection, incitent le prolétariat à la désertion et se rangent même dans le camp adverse. Si des éléments de ce type se trouvent en plus dans le Parti Communiste, alors au moment décisif le prolétariat se trouvera privé de l'organisation qui seule peut en diriger et en discipliner l'effort. Mais le directeur de l' "Avanti!" semble croire que "l'acte décisif" non seulement commence de lui-même, mais s'accomplit aussi tout seul, sans aucun tracassé pour le Parti, et pour ses membres (...).

Le second danger est que, admettant la bourgeoisie renversée par une insurrection aussi spontanée et chanceuse que celle imaginée en paroles par l'auteur, il manque aux masses la possibilité d'organiser leur force armée pour la défense contre les inévitables attaques de la contre-révolution. Ceci arrivera à coup sûr s'il manque un Parti qui soutienne la nécessité de priver la classe bourgeoise de tout droit politique, de toute liberté d'agitation, d'organisation et de presse. Le directeur de l' "Avanti!" doit être complètement étranger à ce concept révolutionnaire

et communiste fondamental, s'il pense que le Parti peut comprendre des éléments hostiles à cette méthode, c'est-à-dire qui ne saisissent pas la nécessité de la dictature du prolétariat.

Il veut conserver l'unité du Parti, avec l'exclusion des seuls fauteurs de la **collaboration des classes**, à savoir de ceux qui seraient disposés à accéder, à travers une combinaison parlementaire, à un pouvoir ministériel avec des éléments bourgeois. Mais ces gens-là sont - ou devraient être - hors du Parti depuis le Congrès de Reggio Emilia de 1912. Toute l'histoire de la guerre européenne et de la Révolution Russe et d'autres pays n'a pas appris à l'auteur de la lettre en question que, précisément sur la base d'une vision éclairée du difficile processus révolutionnaire en cours, il est nécessaire d'éliminer de nos rangs **également ceux qui ne jugent pas inévitable l'affrontement violent entre les classes adverses, également ceux qui ne pensent pas indispensable le dépassement des limites et des formes de la démocratie libérale par la gestion du pouvoir par le prolétariat - parce que, comme nous l'avons montré, dans les moments les plus difficiles ce sont précisément ceux-ci qui sont les complices d'abord inconscients, puis volontaires, de la contre-révolution. Face à ces nécessités centrales, les préoccupations de reconstruction technique et concrète sont égales à zéro.** Qui les avance comme argument pour conserver dans le Parti les adversaires des méthodes d'action politique communiste, part en réalité d'autres considérations, plus ou moins avouées, de la conviction ou de l'illusion que le processus révolutionnaire peut suivre d'autres chemins, peut éviter la guerre de classe et la dictature de classe. Il ne reste qu'à avancer (ou reculer) d'un pas pour s'unir au chœur des contre-révolutionnaires qui dit que la méthode d'intransigeance implacable et guerrière qui a permis au bolchevisme russe d'être encore debout contre un monde ennemi, est la cause de la réalisation incomplète d'une structure sociale communiste dans la Russie actuelle.

Après ça nous faisons grâce au lecteur d'une critique des derniers postulats du directeur de l'"Avanti!" selon lequel on doit réclamer le maximum de discipline et de centralisation dans le Parti, et tout l'inverse dans l'Internationale, c'est-à-dire la plus grande liberté de mouvement! Contradiction? Sans aucun doute. La clé en est toujours la même: discipline dans le Parti pour pouvoir justifier de cette façon aux yeux des masses italiennes, grâce

à de nouvelles déclarations révolutionnaires de la majorité, la permanence de parlementaires à la Modigliani et d'organiseurs à la D'Aragona - autonomie dans l'Internationale pour se dispenser de l'application des sanctions péremptoires du congrès de Moscou à l'égard de ces Messieurs".

Plus d'une fois, dans les chapitres précédents de la *Storia...* nous avons illustré la forte contribution des abstentionnistes à l'orientation dans un sens révolutionnaire de la Fédération de la Jeunesse Socialiste. Le n°27 (31/10) de "Il Soviet" contient à ce propos une motion du Comité provisoire de la Fraction de la jeunesse communiste abstentionniste, dans lequel il est pris acte avec satisfaction "de l'attitude prise depuis quelque temps par le CC au sujet de la crise du Parti, attitude qui coïncide dans son principe avec celle défendue de façon constante par notre Fraction"; et, s'attendant à un renforcement de la lutte "contre les sociaux-démocrates et les ex-maximalistes encore camouflés sous un révolutionnarisme opportuniste et purement verbal", il est demandé une prompte convocation du Congrès national de façon à donner aux jeunes socialistes la possibilité de mener "une action préparatoire plus organique (...) et le temps de se préparer de façon à ce que, quelles que soient les résolutions du Congrès, la jeunesse puisse immédiatement mettre toutes ses énergies et toutes ses ressources à disposition du nouveau Parti".

La polémique anti-unitaire et anti-réformiste se déroule parallèlement à la vigoureuse activité de propagande, d'agitation et de prosélytisme de la Fraction communiste d'Imola, dont les "abstentionnistes" mettent au premier plan l'objectif de son renforcement et y subordonnent leurs initiatives, tout en maintenant intacte leur propre organisation, garantie et témoignage de la continuité d'orientation des divers groupes (26). Deux thèmes d'importance primordiale sont traités dans les n° 27 (31/10) et 28 (11/11). Le premier est **La discipline dans l'Internationale**. En rappelant que la fraction abstentionniste avait "établi" de suivre sans réserves les conclusions de l'Internationale, raison pour laquelle ses membres "lorsque le parti communiste sera réellement constitué, participeront aux élections de la même façon que les autres communistes", L. Tarsia réaffirme:

"L'Internationale est un organe d'action, c'est le centre dirigeant de la colossale guerre mondiale contre la bourgeoisie, guerre qui ne peut être menée sans l'unité de commandement qui lui est dictée par les exigences mêmes de l'action (...). Les résolutions de la IIIe Internationale sont donc des

ordres de bataille, qui doivent être suivis sans hésitations. Il serait absurde d'accepter que dans une armée en guerre les ordres du commandement suprême soient suivis par des détachements ou des individus uniquement dans la partie qu'ils approuvent: ce serait le chaos et la défaite assurée. **Même s'il y avait dans les ordres du commandement suprême des erreurs graves et fondamentales, les dégâts causés à l'action par une exécution indisciplinée et libertaire de ceux-ci seraient plus graves que ceux causés par leur exécution parfaite.**

Cela ne veut pas dire que les résultats de telle ou telle action tactique ne doivent pas, de manière générale, être passés au crible de façon critique, ni qu'en particulier les conclusions de l'I.C. constituent "sur tous les terrains le dernier mot"; ces dernières sont cependant **"le premier mot positif"** et la victoire finale dans la guerre en vue de laquelle elles ont été énoncées dépend en grande partie "de la victoire que chaque combattant individuel remportera sur lui-même en apprenant à se sentir partie intégrante d'une grande armée en lutte", à subordonner sa propre individualité (comme ne le font pas, les premiers, les dirigeants du parti socialiste) aux exigences générales de cette armée.

La fin de l'occupation des usines et l'ouverture des négociations avec le gouvernement pour le **"contrôle sur la production"** ne cessaient à leur tour de se refléter dans les polémiques internes du PSI; les réformistes, forts des positions conquises... à la table des négociations avec Gliotti et les industriels, n'hésitaient pas (par exemple dans l'article **Syndicat et Parti socialiste** de Gino Baldesi, publié dans l'"Avanti!" du 5/11) à se réclamer des "Thèses sur le mouvement syndical, les Conseils d'usine et la Troisième Internationale" approuvées à Moscou (27) pour justifier que ce contrôle soit confié aux syndicats plutôt qu'à des organes locaux comme les Conseils d'entreprise, en prétendant y voir la preuve de leur fidélité à la lettre et à l'esprit des résolutions de Moscou.

Mais - petite différence! - le problème posé par Radek de la conquête du pouvoir politique comme **objectif** de la lutte pour le contrôle, était évidemment posé dans les termes les plus réformistes, bien illustrés par la phrase de Baldesi: **"Il peut arriver** que la bourgeoisie soit contrainte à céder si le prolétariat sait comprendre l'importance de la lutte, et alors, **le contrôle instauré, commencera vraiment l'époque nouvelle,** au cours de laquelle il y a en pratique et pas seulement en théorie une autorité qui disparaît et une autre qui s'installe à la place de celle qui décline:

le nouveau type de production évince l'ancien". Dans le n°28 (11/11) de "Il Soviet", Bordiga répète donc avec énergie dans l'article **Le contrôle syndical:**

"Il n'est pas besoin de s'étendre longuement pour démontrer que c'est la vieille conception réformiste qui embrouille la transformation économique de la production avec un passage graduel, par morceaux, de l'autorité, de la bourgeoisie au prolétariat, habituelle falsification petite-bourgeoise du marxisme qui oublie la prémisse révolutionnaire de la conquête "tout d'un coup" de "tout" le pouvoir politique, seule base du développement économique du communisme. Ceci tourne le dos à l'affirmation précise des Thèses: La lutte pour le contrôle ouvrier sur la production conduit à la lutte de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir.

Le contrôle ouvrier n'est pas en soi incompatible avec le pouvoir politique bourgeois. Il n'est pas une conquête révolutionnaire. C'est la lutte pour y arriver - dirigée par le Parti communiste - qui a une valeur révolutionnaire, dans la mesure où elle ne s'arrête pas - à cause d'unions entre Giolitti et... Baldesi - avant la conquête du pouvoir. Entre le point de vue confédéral et celui des Thèses il n'y a en commun que le critère formel que le conseil d'entreprise n'exclut pas le syndicat et s'y intègre; et que **le contrôle puis la gestion de la production (mais toujours après la conquête du pouvoir politique) ne sont pas basés sur un engrenage de conseils d'entreprise, mais sur de grands syndicats d'industrie, devenus de véritables organes étatiques du prolétariat libéré.** C'est cela le mécanisme russe, qui n'a rien à voir avec les avortons préparés en Italie par les commissions nées de l'astuce bourgeoise et de la complicité des sociaux-démocrates syndicaux et parlementaires.

Nous dirons encore une fois que nous nous écartons peut-être de Radek (Radek en effet présentait un peu mécaniquement dans les Thèses syndicales le problème du sens et des développements de la lutte pour le contrôle en écrivant: "Comme la bourgeoisie et les gouvernements capitalistes répondent **par les mesures les plus énergiques** contre la classe laborieuse à la tentative des ouvriers de contrôler l'approvisionnement des usines en matières premières, les opérations financières des patrons, etc., la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production conduit **nécessairement** à la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat" - NdIR) en pensant, comme Baldesi mais pour en tirer des conclusions

opposées, que la bourgeoisie pourra concéder quelque chose de semblable au contrôle syndical entendu à la manière réformiste. Précisément parce que cela pourrait se réaliser - ce qui est un espoir pour la Confédération, et pour nous un danger - en servant admirablement les intérêts de la conservation bourgeoise, nous ne sommes pas d'aussi chauds partisans de la lutte pour le contrôle que certains de nos amis communistes et nous nous redoutons qu'elle prenne le pas sur la ferme directive de l'action politique par le parti communiste et qu'elle prépare toute une phase de collaboration de classe. Mais tout ceci nous l'exposerons clairement une autre fois. Il nous suffit pour aujourd'hui d'avoir montré qu'il y a un abîme entre les conceptions de l'Internationale Communiste et celles de la Confédération du Travail italienne, et qu'elles sont même entre elles comme la révolution et la contre-révolution".

Deux articles des n° du 18 et du 25/11 reprennent tant le thème de la nouvelle défroque revêtue par les réformistes qui, se sentant minoritaires, se mettent à "jouer le rôle de l'agneau docile", se disent prêts à admettre la nécessité de la dictature du prolétariat, se font les défenseurs zélés de l'unité du parti, que le thème cher surtout à Modigliani, d'une arrivée rapide au pouvoir par voie parlementaire, mais... en opposition avec la bourgeoisie, afin "d'éviter au pays la catastrophe économique", ou enfin que la démonstration que, même si cette venue au pouvoir était possible, elle ne serait qu'une ultime chance de survie pour la bourgeoisie. Dans le n° du 25/11 Rita Majerotti parle, bien qu'en des termes moins tranchés que ceux généralement utilisés par "Il Soviet", de la "nécessité de la séparation" et, dans le n° du 9/12, L. Tarsia, en commentant **Le rassemblement unitaire de Florence**, écrit que "si la forme de la motion florentine" (c'est-à-dire unitaire) "ne subit pas les modifications des discussions de couloir et les combinaisons chimiques des magouilles de dernière heure, on peut d'ores et déjà assurer que les droitiers la voteront par acclamations", ce qui arrivera en effet à Livourne. Il faut enfin rappeler le large espace consacré par "Il Soviet" au processus tourmenté de formation du parti communiste en France et en Allemagne et aux échos du Congrès de Moscou et de ses résolutions (voir les chapitres précédents parus dans cette revue).

C'est à ce moment que la Fraction communiste abstentionniste et son organe central cessent pratiquement d'accomplir des tâches distinctes de celles de la Fraction d'Imola. Après la conférence des 28-29/11 de celle-ci, "Il Soviet" publie le communiqué suivant:

"Le CC, réaffirmant qu'avec la constitu-

tion du Parti Communiste adhérent à la IIIe Internationale, la tâche principale que la Fraction s'était proposée d'atteindre lors de sa Conférence de Florence de mai 1920, sera réalisée; réaffirmant en outre l'impossibilité de l'existence au sein du Parti Communiste d'une Fraction autonome abstentionniste, invite les groupes adhérents à délibérer sur ces questions. Leurs résolutions seront communiquées lors d'une réunion que ce Comité Central entend tenir à cet effet durant la période du Congrès National du Parti Socialiste".

Comme nous le verrons, le 21 janvier à Livourne, les délégués décideront la dissolution de la Fraction. De toutes façons tout doute sur ce point avait déjà été dissipé par la publication dans "Il Soviet" du 8/1/1921 d'une note répondant à une nouvelle manifestation d'impatience des camarades turinois. A la suite de la publication de leur motion (voir plus haut), ils avaient écrit au CC leur désaccord, soulignant la nécessité de se maintenir regroupés - non plus comme parti, mais comme simple "avant-garde" - même après le congrès; et cela afin de "développer" un travail "de contrôle et de poussée" et "passer au crible les hommes en qui nous devons avoir la plus grande confiance puisque nous devons leur confier les plus délicates fonctions". Pour donner plus de force à leurs thèses, ils ajoutaient: "cela ne serait pas nécessaire si nous étions certains de la correction et de la sincérité de tous les adhérents au Parti Communiste; mais puisque (jusqu'à preuve du contraire) nous redoutons trop l'invasion de nombreux éléments opportunistes, nous croyons justifiée notre préoccupation afin d'éviter l'équivoque y compris pour l'avenir".

La réponse du C.C. est encore une fois immédiate et tranchante:

"Le point de vue des camarades turinois ne peut être accepté. La permanence ultérieure, au sein même du parti communiste, de la fraction abstentionniste tendrait précisément à constituer ce qu'ils disent justement ne pas vouloir, à savoir un parti dans le parti.

Avec la constitution du parti sur la base du programme communiste, qui a toujours été le programme de notre fraction et qui est le programme de la IIIe Internationale, notre fraction se trouverait différenciée dans le parti par la seule question de l'abstentionnisme, sur laquelle l'Internationale a déjà pris sa décision.

En assumant cette position nous nous trouverions dans la condition de ceux qui acceptent sous réserve le programme de Moscou, ce qui est d'une part contraire à nos directives, et d'autre part rendrait impossible cette fonction de vigilance disciplinaire qui

ne peut être remplie que par ceux qui n'ont pas la moindre divergence par rapport au programme.

Les camarades turinois, avec leurs déclarations à propos de l'abstentionnisme semblent à l'évidence vouloir abandonner cette divergence; à plus forte raison n'y a-t-il donc pas de motif au maintien de la fraction, qui donnerait au contraire matière au soupçon de manque de sincérité de notre action, ce qui en diminuerait la valeur et l'efficacité.

Nos camarades, instruits de la triste expérience du passé encore présent, se préoccupent de possibles infiltrations opportunistes, et veulent constituer des groupes qui auraient la tâche précise de combattre ces déviations pernicieuses. Mais cela doit être la tâche du parti tout entier, et en particulier de ses organes dirigeants, réglée et disciplinée par d'opportunes dispositions statutaires. Si nous devons en arriver à organiser ces groupes spéciaux, c'est que le mal opportuniste aurait déjà gagné au point de devenir presque incurable sans recourir à des moyens extrêmes, c'est-à-dire à de nouvelles scissions. Il n'est pas possible que nous en soyons là maintenant.

Dans le parti communiste, qui dans son unité unifie la classe du prolétariat révolutionnaire, il ne peut, il ne doit y avoir ni fractions, ni tendances; ce qui n'exclut pas qu'il s'y trouve des individus poussant plus à gauche par rapport à d'autres tendant vers la droite, et que s'établissent par rapport à cet état d'esprit différent, des affinités plus étroites, qui se révèlent surtout dans l'action.

Nous sommes certains que les camarades qui ont constitué la fraction abstentionniste, continueront même quand elle sera finie à rester à l'aile gauche, à l'avant-garde du mouvement et, en diffusant dans tout le réseau du parti communiste leur esprit de sacrifice et de dévotion à la cause révolutionnaire, ils rempliront ainsi leur tâche suprêmement utile".

une description des "forces" de notre Fraction, d'où il se déduit que loin d'être surtout localisée dans le Sud, elles étaient réparties un peu partout sur le territoire national, mais **plus spécialement** dans le Centre-nord, et **davantage** dans l'Italie du nord que dans celle du centre. Ceci dément d'un côté les fables sur l'abstentionnisme comme phénomène "typiquement méridional" (et on veut dire: d'une région arriérée du point de vue capitaliste) alors que précisément à Naples, depuis le congrès d'Ancône la bataille de notre courant a été orientée en opposition totale à la "situation particulière" et notamment aux habitudes traditionnelles, interclassistes, bloccardes, magouillardes, du Mezzogiorno; d'un autre côté cette répartition s'explique par le fait (exactement inverse aux fables, mais conforme au sens de **notre** abstentionnisme, non anarchiste mais rigoureusement marxiste) que nos thèses représentaient, **dans leur ensemble**, le point **le plus élevé** auquel dans le sillage du bolchévisme était arrivé le mouvement **ouvrier** occidental, raison pour laquelle sa présence était la plus forte dans les régions de plus grande concentration **prolétarienne**.

Quant à la centralisation, elle ne signifiait pas l'absence de nuances et même de divergences sur des points particuliers de tactique; elle signifiait fermeté et rigueur dans la précision et la défense des positions programmatiques communes, dans l'observation de la discipline et, dans les cas flagrants d'indiscipline dans le recours à des solutions "chirurgicales". En réalité, le trait distinctif de la Fraction dont la centralisation était **l'autre face**, doit être cherché dans le fait d'être un rassemblement communiste **militant**, de pensée et d'action; et non un simple lieu de rencontres et de débats, un véhicule d'idées révolutionnaires générales, comme l'était le groupe de l' "Ordine Nuovo", composé d'un réseau élastique de "lecteurs", donc sans structure organisationnelle et imprécis même du point de vue numérique: pas même une "école", tout au plus un jardin d'enfants, de **pensée**.

(3) voir les chapitres de la **Storia della Sinistra comunista** "la Gauche communiste d'Italie et le mouvement communiste international", "Le deuxième congrès de l'Internationale communiste, un sommet et une croisée des chemins" parus dans cette revue.

(4) Il est caractéristique qu'intervenant en novembre dans le débat au sein de la section locale du PSI, Togliatti revendiqua comme contribution "turinoise" à la discussion et aux délibérations du IIe congrès, non les thèses de "L'Ordine Nuovo", mais le rapport "Pour une rénovation du Parti Socialiste" envoyé à Moscou en avril qui, comme nous l'avons démontré dans le 2ème volume de la **Storia** (pp. 324 sq), ne reflétait **aucune**

(1) Il nous serait facile de démontrer que pendant tous ces deux ans l'équipe de l'ex-"Ordine Nuovo", à part Tasca, non seulement se battit sans réserve pour le programme de la Gauche, mais **exagéra** même en intransigeance, au point de justifier, dans une certaine mesure, l'accusation par Moscou d'infantilisme;

(2) On trouve dans R. Martinelli, **Il Partito comunista d'Italia, 1921-26. Politica e organizzazione**. Ed. Riuniti, 1977, pp.35-47,

des positions typiques de l'ordinovisme. Si donc il affirme que depuis ce moment "la section ne s'est jamais éloignée de la ligne de pensée et d'action qui y est tracé", il faut toute la désinvolture des Lepre - Levrero pour en conclure (*La formazione del PC d'I*, Ed. Riuniti, 1970, p.332): "Togliatti réaffirme donc la validité de toute la pratique ordinoviste", alors qu'en décembre il posera toujours plus le problème des "cadres de combat et d'action" comme **première condition subjective** du développement révolutionnaire: en somme - de façon "bordiguiste" - le problème du parti.

(5) *Capacità politica*, in "Avanti!", édition piémontaise, 24/9/1920.

(6) Si les "avortons" se retrouvent souvent dans la polémique à fond en grande partie personnelle de Serrati, Gramsci ne lui cède en rien sur ce plan: voir par exemple *A proposito di Pulcinella et Il fenomeno Serrati* dans l'"Avanti!" piémontaise des 30/10 et 15/12/1920.

(7) Dans leur zèle ordinoviste, Lepre et Levrero s'efforcent de mettre en relief que pour Gramsci la révolution apparaît "toujours plus comme un processus mondial". Mais le fait est qu'à la base de cette vision internationale se trouvent des prémisses et des motivations...nationales et mercantiles: "L'Italie est pauvre **nationalement**"; **l'ouvrier italien ne peut se sauver** que dans la mesure où se réalise l'Internationale Communiste, c'est-à-dire dans la mesure où (...) soit réalisée **une organisation internationale des économies nationales** qui mette **le producteur italien** sur un pied d'égalité avec le producteur anglais, américain, russe, indien, etc."

(8) Articles parus dans l'intervalle entre la naissance de "L'Ordine Nuovo" comme "quotidien communiste" le 1/1/21 après la suppression de l'"Avanti!" édit. piémontaise, et sa renaissance le 22/1 comme "quotidien du Parti communiste" après la scission. A partir de ce moment des sophismes de ce genre n'apparaissent plus dans le journal, pourtant dirigé par Gramsci: il n'y a plus de place pour les élucubrations personnelles, qui par dessus le marché s'éloignent du marxisme, dans le nouveau parti!

(9) le "Risorgimento": période de constitution de l'Etat italien unitaire (XIXe siècle).

(10) Umberto Terracini écrit dans *Intervista sul comunismo difficile* (Bari, 1978, p.37): Quand l'histoire présenta aux travailleurs le grand objectif de la conquête du pouvoir, les dirigeants du parti (socialiste-NdlR) se retrouvèrent unanimes à n'avoir aucune stratégie à proposer. Devant ce dénuement idéologique et pratique, nous à "L'Ordine Nuovo", nous en concluâmes que la classe laborieuse italienne manquait d'un parti adéquat aux tâches et aux temps nouveaux, et nous estimâmes que pour sa constitution il fallait partir d'une base ouvrière, en nous alliant à la fédération des jeunes et à la

fraction de Bordiga. C'est dans ce scénario grandiose que naquit le PC d'I".

(11) Le dernier article sur le thème de l'abstentionnisme paraît sur le n° du 22/8/1920, sous le titre "**La IIIe Internationale et le parlementarisme**"; il est signé L.Tarsia. Pas le moins du monde étonné qu'au 2ème Congrès les thèses de la Fraction aient recueilli si peu de suffrages, l'auteur s'arrête sur un problème resté jusqu'alors dans l'ombre: la tactique abstentionniste vise-t-elle seulement à "libérer" les grandes masses des campagnes électorales qui absorbent tant d'énergie afin d'orienter celle-ci vers le débouché révolutionnaire? Et s'il en est ainsi "de quelle arme devra se saisir l'énergie ainsi momentanément libérée - comme le formulait Béla Kun dans sa question - afin que les forces disponibles ne se perdent pas inutilement?". La réponse est double: 1) les abstentionnistes ne comptent pas "en fait sur cette grande force rendue disponible", parce qu'ils sont "convaincus que **la grande masse** ne pourra être distraite de la fonction électorale avant que se détermine le choc révolutionnaire"; sinon ils ne parleraient pas de la "nécessité du renversement violent des organes de l'Etat bourgeois, concept qui implique la reconnaissance d'un état de vitalité matérielle et morale des organes à abattre". 2) l'abstentionnisme vise à **diffuser** le plus largement possible la conviction de cette nécessité dans l'action de se battre pour "constituer au sein des masses laborieuses une avant-garde active et combative, qui agisse sous l'impulsion et la direction de la plus grande force motrice révolutionnaire, qui est constituée par le Parti Communiste (...). La nouvelle force, développée par le Parti Communiste et par cette avant-garde prolétarienne, ne sera pas un produit de la réaction de l'abstentionnisme dans les masses, libérant les énergies qui s'emploient aujourd'hui à la lutte électorale; elle se forme et se clarifie au sein de la grande masse laborieuse en vertu des conflits sociaux, et l'abstentionnisme sert seulement à **ne pas l'épuiser dans des tâches qui ne sont pas les siennes**". Aucune vertu miraculeuse n'est donc attribuée à l'abstentionnisme en soi; il est un **instrument de support** de l'oeuvre bien plus décisive de la préparation d'une avant-garde active et combative" aux tâches politiques de la révolution et de la dictature prolétarienne.

(12) cf. A. Bordiga, *Chiudendo la "questione italiana"* in "Rassegna comunista", n°15, 15/11/1921, pp. 606-607.

(13) Nous séparons ici pour des raisons de commodité de l'exposé, l'analyse de l'apport de la Fraction communiste abstentionniste à la préparation de Livourne, de celui de la "Fraction d'Imola" bien que le développement de cette dernière soit inséparable de la contribution - pas seulement théori-

que - d'Amadeo Bordiga (voir le ch. IV du 3ème volume de la *Storia...*).

(14) Voir les chapitres I et II du 3ème volume de la *Storia...* (le ch.1, "le processus de formation des sections nationales de l'I.C.: en Allemagne et en France", a été publié dans les n°86 et 87 de cette revue).

(15) Majorité numérique que la Gauche ne revendiqua jamais et que par la suite elle nia avec raison de l'avoir jamais recherchée et possédée (voir par exemple dans "Lo Stato Operaio" du 26/6/24 l'article **Contro le critiche al vecchio CE del PCd'I**). Cela n'empêche pas que la Gauche donna au PC d'I dans ses premières années une physionomie caractéristique, et qu'elle y réussit **sans opposition**. Quant aux rapports numériques entre les différents groupes, à la veille de Livourne les "effectifs" de la Fraction abstentionniste ne dépassaient sans doute pas les 4 à 5 mille, ce qui en termes purement arithmétiques aurait condamné la Fraction à être submergée, ne disons pas par les "ordinovistes", dont les militants ne réussirent jamais à se compter, mais par les maximalistes d'extrême gauche dont plus de 40.000 confluèrent dans le Parti à Livourne.

En réalité il se passa l'inverse: l'avalanche se laissa discipliner, encadrer, diriger par le petit ruisseau abstentionniste, confirmation supplémentaire du rôle d'entraînement des minorités révolutionnaires lors des tournants décisifs de l'histoire.

(16) Le même n° de "Il Soviet" rapportait que le groupe (adhérant à la Fraction) d'Arezzo avait proclamé lors d'une réunion qu'il fallait constituer immédiatement "un Parti communiste abstentionniste" pour rompre définitivement avec une tradition pourrie de compromis et de manigances de marque électoraliste.

(17) En d'autres termes les abstentionnistes turinois avaient repris quelques positions de type "conseilliste" présentes à Turin, et c'est, au moins en partie, sur cette base qu'ils avaient agi en avril et en septembre.

(18) A l'énergique rappel à l'ordre fait pendant la dissolution de la section abstentionniste de Milan (et sa reconstitution sur d'autres bases) pour avoir participé **directement** à la campagne électorale du PSI. Pour la même raison la section napolitaine radiait Antonio Cecchi, qui n'était pas le premier venu dans ses rangs.

(19) voir **Prendere la fabbrica o prendere il potere?**

(20) Formé de Bombacci, Bordiga et Fortichiari, et transféré peu après de Bologne à Imola.

(21) Il est donc possible que **dans certaines limites bien précises**, notre critique du réformisme puisse coïncider **formellement**

avec celle menée par les maximalistes: la caractéristique du centrisme est précisément sa capacité à prendre des **poses** d'intransigeance doctrinale. Nous dédions cet article aux "historiens" qui s'appuient sur ces coïncidences formelles pour en déduire que notre courant n'était au fond qu'un peu plus à gauche que ses... jumeaux (et pourquoi ne pas en dire autant de Lénine et de Serrati, voire de Lénine et... Kautsky?). Il faut ajouter qu'outre une incapacité congénitale à utiliser correctement la théorie marxiste, il y a dans les critiques de Serrati sur les thèses nationales, coloniales et agraires, l'arrogance eurocentrique typique de tant de socialistes de la IIe Internationale envers les masses des pays arriérées - quoique à un moindre degré que chez ses homologues dissidents du parti allemand; ainsi que la suffisance d'une certaine aristocratie ouvrière d'usine envers le semi-prolétariat agricole, sans parler de la petite paysannerie.

(22) cf. **La Confederazione del Lavoro italiana e l'Internazionale sindacale**, in "Il Soviet" du 17/10/1920.

(23) Sous prétexte de graves incidents à Bologne, un prétendu "complot anarchiste" avait été mis en scène à partir du 18/10 avec l'arrestation d'Errico Malatesta et d'un grand nombre de ses compagnons dans toute l'Italie.

(24) Il est fréquent d'entendre dire que "Il Soviet" de 1920 ne parlait pas des "événements du jour", sinon pour en tirer argument dans la politique anti-réformiste. Bien qu'exagérée, cette observation est vraie en partie: la question du **parti** dominait **toute** la scène; tout épisode de la vie et de la lutte de la classe réclamait avec urgence sa solution, et toute autre question pâlisait devant celle-ci.

(25) Comme il est dit ici, la trajectoire du PSI dès l'avant-guerre sera par la suite examinée longuement dans deux articles sur **Mosca e la questione italiana**, parus sur "Rassegna comunista" n°5 (30/6/21) et n°13 (15/11/21), dont nous citerons de larges extraits dans le chapitre de cette étude sur "La scission en Italie et le mouvement communiste international" à paraître dans un prochain n° de "Programme Communiste".

(26) L'activité menée par les abstentionnistes dans tout le pays en préparation du Congrès et de la scission est reportée dans une rubrique régulière de "Il Soviet".

(27) Ces thèses sont reproduites dans le chapitre "Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet", in "Programme Communiste" n°74. Ces thèses avaient été mal digérées non seulement par les maximalistes, mais aussi par beaucoup qui, venus de divers horizons,

s'orientaient vers la conception communiste du parti et des organismes immédiats dans la révolution prolétarienne; il est possible de le constater dans la discussion qui se déroula fin octobre à la direction du PSI (cf "Avanti!" du 6/11). On ne s'étonnera pas que Serrati se soit retranché derrière des considérations théoriquement justes pour en conclure que "la Direction doit s'intéresser non au contrôle en soi, mais seulement s'il peut se changer en arme de subversion" (comme si les organes dirigeants d'un parti se disant révolutionnaire ne devaient pas combattre la première éventualité et oeuvrer - non "s'intéresser"! - à la seconde). Il est par contre plus étonnant que

Terracini, auteur de la motion finalement approuvée (y compris, évidemment, par les réformistes) situe la valeur révolutionnaire du contrôle dans le fait qu'il "provoque la création de comités d'usine et d'industrie à travers lesquels les ouvriers se rendent capables de diriger la production, et qui devront être les organismes initiaux de l'économie de l'Etat communiste". Et dire que les historiens à la Lepre - Levrero n'hésitent pas à présenter cette bouillie de réformisme et d'ordinovisme comme la traduction italienne correcte des Thèses du IIe Congrès, et vice-versa, à identifier les positions de Serrati avec celles de Bordiga!

AUX EDITIONS PROGRAMME

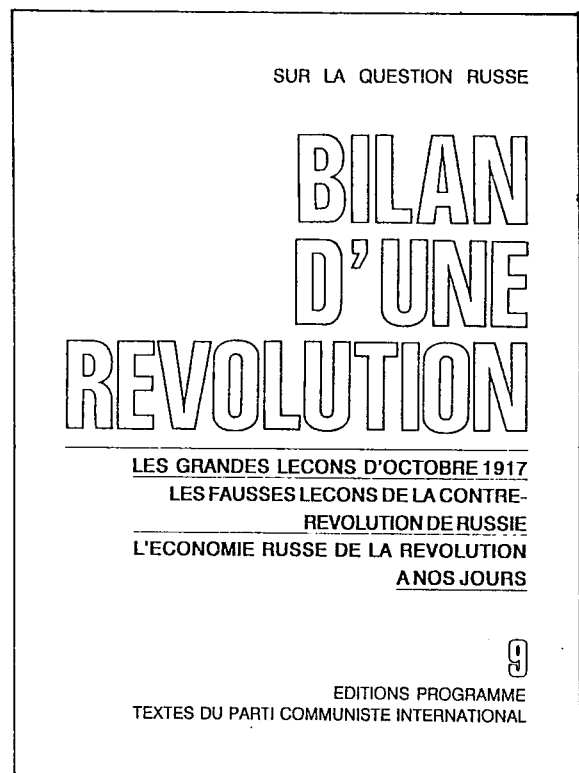
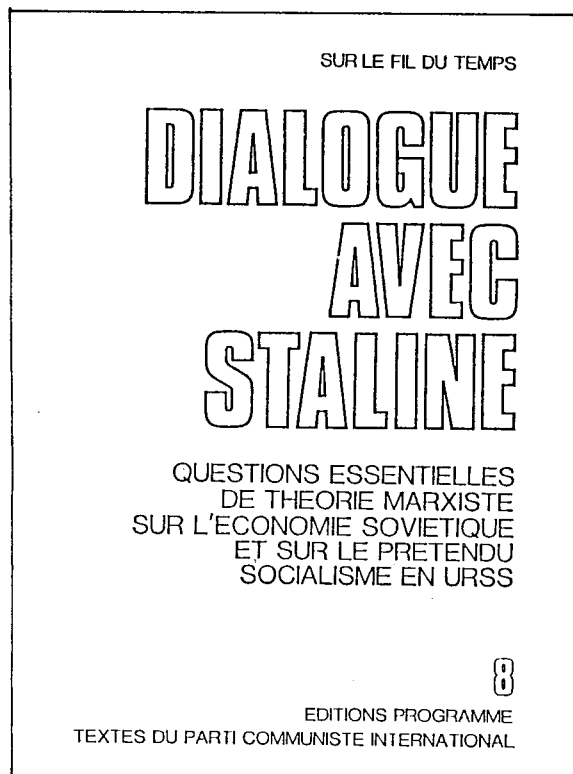
Au cours de ces 3 dernières années, nous avons republié deux textes fondamentaux du parti, dont les thèmes centraux sont ceux de la révolution d'Octobre 1917, de la nature de l'économie russe et de la contre-révolution qui balaya tous les espoirs que le prolétariat international et révolutionnaire avait placé dans la révolution russe.

Le premier de ces textes "Dialogue avec Staline" a été publié dans le journal "Il programma comunista" de 1952 à 1955. Ce texte démonte pièce par pièce le puzzle déformant des arguments pseudo-marxistes de Staline pour faire accroire l'existence du socialisme en URSS.

La deuxième brochure, "Bilan d'une Révolution", regroupe 3 textes parus en français en 1968 dans la revue "programme communiste", en réponse aux hypocrites célébrations du 50ème anniversaire de la Révolution d'Octobre. Ces articles mettent en évidence les causes de la dégénérescence et de la chute de la révolution face à l'offensive des forces sociales et politiques contre-révolutionnaires regroupées autour de Staline.

"Dialogue avec Staline" (64 pages): 30FF; 8000Li; 150FB; 15FS

"Bilan d'une révolution" (192 pages): 50FF; 13000Li; 250FB; 25FS



Nous ne pouvons mieux clore ce chapitre qu'en reproduisant l'article d'Amadeo Bordiga «Vers le Parti communiste» apparu comme contribution à la discussion d'avant le Congrès sur «L'Avanti!» du 23/1/1920 (et paru également dans le n°8, 1912 de «Il Comunista») pour montrer dans quel esprit les camarades de notre courant voulaient qu'on aille au Congrès de Livourne, ce qu'ils voulaient y soutenir, pour quels objectifs ils voulaient se battre, sans céder sur aucune des Thèses et Conditions d'admission de l'Internationale Communiste, même pour s'assurer un plus grand nombre de partisans.

[Dans le texte c'est nous qui soulignons-NdIR]

Vers le parti communiste

La Conférence d'Imola a cru opportun de ne pas se prononcer sur l'attitude que notre fraction devra adopter au cas où le vote du Congrès national nous mette en minorité; et elle n'a pas voulu le faire avant tout pour ne pas contredire son caractère de Conférence rassemblée par un travail de fraction, pour organiser la conquête de la majorité du parti et du Congrès.

D'autre part, comme Gramsci l'a observé, la Conférence avait le sentiment de préparer par son oeuvre, plus qu'une victoire de congrès, **la constitution d'un nouveau parti. Et le véritable objectif de tout notre travail est bien celui-ci.** Il faut donc bien avoir présent à l'esprit qu'une question aussi importante que la constitution en Italie du Parti Communiste ne sera pas jugée en dernière instance par la majorité du congrès national; c'est au contraire après le vote du congrès qu'il sera possible d'envisager sa solution. Les éléments de celle-ci se trouvent dans toute l'expérience et la préparation politique de la Gauche du parti actuel, du Parti de gauche, parmi les deux qui coexistent encore ensemble aujourd'hui, et plus encore dans le contenu du programme d'action de l'Internationale Communiste.

Anti-démocratiques aussi en cela, nous ne pouvons accepter comme «ultima ratio» l'expression arithmétique de la consultation d'un parti qui n'est pas un parti. La reconnaissance de la justesse de l'opinion exprimée par la majorité commence là où commence l'homogénéité de programme et de finalité; nous ne l'acceptons pas dans une société divisée en classes; ni au sein du prolétariat dominé nécessairement par les suggestions bourgeoises; ni au sein d'un parti qui comprend trop d'éléments petits-bourgeois et qui oscille historiquement entre la vieille et la nouvelle Internationale, et qui n'est donc ni dans sa conscience, ni dans sa pratique, le parti de classe de Marx.

Et alors nous devons envisager dès maintenant toutes les situations possibles au lendemain d'un vote qui ne devra et ne pourra pas interrompre le développement continu de notre action vers cet objectif fondamental. Nous nous permettons une considération, qui est le résultat très important de

la conférence d'Imola. **Les communistes voteront leur motion selon le texte déjà élaboré par la Conférence, sans accepter d'y introduire les moindres modifications ou atténuations.** S'il y a des éléments qui oscillent entre nous et les unitaires, nous ne ferons aucune concession pour nous assurer leurs suffrages. Il ne reste donc que deux hypothèses à examiner: que notre motion recueille la majorité ou qu'elle recueille la minorité des votes.

Dans l'un comme dans l'autre cas, nous devons nous faire guider par les mêmes directives. L'alternative devant laquelle se trouve le mouvement prolétarien italien, n'est pas entre la politique de Reggio Emilia et la politique du Communisme: **l'alternative se présente entre notre programme d'action et celui des unitaires sociaux-communistes.** Bien que ceux-ci répètent qu'ils ne divergent de nous que sur des points secondaires et qu'ils sont sur le même tronc programmatique que nous, la vérité est que **la droite fait sa politique par leurs mains:** s'il apparaissait, un réformisme pur serait vite combattu, alors que l'effort des réformistes s'exerce selon la loi de la moindre résistance, visant donc à l'infiltration de leur méthode dans le gros de notre parti pléthorique sous l'étiquette de tendances intermédiaires.

Il n'existe pas de séparation nette entre réformistes et unitaires. Dans cette brûlante fièvre de débats ils ont pratiquement en commun toute leur argumentation. Les unitaires défendent en tout point toute la politique de la fraction de droite et surtout celle de la Confédération Générale du Travail. Ils soulignent que l'expulsion du parti de quelques éléments d'extrême droite est sur le même plan que l'expulsion des éléments d'extrême gauche.

Autre preuve: un argument favori des unitaires est celui de combattre l'oeuvre et le comportement de Bologne à aujourd'hui de la direction actuelle du Parti, pour la rendre responsable des échecs révolutionnaires de l'action du prolétariat italien, innocentant les réformistes, comme si politiquement, historiquement - à part la position prise aujourd'hui personnellement par ses divers membres - la Direction actuelle n'était pas l'exécutrice de la majorité maximaliste et unitaire de Bologne

dirigée par Serrati. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils fournissent ainsi des arguments contre leurs thèses et contre leur passé politique, et ils ne s'en aperçoivent pas parce qu'en réalité ils font leurs toutes les positions polémiques du réformisme contre le maximalisme en général, comme le prouve également le fait qu'ils envisagent à la façon des réformistes tout le problème de la possibilité et des conditions de la révolution. Une partie de la majorité maximaliste va donc au delà de Bologne, et un abîme s'ouvre entre eux.

Entre unitaires et communistes la séparation est nette, âpre, la discussion parfois des plus violentes. Cette coupure précise n'est en rien atténuée par les nuances qui peuvent exister entre les extrémistes et qui vont utilement se fondre dans l'élaboration d'une meilleure conscience parmi tous de la méthode à suivre unis et compacts. **Les discussions locales montrent donc que se retrouvent dans des camps opposés les communistes et les unitaires, peu différenciés et qui sont manoeuvrés par les droites. Il ne faut pas s'étonner qu'il en soit ainsi. De même que la bourgeoisie délègue sa défense dans les moments critiques au réformisme, de même le réformisme, quand il perd du terrain parmi les masses, s'efforce de déléguer sa fonction contre-révolutionnaire à ce centrisme sous étiquette de communisme de droite que nous voyons à l'oeuvre dans tous les pays. L'impression qu'on a aujourd'hui lorsqu'on assiste aux assemblées ou aux congrès de parti, est que ce sont précisément les communistes et les unitaires ceux qui se séparent pour toujours, ceux dont la coexistence est devenue impossible.**

La conclusion est celle-ci: **nous devons tendre à former un Parti Communiste non influencé par cette politique qui se base aujourd'hui sur la thèse de l'unité du parti, non dirigé en collaboration avec les défenseurs des communistes unitaires d'aujourd'hui. Lénine nous dit ceci très bien dans son article et ce doit être notre objectif ouvert.**

Je ne souhaite pas que tous les communistes unitaires se détachent de nous pour faire avec les réformistes le Parti social-démocrate ou indépendant. Je pense que notre situation est au moins aussi mûre que la situation allemande. **La masse des communistes unitaires, nos indépendants, doit être débloquée et leurs leaders mis à la retraite.**

C'est pourquoi, si nous obtenons la majorité, par la sûre application de notre motion d'Imola nous les débloquerons en jetant l'ostracisme sur les droites et leurs sympathisants et en confiant tous les organes dirigeants du Parti exclusivement à la tendance communiste

extrémiste.

Mais si nous sommes minoritaires? Nous ne pourrons subir ni la situation d'un parti dirigé par les unitaires, ni celle d'un parti dirigé par eux et nous. Notre tâche de fraction est terminée. Avec la concentration actuelle des groupes extrémistes du Parti sur la base des résolutions de Moscou, de notre programme, de notre motion, et avec cette dernière bataille dans le parti contre le réformisme et ses manifestations indirectes, s'ouvre notre tâche en tant que Parti. Pour reprendre le dur travail de persuasion, nous ne resterons pas jusqu'à un autre Congrès, en nous immobilisant et en immobilisant le prolétariat. Et nous ne ferons pas davantage la proposition néfaste de confier le mouvement du prolétariat italien à une orientation floue et hybride entre communisme et centrisme: ce serait le triomphe des thèses unitaires, déjà condamnées en Italie et dans l'Internationale Communiste.

Et alors saute aux yeux **la solution logique, courageuse, et tactiquement idéale, de la sortie immédiate du Parti et du Congrès dès que le vote nous aura mis en minorité. Il en découlera selon des règles définies par nous le déblocage du centre: je pense même que cet objectif important pourra plus facilement être atteint dans ce cas.**

Préparons nous donc à cette solution: elle est avant tout la seule qui corresponde aux directives de l'Internationale Communiste: et il n'y a pas à redouter qu'elle ne nous approuve pas, il n'y a pas à renvoyer pour cette raison un acte qui, retardé, perdrait tous ses effets bénéfiques.

Je pense que les groupes de la fraction devraient envisager ce problème et dire quelque chose à ce propos à leurs délégués pour le Congrès. Sur cette base notre fraction qui est le noyau d'un parti véritable et vital ne pourra et ne devra en effet se diviser en aucun cas, et elle devra agir, en connaissance de cause, **comme un seul homme, tout d'un bloc.** Je suis sûr que nous nous trouverons d'accord sur cette attitude à la quasi-unanimité.

Regardons donc bien en face la situation et sachons assumer toutes les responsabilités. La bataille que nous menons est une bataille sans quartiers contre toutes les hésitations et tous les équivoques.

Qui, en dehors des camarades de notre Fraction, pouvait alors formuler de façon si nette - et d'autant plus nette que plus éloignée des préjugés démocratiques - les problèmes inhérents à la formation du parti de classe, et pas seulement en Italie? Et comment serait-il possible de mieux exprimer par nos paroles la différence de fond et de méthode avec Halle et Tours?

Le capitalisme soviétique en crise (2)

PLANIFICATION, SOCIALISME ET CAPITALISME

L'existence de la planification en URSS a été de tout temps considérée comme une preuve de la nature socialiste (ou non-capitaliste, quel que soit le sens de ce terme) de ce pays. Il y a trente ans un économiste soviétique officiel écrivait par exemple:

"L'économie soviétique est une économie planifiée. La loi du développement planifié, proportionnel de l'économie nationale exprime la nécessité objective du développement de l'économie socialiste de telle façon que les branches de l'économie nationale soient interconnectées, qu'elles produisent au sens matériel et en valeur la quantité, la variété et la qualité nécessaire pour le développement des branches correspondantes et de l'ensemble de l'économie. La planification de l'économie nationale est le reflet de cette loi. Elle doit assurer le maintien de développements proportionnés au sein de l'économie nationale, dont les plus importants sont: 1) la production des moyens de production et celle des moyens de consommation; 2) l'industrie et l'agriculture; 3) la production et le transport; 4) l'accumulation et la consommation; 5) les branches extractives et manufacturières de l'industrie; 6) la circulation des marchandises et le revenu financier de la population" (A.I.Zalkind, "Information USSR", recueil 1962).

Nous avons vu dans la première partie de cette étude que, en ce qui concerne le premier point (production des moyens de production et des moyens de consommation), l'économie soviétique suit étroitement les lois du mode de production capitaliste; la même démonstration peut être faite pour tous les points cités par notre économiste: partout règne, non l'équilibre, mais la disproportion et l'incohérence typique du capitalisme. Le planificateur prétend régenter toute l'économie, la soumettre à des objectifs rationnels, et éviter ainsi les causes des perturbations et des crises que connaît le capitalisme, où les entreprises

travaillent "en aveugle" pour le marché.

Le problème est que cette planification, comme Zalkind le dit lui-même dans ce passage, est la planification d'une économie de **marchandises, d'argent, d'entreprises**, donc une économie **capitaliste**. Les causes des disproportions y existent aussi, mais avec la différence que ne peuvent jouer les facteurs qui, dans un capitalisme libéral, assurent une production proportionnée par de petites "crises" localisées; si un secteur produit trop de marchandises, des entreprises font faillite ou se tournent vers un autre secteur, rétablissant ainsi à peu près l'équilibre entre l'offre et la demande ainsi qu'entre les différents secteurs économiques. En s'affranchissant des perturbations du marché libre (un marché totalement "libre" n'existe en fait dans aucun pays) l'action économique de l'Etat - qui donne l'impression de se libérer de la loi de la valeur - permet d'accélérer le rythme de l'accumulation des moyens de production, le rythme de l'accumulation du capital, le rythme de développement de l'industrie. Les crises économiques partielles sont atténuées ou refoulées, mais c'est pour finalement éclater en une crise économique générale d'autant plus aigüe et plus grave qu'elle implique directement l'Etat, ce "capitaliste collectif" dont parle Engels. Les conséquences politiques d'une crise économique et ses potentialités déstabilisatrices pour l'ordre capitaliste y sont donc plus grandes que dans un pays de "libre entreprise" où l'Etat bourgeois peut plus facilement afficher une neutralité au dessus des classes.

Staliniens ou trotskystes qui niaient la possibilité de crises en URSS raisonnaient, pour reprendre l'expression de Marx, comme si existait dans ce pays "**une production sociale, comme si la société distribuait d'après un plan ses moyens de production et ses forces productives dans le degré et dans la mesure nécessaires à la satisfaction des besoins existants, chaque sphère de production recevant le quantum de capital social correspondant au besoin à satisfaire**"(1); mais c'est précisément là l'absurde fiction de la planification "socialiste"

d'une économie intégralement capitaliste!

"Les bases des futurs plans de l'économie qui du reste ne pourront entrer en vigueur du jour au lendemain après la conquête du pouvoir, même dans des pays à l'industrie très développée, consistent dans le fait qu'ils sont établis en dehors de l'ambiance mercantile et de l'utilisation de l'équivalent monétaire, écrit un de nos textes de parti (2).

Lénine appela de tels plans, "plans matériels" et il est possible de les appeler "plans physiques", alors qu'en Russie une nécessité inviolable imposait de procéder par plans financiers; et donc avant même de plans il fallait songer à résoudre la question de l'équivalent monétaire, pratiquement balayé par une tempête d'inflation sans précédent, sans compter le fait qu'un tel phénomène n'a jamais arrêté les révolutions bourgeoises des siècles précédents. Cette nécessité était reconnue par Lénine, dans la mesure où, sans jamais renoncer au lien entre tout acte technique et administratif du nouvel Etat et la propagande des objectifs ultimes, socialistes et mondiaux, sinon européens, il savait devoir avoir à faire à une planification de type capitaliste et pas encore à une planification socialiste au sens technico-économique du terme". Lorsqu'ils lancèrent leurs plans quinquennaux, les planificateurs staliniens se justifièrent en se référant au plan d'électrification élaboré à l'époque de Lénine et dont celui-ci voyait la preuve du sérieux dans le fait qu'il comprenait "un bilan matériel et financier (en roubles-or) de l'électrification"; notre texte continue:

"Nous estimons qu'on verra le premier plan socialiste quand en sera éliminée toute partie exprimée en unités monétaires: naturellement un tel plan doit comprendre tous les secteurs de l'activité productive et de la consommation, passant directement de tant de journées de travail à tant d'aliments et choses semblables; et dans ses frontières il devra comprendre au moins le massif central de l'Europe, avec les fleuves qui en descendent, de la Moselle au Rhône, du Danube à la Vistule.

Ce plan ne hurlera pas d'avoir fait du zèle. Les plans russes auraient indiqué les mêmes indices quantitatifs si la qualité de socialiste ne leur avait pas été attribuable ou attribuée; ou si la guerre civile de 1918-1922 avait été perdue et que le grand plan ait été élaboré, non par les grands capitalistes russes mais par un trust colossal d'entreprises occidentales - ce qui était le rêve de la bourgeoisie mondiale en février 17. C'était le résultat déterministe d'avoir fait disparaître les entraves médiévales et non le chef d'oeuvre d'un trust de cerveaux, rouges ou non".

Les plans et autres mesures économiques prises par les bolchéviks ne répondaient à aucune autre exigence que celle, vitale, du relèvement économique d'un pays ruiné par la guerre, la révolution et la guerre civile;

avant que Staline et cie ne proclament le contraire, tous les bolchéviks n'avaient cessé de répéter qu'il serait absurde de songer à "construire le socialisme" dans le cadre d'un seul pays, et qui plus est d'un pays aussi économiquement et socialement arriéré que la Russie. L'objectif, au plan économique, était clairement d'aller vers un **capitalisme d'Etat**, vers un capitalisme qui serait contrôlé par le pouvoir prolétarien, dans l'attente de la victoire de la révolution communiste internationale.

Mais la victoire de la **contre-révolution** stalinienne fit sauter le pouvoir prolétarien et tout contrôle sur le capitalisme d'Etat en pleine croissance; cette victoire de la contre-révolution était la condition nécessaire au lancement des fameux plans quinquennaux de sinistre mémoire, avec l'application de toute la force terroriste du pouvoir d'Etat contre le prolétariat et la paysannerie pour réaliser l'accumulation forcée de capital.

L'industrialisation accélérée nécessitait donc le renforcement de la puissance répressive de l'Etat, mais elle impliquait aussi le développement d'un appareil administratif toujours plus important pour diriger et contrôler la vie économique. Dans les années cinquante il apparaissait à l'évidence que les méthodes suivies jusque là avaient épuisé leurs effets positifs et devenaient de plus en plus des freins au développement économique. La "déstalinisation" s'imposait donc, non seulement pour des raisons de stabilité politique (la politique de la terreur ayant rempli sa tâche) mais aussi économique (le pillage économique des pays vaincus comptant probablement pour beaucoup dans le redémarrage économique d'après-guerre).

Nous ne reviendrons pas ici sur les réformes krouchtchéviennes (3) si ce n'est pour rappeler qu'elles ne purent apporter un véritable remède aux problèmes qu'elles voulaient résoudre; et depuis cette époque les dirigeants soviétiques, conscients des rigidités croissantes du système économique fortement marqué par les traits infantiles de son développement (sur-accumulation dans le secteur des industries lourdes, agriculture arriérée improductive, retard technologique dans nombre de secteurs industriels, etc.), ont fait alterner réformes et "expériences" économiques, sans pourtant s'attaquer au poids mort constitué par cet appareil administratif évalué à 18 millions de personnes en 1987. Une réforme radicale de l'économie, dans le sens de la substitution des "méthodes économiques" aux "méthodes administratives", selon la terminologie employée par les économistes officiels, aurait impliqué une réduction drastique du nombre et de la fonction de cet appareil qui joue un rôle de premier plan dans la stabilité politique du pays. En effet une réforme économique radicale de ce type consiste à accorder une

pleine autonomie aux entreprises en les libérant de la tutelle étatique et donc à créer un marché libre en supprimant les commandes obligatoires d'Etat, en allégeant les multiples réglementations et prélèvements qui retentissent sur la formation des prix, des coûts de revient, etc. La concurrence qui s'établit alors va entraîner l'élimination des entreprises les moins rentables, accélérer la course à la productivité et à l'efficacité, et, plus généralement, va relever le taux de profit moyen de l'économie nationale. Mais au niveau social la réforme provoque inévitablement une poussée du chômage, une forte diminution de la paysannerie (la campagne ne pouvant rester à l'écart de la réforme) et un accroissement de l'exode rural: bref elle implique un risque de ranimation de la lutte de classe au moment où l'appareil d'Etat est allégé.

D'autre part l'abandon du développement économique aux "lois spontanées" du marché entre en contradiction avec les nécessités de créer, parfois presque à partir de rien, une base industrielle cohérente et viable, avec une énergie et des matières premières à bas prix, un réseau de transport diversifié, une main d'oeuvre aux salaires très bas, etc.

C'est bien la raison pour laquelle un marché véritablement "libre" n'existe dans aucun pays et que, partout l'Etat intervient pour prendre à sa charge les secteurs non rentables (ou trop peu rentables pour que le capital s'y investisse spontanément), voire pour impulser directement l'effort d'accumulation. Loin d'être un cas exceptionnel et unique, l'URSS est ainsi devenue après la deuxième guerre mondiale, un modèle imité à des degrés divers par les nouveaux Etats indépendants.

Mais toute l'histoire économique soviétique depuis Kroutchev se déroule sous le signe du conflit entre la poussée vers une autonomie toujours plus grande des entreprises et les efforts pour réfréner cette autonomie et garder le contrôle de l'économie.

Le début de l'époque brejnévienne avait été marquée par la réforme de 1965 (sans doute préparée sous Kroutchev) qui reconnaissait dans l'entreprise l'élément fondamental de l'économie, et dans la recherche du profit le moteur de l'entreprise.

Appliquée dans un premier temps au secteur B de l'industrie à titre expérimental, elle fut, devant son succès, généralisée ensuite au secteur des moyens de production. Nous avons à l'époque longuement analysé cette réforme (voir: "Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie, copie de la "Charte du travail" fasciste", Programme Communiste n°35) pour démontrer une fois encore la nature capitaliste de la société russe. Nous mettions aussi en évidence la contradiction de cette réforme qui prônait les liens directs entre entreprises tout en réaffirmant le rôle économique primordial

de l'Etat. Et en fait l'Etat n'a pas renoncé à régenter l'activité économique. Nous avons démontré ailleurs le "mythe de la planification socialiste" (voir Programme Communiste n°69-70): les planificateurs, qui prétendent tout diriger, n'arrivent même pas à tout enregistrer et sont systématiquement contraints de réviser leurs objectifs pour les faire concorder avec l'évolution réelle de l'économie. Cela ne signifie pas que nous nions toute influence de l'Etat sur l'économie; le rôle de l'Etat dans l'économie ne cesse au contraire de croître historiquement comme il est possible de le constater jusque dans les pays réputés les plus libéraux. En URSS, que nous avons qualifiée d'**industrialisme d'Etat** parce qu'un vaste secteur agricole n'est pas propriété étatique, l'Etat affirme régler toute l'activité économique. L'inefficacité de son action ne tient pas aux "entraves bureaucratiques" comme disent les trotskystes; c'est à l'inverse les tentatives de réglementer et diriger une économie capitaliste, divisée donc en dizaines de milliers d'entreprises qui sont autant de centres d'accumulation distincts, qui engendrent inévitablement une bureaucratie de plus en plus proliférante, de plus en plus "tatillonne". Kossyguine voulait supprimer la "tutelle mesquine" des administrations sur les entreprises, tout en maintenant la centralisation économique.

Vingt ans plus tard, un économiste défendait la politique de Gorbatchev en ces termes: "Lorsque certains soulignent l'accroissement probable de phénomènes incontrôlés, il ne faut pas perdre de vue que les tentatives d'établir un contrôle à 100% sur toute chose conduisent à une anarchie et à une perte de contrôle telles, que par comparaison, une anarchie normale présente une figure bien ordonnée" (N. Chmelev, in "Novy Mir" juin 1987, cité dans "Le système économique soviétique", op. cit., p.58): c'est la reconnaissance ouverte de l'**anarchie** typique de la production capitaliste que la prétendue planification avait tenté sans succès de refouler, entraînant en conséquence le développement exubérant d'une économie souterraine palliant aux lacunes de l'économie officielle tout en la parasitant. Le coeur de ce phénomène de l'économie souterraine n'est pas à rechercher dans le travail au noir des plombiers ou des taxis privés clandestins, ni même dans les fameuses "mafias" brejnéviennes qui escroquaient l'Etat à une échelle industrielle, mais bien dans les entreprises d'Etat elles-mêmes, obligées de tricher avec les contraintes des administrations, obligées de stocker des matières premières, voire du personnel, obligées souvent d'avoir leurs propres ateliers pour fabriquer ce qu'elles n'arrivent pas à se procurer, obligées de se procurer au marché noir leurs matières premières,

etc.: "Sachant d'avance que leurs besoins en matières premières risquent de ne pas être satisfaits à moins d'appartenir à un secteur prioritaire (...)" les entreprises constituent **"un réseau d'approvisionnement parallèle**, qui restera un trait permanent de la planification soviétique. une forme de marché noir des moyens de production met en contact les entreprises constatant un excès et un manque mutuellement avantageux. (...) Les mêmes tractations ont lieu pour ce qui concerne la main d'oeuvre: certains directeurs, faisant fi des réglementations sur les rémunérations, n'hésitent pas à débaucher des travailleurs auprès d'autres entreprises, leur promettant des conditions plus avantageuses. Afin de se prémunir contre l'insécurité de l'approvisionnement, les directeurs constituent des **réserves occultes** (...). De même les entreprises **exagèrent leurs besoins** dans leurs "zajavki" (commandes-NdlR) ou sous-évaluent leurs capacités productives, créent des petits ateliers auxiliaires producteurs d'instruments de travail, ce qui ne va pas sans provoquer une "dé-spécialisation" des branches ainsi qu'une chute du rendement des capitaux investis (4).

Le procédé des "tolkatchi" trouve lui aussi son origine dans les lacunes de l'approvisionnement: l'engagement de démarcheurs chargés de frapper aux portes des ministères pour débloquer les dossiers a paru à plus d'un chef d'entreprise une dépense "socialement utile" dans les conditions de l'approvisionnement centralisé. Ce type de démarches n'est bien sûr pas exempt d'interférences politiques" (Charles-Etienne Lagasse, "L'Entreprise soviétique et le marché", Ed. Economica 1979, p. 265-68). Et cet auteur fait le rapprochement avec le comportement des "gestionnaires communaux et locaux de nos pays désireux de faire avancer leurs dossiers auprès des ministères de tutelle" tout en indiquant: "dans ce domaine les Etats-Unis semblent s'être mis à l'école de l'Union Soviétique. Le Wall Street Journal signalait en effet que durant la crise d'approvisionnement de juillet 1974, des sociétés américaines avaient recouru aux services de "tolkatchi" pour encourager leurs fournisseurs à s'acquitter plus promptement de leurs obligations contractuelles".

La littérature spécialisée est remplie d'exemples sur l'ingéniosité des entreprises quand il s'agit de ruser avec les contraintes du plan, d'utiliser les moindres failles en faveur de leur intérêt propre au détriment de "l'intérêt général de l'économie du pays", comme se lamentent les planificateurs. Ces derniers répliquent en utilisant les moyens à leur disposition, c'est-à-dire les moyens administratifs, les réglementations de toutes sortes, la multiplication des indices de production: la "bureaucratization" augmente de manière exponentielle à mesure que se développe l'économie si l'Etat entend encore

concentrer entre ses mains et réglementer tous les échanges. Les planificateurs des années soixante ne désespéraient pas de remédier à ceci par le recours à des ordinateurs de plus en plus puissants, mais selon un auteur soviétique, "des mathématiciens de Kiev ont calculé que pour établir un plan d'approvisionnements matériels et techniques précis et complètement intégré pour la seule république d'Ukraine et pour une année, il y faudrait le travail de toute la population du globe pendant dix millions d'années" (O.K.Antonov, 1965; cité dans Alec Nove, "L'Economie soviétique", Paris 1981): même les progrès gigantesques de la puissance informatique n'arriveraient pas à enregistrer tous les échanges et donc à dresser un plan parfait qu'il suffirait d'exécuter à la lettre pour réaliser 100% des objectifs.

L'impossibilité de ce rêve bureaucratique condamne-t-elle le principe même d'une économie planifiée?

Pas le moins du monde; elle signifie plus simplement l'impossibilité d'une planification véritable d'une économie morcelée en centaines de milliers d'entreprises fonctionnant sur le principe de "l'autonomie comptable", fondée sur la production de **marchandises** c'est-à-dire de produits qui s'échangent contre de l'argent selon la **loi de la valeur** (y compris la marchandise force de travail, régie par le **salarial**); l'impossibilité donc de la planification d'une économie **capitaliste**, même si Engels souligne que dans une économie développée "l'absence de plan" disparaît dans une certaine mesure, les grands trusts qui monopolisent des branches entières d'industrie dressant leurs propres plans (voir sa "Critique du programme d'Erfurt").

"Ce n'est pas le socialisme qui pourra craindre le poids de la bureaucratie - dit un de nos textes - ; c'est l'économie fondée sur des entreprises nationalisées, mais isolées du point de vue comptable, le capitalisme

d'Etat plongé dans les eaux du mercantilisme. Cet étatisme, ce dirigisme mercantile n'échappe pas à toutes les opérations anarchiques inutiles découlant de la comptabilité recettes/dépenses et des droits individuels des personnes physiques et juridiques. Dans l'ambiance mercantile, l'encombrant appareil public ne se meut que sur des initiatives particulières et privées: tout se fait sur des demandes qui vont de la périphérie au centre, qui entrent en concurrence, et qui exigent des comparaisons et des calculs laborieux, même pour être simplement repoussées"(un économiste soviétique donne l'exemple de la concurrence qui s'établit objectivement au moment de la définition du plan entre des choses aussi différentes que le nettoyage à sec et la production de fruits pour l'obtention de crédits - cf A.Nove, op. cit., p.50). Au contraire **"Dans la gestion socialiste, tout est réglé par le centre sans discussions; le mécanisme est autant simpli-**

fié par rapport au précédent que le prélèvement par le fourrier d'une compagnie de six cent rations, l'est par rapport à six cent achats différents en qualité et en quantité, avec tout le fatras des délibérations, enregistrement, encaissement, réclamations, acceptation ou refus et remplacement qui les accompagnent.

Mais si un tel système monétaire et capitaliste peut craindre la bureaucratie, c'est comme un mal social, non comme une troisième force de classe. Un socialisme même du stade inférieur, c'est-à-dire dans lequel le rationnement des produits de consommation se substitue à la monnaie et au marché, met la bureaucratie à la ferraille, de même qu'il le fera, selon Engels, de l'Etat" (cf "Dialogue avec les morts", 1957, p.137).

Ou, pour citer directement Engels:

"Avec la prise de possession des moyens de production par la société - ce qui n'a rien à voir, vient-il de dire, avec la propriété d'Etat de ces moyens de production -, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe des conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine conséquence de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives, qui jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux.

C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté" ("Anti-Dühring", Ed. Sociales, p.319).

Pour comparer la réalité des sociétés pseudo-socialistes à ce tableau d'une société socialiste véritable, il suffit de rapporter les remarques désabusées d'économistes tchéques du milieu des années soixante:

"On peut difficilement parler de planification dans une économie qui fonctionne avec un plan mal conçu et qui évolue dans une direction totalement différente de celle prévue au plan" et "c'est un paradoxe cruel de notre époque qu'à cause d'une gestion et une "planification" par trop centralisées, il soit quasi impossible de diriger l'économie d'une manière réellement planifiée avec une certaine perspective; il est difficile et souvent irréalisable d'atteindre des objectifs sociaux" (voir "L'Entreprise soviétique et le marché", op.cit., p.293-94). Ces faux socialismes appartenaient bel et bien encore à la pré-histoire de l'humanité, à l'époque de la production marchande, de la "domination des producteurs par le produit": les forces économiques échappent au contrôle des planificateurs et se rebellent devant leurs orientations quand celles-ci entrent en contradiction avec leur tendance profonde, démontrant que la bourgeoisie - ou les employés salariés qui la remplacent - est devenue incapable de diriger ses propres forces productives sociales. C'est ainsi qu'en 1984 le vice-président du Gosplan (les services de la planification) stupéfiait ses interlocuteurs occidentaux - persuadés jusque là de la toute-puissance de l'Etat en URSS - en avouant que son administration "ne peut plus maîtriser l'activité économique" (cf "Economie Prospective Internationale" n°48, p.7); il faudra cependant attendre encore quelque temps pour que, avec le développement de la "péréstroïka" et l'éclatement de la crise économique, l'Etat renonce officiellement et définitivement à ses prétentions planificatrices et reconnaisse sa défaite finale face à l'autonomisation des entreprises, conclusion que nos textes de parti annonçaient il y a 35 ans en montrant que toutes les innovations Kroutchéviennes "tournent le dos au capitalisme d'Etat et vont vers le capitalisme privé"(5).

DIALECTIQUE DU MILITARISME

Un autre élément de première importance est le poids très important du secteur de l'armement, qui n'a cessé de croître à un rythme rapide après les tentatives de Kroutchev de limiter l'appétit des "mangeurs d'acier".

Contrairement à ce que prétend la critique petite-bourgeoise du militarisme, ce dernier remplit un rôle éminemment positif dans l'économie capitaliste, ainsi que l'a démontré Rosa Luxemburg qui écrivait aussi: "le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'Etat, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'un rythme de développement constant. (...) Ce champ spécifique de l'ac-

cumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même ("L'Accumulation du capital", tome II, p.134. voir Programme Communiste n°91).

D'autre part la puissance militaire était dans le cas de l'URSS un des piliers essentiels de sa domination impérialiste - et de son exploitation économique - des pays de son ancien bloc de l'Est; les armes constituaient une de ses rares catégories de marchandises à être compétitives sur le marché mondial, avec la particularité de fournir en prime une influence politique et donc aussi, potentiellement, des avantages économiques.

Le secteur des armements, probablement le seul secteur de l'économie soviétique à être soumis à la "concurrence" directe des pays capitalistes les plus développés avec lesquels l'URSS devait maintenir la "parité stratégique", servait en quelque sorte de "moteur" à toute l'économie: cette "demande" (ou ce "marché") apparemment insatiable et changeante selon l'évolution technologique, alimentait aussi bien la sidérurgie que l'industrie nucléaire, la recherche scientifique que l'industrie pétrolière ou l'électronique, et elle était sans doute le principal stimulant du progrès technologique dans une économie encore très largement protégée de la concurrence du marché mondial.

Les statistiques soviétiques donnaient un chiffre plutôt bas pour les dépenses militaires lors de ces dernières années: 4,4% du budget pour 1988, 4,6% en 1987, 4,5% en 1986, 4,9% en 1985, contre 8% en 1975, 12% en 1960 et 23% en 1940 à la veille de la guerre (source: "L'URSS en chiffres", différentes années). Ces chiffres étaient grossièrement sous-évalués, de l'avis général; et ils avaient en outre le désavantage de ne pas laisser apparaître les fortes réductions de l'effort militaire annoncées par Gorbatchev; et c'est ainsi qu'au printemps 89 les soviétiques annoncèrent que pour l'année en cours les dépenses militaires se monteraient à 77,3 milliards de roubles, au lieu des 20,2 milliards inscrits dans le budget!

La proportion des dépenses militaires devient ainsi de 16,1% pour 1989 au lieu de 4,2%, de 12,5% pour 1988, et de 19,1% pour 1987.

Si on veut faire une comparaison avec le poids des dépenses militaires en occident, il faut examiner le rapport de ces dépenses par rapport au PNB (indice que les soviétiques ont substitué à leur ancien Produit Ma-

tériel Brut): pour 1989, les dépenses militaires représentaient ainsi 8,36% du PNB, 9,52% en 1988, 10% en 1987, alors que pour les Etats-Unis elles représentent environ 6% du PNB. On constate donc que d'après ces chiffres officiels le budget militaire pesait nettement plus lourd dans l'ancienne Union Soviétique.

Mais ces chiffres officiels sont eux-mêmes contestables et contestés, y compris en URSS; le ministre des Affaires Etrangères Chévarnadzé avait reconnu que ces chiffres sous-estimaient la taille réelle du budget militaire. Les services de l'OTAN, selon des méthodes de calcul tout sauf fiables, l'ont estimé à 130-160 milliards de Roubles pour 1989. La presse soviétique réformatrice qui attaque "la militarisation de l'économie et le diktat exercé par le complexe militaro-industriel" a avancé des chiffres allant jusqu'à 200 ou 300 milliards (6).

Une étude datant du milieu des années 70 estimait que le tiers de la production des industries de transformation des métaux, le cinquième de celle de la métallurgie, le sixième de l'industrie chimique et de la production d'énergie avaient une finalité militaire (7). L'Union Soviétique semble vouloir illustrer parfaitement ce qu'écrivait Engels à la fin du siècle dernier dans "l'Anti-Dühring" à propos de la course aux armements:

"L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier (...)"(8).

En prenant l'exemple des cuirassés de son époque, Engels ajoute: "Le navire de guerre moderne est non seulement un produit, mais en même temps, un spécimen de la grande industrie moderne, une usine flottante, - qui toutefois produit principalement du gaspillage d'argent. (...) On voit là de la façon la plus palpable comment "la violence politique immédiate", qui d'après M. Dühring est la "cause décisive de l'état économique", est au contraire, entièrement assujettie à l'état économique. comment non seulement la production, mais aussi le maniement de l'instrument de violence sur mer, le vaisseau de guerre, est devenu lui-même une branche de la grande industrie moderne. Et il n'y a personne qui ne soit plus contrarié par cet état des choses que la violence elle-même, c'est-à-dire l'Etat, à qui un vaisseau coûte maintenant autant qu'auparavant toute une petite flotte, qui doit se résigner à ce que ces coûteux

navires soient déjà vieilliss, donc dépréciés, avant même d'avoir pris la mer (...). Nous au contraire, nous n'avons absolument aucune raison d'éprouver de la contrariété à voir que dans cette concurrence entre la cuirasse et le canon, le navire de guerre se perfectionne jusqu'au comble du raffinement, ce qui le rend tout aussi hors de prix qu'impropre à la guerre, et que cette lutte révèle, jusque dans le domaine de la guerre navale, ces lois internes du mouvement, ces lois dialectiques selon lesquelles le militarisme, comme tout autre phénomène historique, périclète des conséquences de son propre développement."

A lire ce dernier passage du vieil Engels, il est impossible de ne pas penser immédiatement aux porte-avions nucléaires, orgueil de la flotte soviétique, destinés à rivaliser avec leurs homologues américains. En 1976 le projet de construire ces porte-avions, présenté par les ministères de la Défense et des Constructions Navales, fut refusé en raison de son prix prohibitif; malgré ce refus et l'opposition du Chef d'état-major général, le projet de porte-avions réapparût dans la liste des commandes d'armement, sans que personne ne sache d'où venait la décision: le "lobby" de la construction navale militaire avait réussi à imposer sa volonté. Aujourd'hui l'un de ces porte-avions a pris son service, mais les spécialistes militaires estiment qu'il ne sert à rien et qu'il serait immédiatement détruit en cas de guerre. Les travaux sur les 3 autres porte-avions sont maintenant arrêtés et le chantier naval essaye désespérément de leur trouver des clients à l'étranger, fût-ce comme... bateaux de croisière!

A propos d'une autre merveille de la marine soviétique, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, un capitaine de vaisseau qui protestait auprès du ministre contre la construction de ces engins hors de prix et techniquement dépassés au point qu'ils devenaient de simples "cibles" pour les américains, se vit répondre par Yazov: "Nous ne pouvons pas cesser de construire des cibles, car la classe ouvrière resterait sans salaires"(9).

Bien évidemment, ce qui motivait le maréchal Yazov, ce n'était pas les intérêts de la classe ouvrière, mais le besoin de garnir les carnets de commande des chantiers navals. Et il serait sans doute facile de trouver les mêmes exemples dans les autres secteurs de l'armement (voir par exemple la navette spatiale soviétique qui attend aujourd'hui le ferrailleur, parce l'Etat n'a plus les moyens de financer ses vols qui ne servent à rien, ou tel bombardier stratégique construit en réplique à un homologue américain, abandonné depuis...), de même que nous en trouvons à profusion chez les pays capitalistes occidentaux: le secteur des industries travaillant pour la

"défense nationale" - et plus généralement pour des commandes d'Etat - est le terrain privilégié des groupes de pression occupés à tirer le maximum de l'Etat, non seulement en décrochant les meilleures commandes, mais aussi en **orientant** la politique étatique dans le sens le plus conforme à leurs intérêts.

Alors que dans les conceptions superficielles des descendants du petit-bourgeois Dühring, le secteur étatique de l'économie, et le capitalisme d'Etat, représentent la domination de la politique sur l'économie, l'asservissement de l'économie aux volontés de la "bureaucratie" quand ce n'est pas aux caprices d'un dictateur, ces exemples démontrent au contraire que l'Etat est au service de l'économie, ou, mieux, **au service des intérêts économiques dominants**. En URSS, pays où la puissance de l'Etat était la plus grande, cette règle du capitalisme a trouvé son application la plus parfaite, l'absence de groupes bourgeois privés rivaux facilitant l'identification du mythique "intérêt général" avec l'intérêt de la production capitaliste, à la façon d'un Yazov.

Ces exemples suffisent aussi à ridiculiser la théorie de la "bureaucratie" selon laquelle les fonctionnaires constitueraient une nouvelle classe dirigeante, avec ses intérêts propres qu'elle chercherait à imposer face aux intérêts bourgeois et aux intérêts prolétariens. Les fonctionnaires, les planificateurs, les "premiers secrétaires" eux-mêmes, sont les produits du mode de production capitaliste et sont au service des intérêts bourgeois, même quand n'existent pas de bourgeois **propriétaires privés** de capitaux.

Le développement de l'industrie militaire est soumis aux mêmes lois que le reste de la production capitaliste, qui ne peut échapper à ses propres contradictions et **"à un certain degré de son développement les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital"**(10).

La production militaire relève du secteur A de l'économie, et son développement croissant est aussi une des causes de la prédominance de ce secteur que nous avons illustrée dans la première partie de cette étude. Soucieux de pallier aux dysfonctionnements de l'économie les dirigeants soviétiques ont depuis longtemps attribué au complexe militaro-industriel la production de produits de consommation; c'est ainsi qu'en 1989 "les entreprises de la défense ont produit 100% des téléviseurs et des machines à coudre, plus de 97% des réfrigérateurs et des magnétophones, plus de la moitié des cyclomoteurs et près de 70% des aspirateurs et des machines à laver"(11), proportions plus fortes qu'au début de la décennie, au point que le complexe militaro-industriel serait responsable de 60% de la production industrielle du pays(12).

Dès l'époque de Brejnev les responsables russes s'inquiétaient de la croissance sans frein de la production militaire: "D'une part il est impossible d'accepter une réduction de la puissance économique destinée au domaine militaire, car cela ferait peser une menace sur le potentiel de défense de la nation. D'autre part, on ne peut permettre un accroissement excessif de la part de production qui est destinée au domaine militaire, car, en définitive, cela risquerait de saper les bases mêmes de la force militaire, c'est-à-dire l'économie, causant un mal irréparable au potentiel de défense"(13); mais toutes les jérémiades ne pouvaient entraver la croissance de la production militaire, jusqu'à ce que, sous Gorbatchev, l'Etat reconnaisse qu'il était devenu incapable de financer la poursuite de la course aux armements, la prolifération incontrôlable du secteur militaire ayant fini par saper l'économie, et qu'éclate dans ce secteur où l'accumulation a été la plus grande, la **crise de surproduction**: le militarisme soviétique meurt des conséquences de son propre développement.

La principale condition pour la sortie de la crise dans les pays de l'ex-Union Soviétique est la **liquidation** de pans entiers de ce complexe militaro-industriel dont les employés se chiffrent par millions, la "reconversion" d'autres parties vers des productions **rentables** et pour lesquelles existent des débouchés; il ne devrait plus subsister qu'un secteur d'armement considérablement réduit aux possibilités financières d'un Etat ou de plusieurs Etats, eux aussi "réduits" de façon drastique(14).

MARASME ET CRISE DE L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Nous avons vu précédemment que l'Union soviétique comprenait encore une part importante de population rurale, signe de son **retard** de développement économique et social par rapport aux grands pays capitalistes: environ un tiers de la population, soit 98 millions de personnes en 1989. Le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture est important; pour l'année 1989 nous avons selon les pays les proportions suivantes de main d'oeuvre agricole:

URSS: 20,2%; USA: 2,9%; Japon: 7,9%; RFA: 5,3%; France: 6,8%; Grande-Bretagne: 2,3%; Italie: 9,8% (statistiques du B.I.T., in "A Study of the soviet economy", FMI, World Bank, OECD, EBRD, 1991. Les statistiques officielles soviétiques donnent un chiffre légèrement inférieur: 19%).

Mais ce poids nettement plus important de l'agriculture en URSS ne peut être correctement apprécié que si on garde à l'esprit sa **très faible productivité** (nous avons vu qu'elle est estimée à seulement 10 à 20%

de la productivité de l'agriculture américaine). Un calcul rapide montre que ces chiffres sont encore sous-estimés: sachant que 2.900.000 personnes travaillant dans l'agriculture nourrissent 236 millions d'américains, alors que 24 à 27,4 millions de personnes (suivant les diverses sources statistiques) ne fournissent que 92%(15) de la consommation alimentaire soviétique, on peut en conclure que chaque travailleur dans l'agriculture nourrit en URSS de 9,6 à 10,7 personnes (en 1989) et 81,4 aux Etats-Unis (en 1984); mais les Etats-Unis sont en outre le premier exportateur mondial de produits agricoles (14,5% des exportations mondiales en 1989): le chiffre correspondant pour cette année devrait au moins tourner autour de 100 personnes nourries par travailleur employé dans l'agriculture américaine!

Nous pouvons dresser le tableau suivant:

Nombre de personnes nourries / agriculteur

	URSS	USA
1895		7
1914	3	
1960	4	
1970	5	73
1989	10	100

(sources: "Le Prolétaire" n°139 et calcul d'après les données de la Banque Mondiale et annuaire statistique "L'URSS en chiffres")

A la lecture de ce tableau il apparaît que l'agriculture soviétique a réellement progressé au cours de ces vingt dernières années (alors qu'en 1960 le progrès par rapport à l'époque tsariste était dérisoire); mais ces progrès sont sans commune mesure avec ceux de l'agriculture super-productive américaine. D'autre part les performances de l'agriculture soviétique varient énormément selon les années; si l'on reprend les chiffres de production des céréales qui constituent la principale production agricole, ne serait-ce que pour son rôle primordial dans l'alimentation, nous constatons qu'une année de bonne récolte est invariablement suivie de mauvaises (et très mauvaises) années: bonne récolte en 1973 (222,5 millions de tonnes) après la catastrophique année 1972 (168,2 millions T.) qui avait obligé pour la première fois depuis 1963 à des importations de blé; après deux mauvaises années (désastre en 1975: 140,1 millions T.), bonne récolte en 1976 et surtout récolte record en 1978 (237,4 millions T.), suivie de 4 ans de mauvaises récoltes (1981: 149 millions T., -38% par rapport à 1978; au cours de ce quinquennat, seul 1983 retrouve une valeur acceptable (200 millions T.) quoique très inférieure à la moyenne prévue par le plan (239 millions T.); désormais le recours massif aux importations céréalières pour nourrir la population est devenue une nécessité). Ce n'est qu'en 1990 qu'est retrouvé pratiquement le niveau de 1978 (237 millions T.), mais 1991 est de

nouveau une mauvaise année (moins de 190 millions T.).

Ces très fortes variations sont elles dues aux rigueurs climatiques connues par le pays? Cet argument classique ne tient pas si l'on sait que les Etats-Unis sont eux aussi sujets à un climat difficile et variable, ainsi que le soulignent certains spécialistes et responsables soviétiques eux-mêmes: une étude soviétique des variations climatiques sur les régions agricoles depuis le siècle dernier, montre qu'il n'y a pas de différence significative entre l'URSS, les USA et le Canada (16).

L'explication, c'est Marx qui va nous la donner. En 1881 il décrit les oscillations de la production agricole russe:

"1870 a été une année d'excellente récolte (...), mais ce fut une année de pointe et, comme telle, immédiatement suivie d'une année très mauvaise (...). L'année 1871 doit être considérée comme le point de départ d'un nouveau petit cycle jusqu'à ce que nous arrivions à la nouvelle année de pointe 1874 qui est immédiatement suivie par l'année de famine 1875; puis le mouvement ascendant recommence, aboutissant à l'année de famine encore pire, 1880. (...) Les conditions climatiques favorables fraient le chemin à une année de famine en consommant et en libérant les fertilisants minéraux encore latents dans le sol tandis que vice-versa, une année de famine, et davantage encore une série de mauvaises années, permet aux minéraux contenus dans le sol de s'accumuler à nouveau (...). Un tel processus existe naturellement partout, mais ailleurs il est modifié par l'intervention de l'agriculteur lui-même. Il devient le seul régulateur là où l'homme a cessé d'être une puissance, faute de moyens." (Marx, lettre à Danielson, 19/2/1881. Souligné par nous).

Le fait que l'agriculture souffre encore des aléas climatiques, à un degré sans doute atténué par rapport à il y a un siècle, mais incomparablement plus élevé que les agricultures des Etats-Unis ou du Canada, témoigne avec éloquence de son arriération, de son "manque de moyens". Les statistiques officielles soviétiques font apparaître que le travail de 100 ha de terres arables (plantes vivaces) demande 10 travailleurs, alors que selon la F.A.O., il n'y a besoin aux Etats-Unis et au Canada, pays également de culture extensive, aux rendements à l'hectare voisins de celui de l'URSS (respectivement: 22 quintaux/ha pour le blé aux USA, 17,9 au Canada et 19 en URSS), que de moins d'un travailleur pour 100 ha (17). En 1985 près des deux tiers des travailleurs dans l'agriculture exécutaient des tâches manuelles; le nombre de tracteurs par 100 ha de terres arables est 3,3 fois plus faible qu'aux Etats-Unis; le taux de mécanisation est très faible dans le secteur des pommes de terre (45% de la récolte se fait

à la main), du coton (mécanisée à 46%) et les taux de mécanisation dans les autres secteurs ont été jugés illusoire par les spécialistes soviétiques, au point que le taux de mécanisation a disparu dans les dernières statistiques... L'agriculture soviétique employait moins du quart de la quantité de produits phytosanitaires utilisée aux Etats-Unis pour une superficie pourtant plus faible; elle était très en retard, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, pour l'utilisation des engrais (18), ce qui n'empêche pas, par ailleurs, tant l'empoisonnement de terres et de cours d'eau par une trop grande utilisation d'engrais ou de pesticides (19) que la surproduction de tracteurs ou de moissonneuses-batteuses, surproduction, non bien sûr par rapport aux besoins, mais par rapport au marché (20): illustration typique de l'incohérence d'une économie fondée sur la production de marchandises, sur la loi de la valeur, bref d'une économie capitaliste! Pour compléter ce tableau éloquent il est possible de citer également l'insuffisance, dans beaucoup de régions agricoles, de logements, l'insuffisance de l'approvisionnement en eau courante, des égouts et même de l'électrification (21), la grande insuffisance du réseau routier (22)...

La négligence dans laquelle a été tenue l'agriculture en URSS se manifeste évidemment aussi pour ce qui est des secteurs de la transformation, préparation, conditionnement ainsi que le stockage des produits agricoles. Dans un article paru dans les derniers moments de la perestroïka un économiste du Ministère de l'Economie chiffrait à 25% en moyenne et jusqu'à 40% dans certains cas le chiffre des pertes des produits agricoles entre leur récolte et leur conditionnement. Et il précisait que "dans les branches du traitement la situation est critique. Une partie importante des installations est délabrée. Beaucoup d'entre elles ont été construites après la révolution ou dans les années des premiers plans quinquennaux. (...) Seulement le cinquième des entreprises en activité répondent aux normes actuelles. Plus du quart des installations technologiques du secteur devraient être immédiatement remplacées", etc., etc. (I. Loukonine, in "Ekonomist" n°3/1991)...

Cette arriération économique, cette faible croissance de l'agriculture a été contemporaine à l'inverse, comme nous l'avons vu, d'une forte croissance de l'industrie. Selon les chiffres soviétiques ("L'URSS en chiffres pour 1985") la production industrielle avait augmenté en 1985 de 25 fois par rapport à 1940 et la production agricole de seulement 2,7 fois. Calculée par habitant, la production industrielle a augmenté de 17,5 fois et la production agricole de 1,89 fois. La société soviétique répond en cela parfaitement aux lois du développement du

capitalisme, telles que Marx les a expliquées. Historiquement le capitalisme naît de la ruine du petit producteur paysan et il se développe aux dépens de la paysannerie. Le capital s'investira toujours de préférence dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture car les taux de profit y sont plus élevés, les vitesses de rotation plus grandes, la production plus facile à accroître, puisque l'industrie ne connaît pas les limites naturelles de la terre (cycle des saisons, fertilités des sols, etc.). L'orientation fondamentale que la course au profit impose à la société capitaliste, c'est la production pour la production, et non pas

la satisfaction des besoins humains, ce qui impliquerait de ne pas négliger, mais au contraire de favoriser l'agriculture. Cette orientation capitaliste fondamentale, l'Etat soviétique a pu l'imposer avec une dureté sans égale, montrant ainsi qu'il était bien l'instrument du capital, un **capitaliste collectif en fait** (Engels, "Anti-Dühring").

La négligence des besoins humains - et en tout premier lieu, ceux de la classe ouvrière - dans le prétendu socialisme soviétique est illustré avec éclat par les difficultés de son agriculture à nourrir la population. Consultons les chiffres officiels de la consommation par habitant:

Consommations par habitant et consommations recommandées
(moyennes en kg par an)

	1913	1950	1960	1970	1980	1985	1987	1988	Recom.
Viande et abats	29	26	39,5	47,5	57,6	61,7	64	65	75
Lait et produits laitiers (beurre, etc)	154	172	240	307	314	325	341	351	434
Oeufs (nombre)	48	60	118	159	239	260	272	273	292
Produits céréaliers (pain, pâtes, farine...)	200	172	164	149	138	133	132	131	120
Pommes de terre	114	241	143	130	109	104	105	98	97
Légumes et cucurbitacés (melons)	40	51	70	82	97	102	100	100	146
Fruits frais et baies	11	11	22	35	38	48	55	52	95
Sucre	8,1	11,6	28	38,8	44,4	42,2	47,2	46	36

(Sources: "L'URSS en chiffres", différentes années; "L'URSS au tournant" pour 1913 et 1950; les valeurs recommandées de consommation sont tirées d'une étude officielle de 1976, in "Le système agro-alimentaire soviétique", p.186)

Ce tableau montre d'abord le grand affaiblissement de la consommation, sensible encore en 1950, alors que les ravages causés par la guerre ne peuvent plus guère être invoqués: après 30 ans de prétendu socialisme, les consommations par habitants sont selon le tableau pratiquement les mêmes qu'à l'époque tsariste! Mais les chiffres eux-mêmes du tableau sont sujets à caution. Selon "Les Nouvelles de Moscou" (n°46, nov. 1989), les 64 kg de viande par habitant annoncés se ramèneraient en fait plutôt en réalité à 45-50 kg; et d'autre part dans 33 capitales de régions et de républiques les tickets de rationnement ne donnaient droit cette année-là qu'à 12 à 24 kg par an: on est bien loin des 75 kg du régime officiellement recommandé... En 1985 un agronome soviétique écrivait que l'URSS produit plus de viande qu'en 1950, pourtant il y a **moins** de charcuterie et de viande dans les magasins qu'à l'époque ("Kommunist" n°1/1985, cité dans "Le système économique de l'URSS", op. cit., p.213). Selon notre agronome l'explication est que le **nombre de citadins a fortement augmenté**, chacun d'entre eux demandant plus de produits alimentaires: la demande s'est ainsi accrue beaucoup plus que l'offre.

A notre avis c'est dans cette direction qu'il faut chercher la clé de l'énigme: les

données du tableau sont en fait des chiffres non de consommation effective, mais de disponibilité théorique par habitant en produits alimentaires et cela peut être aisément démontré pour certains produits. Indépendamment des diverses distorsions lors de la commercialisation et de la distribution des produits (par exemple 40% des produits laitiers seraient perdus ou détournés vers l'alimentation animale selon "USSR Ag. and Trade Report" 1989), une partie importante des productions de l'agriculture sert à nourrir la population agricole elle-même. Les experts soviétiques estimeraient que 80% de la production agricole individuelle est auto-consommée, ce qui représenterait en gros la moitié de la consommation alimentaire rurale ("L'URSS au tournant", op. cit., p.72). Les quantités indiquées dans les statistiques ne représenteraient que les quantités de produits destinés à la consommation urbaine, ce que semble confirmer une étude attentive des statistiques soviétiques: l'annuaire statistique pour 1988 indique pour la première fois dans une petite note que les chiffres de production donnés ne prennent pas en compte la production dans les "exploitations individuelles auxiliaires de la population" (sans doute les lopins individuels); pour la viande c'est ainsi pas moins de **35%** de la production réelle totale qui n'est pas prise en compte!

Si donc nous comparons l'accroissement de la production agricole à l'accroissement de population **urbaine**, nous pouvons constater que de 1940 à 1985, celle-ci augmente de 2,89 fois alors que la production agricole augmente de seulement 2,7 fois: la constatation empirique de notre académicien est alors vérifiée: au début des années cinquante, quand la production agricole a retrouvé les niveaux d'avant-guerre, les disponibilités de produits agricoles pour les citadins étaient supérieures à celles de 1985! Et en faisant le même petit calcul en partant de 1917 et en comparant avec 1987, nous avons en 80 ans une augmentation de la population urbaine de 6,31 fois contre une augmentation de la production de céréales de

4,24 fois; viande: 4,18 fois; lait: 4,19 fois. Pour ces trois produits dont l'auto-consommation par les paysans n'était certainement pas prise en compte en 1917, la disponibilité alimentaire pour les citadins a **diminué** depuis la révolution: misère de l'agriculture soviétique, misère d'un mode de production qui sacrifie l'alimentation humaine à la production industrielle! L'agriculture soviétique donne une triste démonstration de ce que nous avons écrit, en reprenant les enseignements de Marx, à propos de l'agriculture capitaliste: **jamais la marchandise ne rassasiera l'homme** (23).

D'autres statistiques montrent que les consommations alimentaires varient fortement selon le revenu dans la société prétendument sans classes:

**Consommations de produits alimentaires selon le revenu
(moyennes annuelles par habitant selon le revenu mensuel)**

1989	moyenne théorique	moins de 75 Roubles	75-100	100-125	125-150	150-175	175-200
viande et abats	65	27kg	47	58	67	74	82
lait et produits laitiers	367	216 kg	316	352	372	392	417
Oeufs (nombre)	221	109	185	216	230	241	249
légumes	95	72 kg	85	90	93	97	103
Pommes de terre	86	43 kg	77	86	91	94	97

(Sources: "A study of the soviet economy", op.cit., vol 2, p.204-206)

Les annuaires statistiques soviétiques donnaient en 1989 un salaire moyen mensuel de 217 Roubles (237 R. dans l'industrie), mais un coup d'oeil à la répartition des salariés selon leur niveau de salaire, permet de conclure qu'il s'agit en fait du salaire **médian** (obtenu en faisant la moyenne entre le niveau le plus haut et le plus bas des salaires); le salaire **moyen** était en réalité légèrement supérieur à 160 Roubles (c'est-à-dire qu'il y a autant de salariés qui gagnent moins de 160 R. que ce qu'il y en a qui gagnent plus). En mars 1986 16% des salariés ayant travaillé pendant tout le mois avaient touché moins de 100 R. et 4,8 moins de 80 R., alors que 9,5% des salariés avaient gagné plus de 300 R.

Le tableau montre que les consommations alimentaires peuvent varier du simple au double, et même au triple pour ce qui est de la viande, suivant le revenu, ce qui explique pourquoi les prolétaires en URSS disaient que les "bourgeois soviétiques" se reconnaissent à leur ventre...

STRUCTURE SOCIALE ARCHAÏQUE DE L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

Alors que la critique bourgeoise vulgaire attribue les déboires de l'agriculture soviétique au "socialisme", à l'absence de propriété qui démotiverait les paysans (comment expliquer alors que les entreprises

paysannes super-productives d'Europe ou d'Amérique reposent sur l'utilisation d'ouvriers agricoles?), alors que les partisans de Moscou vantaient le "collectivisme" agricole, notre parti a depuis longtemps établi le caractère retardataire, **réactionnaire** des structures sociales établies par le régime stalinien à la campagne. Son fondement est le Kolkhose (propriété collective des terres) et le Sovkhose dont les membres sont des salariés et qui sont des entreprises capitalistes d'Etat. Les Sovkhoses ne représentaient qu'une petite minorité par rapport aux Kolkhoses peu productifs; en outre les kolkhoziens ont le droit de posséder un lopin privé (en 1988 98% des kolkhoziens, 79% des travailleurs et employés en milieu rural en possédaient) dont ils vendent les produits qu'ils ne consomment pas dans les marchés kolkhoziens. Même s'il ne représente qu'une petite fraction des terres agricoles, le lopin kolkhozien a pesé et pèse encore d'un poids disproportionné dans l'agriculture car il est une source de revenu non négligeable étant donné la faiblesse de la rémunération collective. Mais sa très basse productivité en raison de l'absence de mécanisation implique de longues heures de travail au détriment du travail dans le kolkhose, le détournement d'intrants, etc. L'institution kolkhozienne assure la pérennité de la petite production parcellaire, peu productive et nécessitant un travail abrutissant - nouvelle

démonstration que la propriété privée est un obstacle à l'augmentation de la productivité de l'agriculture - mais qui n'est pratiquement pas touchée par le phénomène de concentration des terres et disparition des petites exploitations comme en Occident en raison des lois empêchant la vente-achat des terres. Ce n'est pas là une quelconque "conquête socialiste", mais une mesure réactionnaire s'opposant au progrès bourgeois que le régime stalinien adopta pour des raisons de **conservation sociale**. L'alliance du capitalisme d'Etat dans l'industrie avec cette myriade de petits producteurs paysans individuels a été la formule de la stabilité et de la solidité du régime stalinien malgré toutes les tensions qu'il subissait. Et c'est pourquoi à l'instar d'un Gorbatchev, les dirigeants soviétiques et ex-soviétiques manifestent tellement de répugnance à "privatiser" la terre, c'est-à-dire à autoriser son commerce, car cela signifie ébranler de manière irréversible le dernier pilier encore stable de la société, éliminer de l'agriculture dans des délais assez brefs des millions de paysans alors que l'industrie serait bien en peine de les employer...

Un agronome écrit à propos de l'institution kolkhosienne que "dans ce système la très faible productivité de la main d'oeuvre (...) était compensée par son abondance, relativement au nombre de citadins à nourrir dans un régime alimentaire fort médiocre. Cette équation très particulière a permis au pouvoir soviétique de différer de près de 25 ans toute élévation significative du potentiel (humain et matériel) de production agricole et alimentaire. Celui-ci avait donc accumulé en 1953 un retard colossal"(24).

Trotsky écrivait en 1936 dans sa "Révolution trahie" que la collectivisation "eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du cheptel, un fait plus grave encore: l'indifférence complète des

kolkhoziens pour l'avoir socialisé et pour les résultats de leur propre travail. Le gouvernement opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent de nouveau des poules, des porcs, des moutons, des vaches à titre privé. Ils reçurent des parcelles voisines de leurs habitations. Le film de la collectivisation se déroula en sens inverse.

Par ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant une sorte de rançon aux tendances individualistes du paysan. (...) Les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment couverts dans une mesure plus grande par son travail "pour lui-même" que par sa participation au kolkhose.. (...) Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage tout à fait barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et, plus encore, de femmes, dans des cultures naines, et de l'autre le rendement très bas du travail dans les kolkhoses".

Et nous disions en 1957 qu'il s'agissait du **pire compromis** possible: "le kolkhose est une forme statique, qui ne peut évoluer sinon vers une prédominance toujours plus grande des cupidités égoïstes et héréditaires, dans laquelle le capital de l'entreprise coopérative s'accumule non pour préparer l'explosion classique de Marx, mais pour beurrer les tartines des basses micro-richesses anti-sociales paysannes. Demain l'Etat n'y trouvera pas un organisme dirigeant unique à prendre en main pour socialiser la machine productive, ni éventuellement une tête unique à faire sauter, mais un organisme invertébré aux centaines, aux milliers de ganglions vitaux, impossibles à atteindre tous"(25).

Cependant si les traits essentiels de la structure agricole sont toujours présents, ils ont dû évoluer sous la pression des besoins toujours plus pressants de la société et des lois du capital:

Evolution de la répartition kolkhozes / sovkhozes

	1940	1950	1960	1970	1980	1989
nombre de kolkhozes (milliers)	236,9	252	41	33	25,9	27,9
nombre d'employés (millions)		25,5	21,7	16,7	13,3	11,8
superficie ensemencée (millions ha)		121	123	99,1	95,2	91,9
valeur de la production (millions de Roubles)			27,8	34,6	66	82,1
nombre de sovkhozes (milliers)	4,2	5	7,3	15	21,1	23
nombre d'employés (millions)	-	1,7	5,2	7,7	11,6	11,2
surface ensemencée (millions ha)	-	12,9	67,2	91,7	111,8	109,7
valeur de la production (millions de Roubles)	-	-	11,6	24,3	67	80,9

(sources: "Le système économique soviétique", op.cit. p.205. "Sovkhoz, kolkhoz ou le problème du communisme" Ed. du Seuil 1964, "Il PC" n°22/1976, annuaires "L'URSS en chiffres")

Ce tableau montre la forte réduction du nombre de kolkhoses dans les années cinquante, qui est un processus de concentration car ni la superficie totale, ni le nombre d'employés n'ont sensiblement diminué. Cette modification correspond à la nécessité de rattraper le retard accumulé dans la production agricole et de pallier à la faible productivité des kolkhoses. Puis nous assistons ensuite à un diminution lente mais continue de la part des kolkhoses dans l'agriculture au point où ils ont été rejoints par les sovkhoses au début des années 80. Parallèlement la productivité du travail dans les kolkhoses n'a cessé d'augmenter; un rapide calcul d'après le tableau indique que si en 1960 elle n'était que 57% de la productivité des sovkhoses, en 1989 elle s'était hissée à 96,3% de cette dernière. Mais la micro-propriété familiale, le lopin kolkhozien, étendu aux sovkhoses depuis Kroutchev, garde malgré tout son importance. En 1989 il y avait environ 37 millions de lopins couvrant 2,7% de la surface cultivable totale mais produisant environ

25% de la production agricole **totale**, mais probablement à peine plus de 10% de la production agricole **marchande**, une part importante de sa production étant auto-consommée. La vente des produits du lopin assure encore le quart du revenu des kolkhoziens.

Pour certains produits la production des lopins reste non négligeable et même déterminante; c'est le cas des pommes de terre (59% de la production en 1989), des fruits (58%, en augmentation car en 1980 il n'en produisait que 42%), des légumes (29%, en augmentation également: 28% en 1985), de la laine (27% contre 21%), de la viande (29%), du lait (27%) des oeufs (26%), etc. (source: "SSSR v tsifrakh, diverses années). En 1989 la petite production familiale possédait encore 20% du cheptel (contre 56% en 1941, 30% en 1961, 25% en 1971) dont 31% des vaches (75% en 1941, 47% en 1961, 39% en 1971), 23% des ovins et caprins (chiffre en augmentation régulière depuis 1976) dont près de 80% des chèvres.

(A suivre)

(1) cf K.Marx, "Contradictions entre le développement irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation en tant que base de la surproduction. Caractère apologétique de la théorie sur l'impossibilité de la surproduction générale" in "Théories sur la plus-value", Tome II, p.630, Ed. Sociales; ("Marx Engels, La Crise" Ed. 10-18, p.330).

(2) cf "Struttura economica e sociale della Russia d'oggi", pp. 556, 557.

(3) cf "Struttura..." ainsi que "Dialogue avec les morts" entre autres nombreux textes; voir aussi "De Kroutchev à Gorbatchev...", "Le Prolétaire" n°412.

(4) La "Pravda" du 11/5/69 écrivait ainsi: "L'entreprise léningradoise typique (dans les constructions mécaniques) possède un éventail complet de lignes de production subsidiaires. Elle a sa "mini-fonderie", sa forge et son atelier pour les plastiques. Elle fabrique ses propres boulons et écrous, et effectue elle-même le travail de maintenance sur ses équipements. Tout cela est extrêmement cher" cité dans "Le système économique soviétique", Ed. Nathan 1989, p.46. "La Tribune de l'Expansion" du 27/12/91 décrit ce phénomène tel qu'il s'étale au grand jour désormais: "les grosses entreprises soviétiques sont devenues auto-suffisantes"; exemple d'une usine métallurgique: "ils produisent chaque jour 1,5 tonnes de poisson frais"...

(5) cf "Struttura...", p.687.

(6) cf "Le Monde", 28/9/90. Le chiffre de 300 milliards de roubles, avancé pour 1991 au lieu des 96,6 officiellement inscrits au plan, correspondrait à 30% du PNB!

(7) cf "Le système économique soviétique", op. cit., p.138.

(8) cf Engels, "Anti-Dühring", Ed. Sociales p.199 et 201. Il faut rappeler cependant qu'Engels accorde une place centrale dans la désintégration du militarisme à l'action révolutionnaire du prolétariat: le militarisme familiarise le peuple avec le maniement des armes, donc le rend **"capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple - ouvriers de la ville et des champs et paysans - a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire; la machine refuse le service, le militarisme périt de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était bourgeoise et non prolétarienne, - l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondît à leur situation de classe, - le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement par l'intérieur du militarisme et avec lui, de toutes les armées permanentes"**("Anti-Dühring", p.199). Dans l'ex-Union Soviétique, les Forces Armées sont durement secouées par la crise et elles connaissent désertions, mutineries, scissions et fractures selon des alignements "nationaux"; mais dans l'Armée comme dans le reste de la société, il manque tragiquement la présence et l'action du parti de classe pour que le prolétariat ne se contente pas de subir la crise, mais en profite pour renverser le capitalisme.

(9) cf "Les Nouvelles de Moscou" n°2 et n°12/1992.

(10) R. Luxemburg, "L'Accumulation du capital", Tome II, p.134, Ed. Maspéro.

(11) Déclaration de Belousov, président de

la commission d'Etat pour les questions militaires, à la "Pravda" du 28/8/90, cité dans "L'URSS, la dislocation du pouvoir", La Documentation Française, 1991. En 1965 déjà, 100% des téléviseurs, radios, magnétophones, appareils photos étaient fabriqués par les industries de la défense, ainsi que 73% des motos, 49% des aspirateurs, 48% des réfrigérateurs et 41% des machines à laver; cf. "L'URSS au tournant", p.120. En 1991 **40%** de la production du complexe militaro-industriel était consacrée au domaine civil.

(12) cf "Financial Times", 28/10/91.

(13) cf. A.I.Pozharov, "Les fondements économiques de la puissance militaire de l'Etat socialiste", 1981, cité dans "USA-Documents" (publié par l'Ambassade des Etats-Unis en France).

Au plénum d'octobre 80 du CC du PCUS, Brejnev appelait le complexe militaro-industriel à soutenir les industries civiles. Cet appel ne fut cependant pas répété par la suite et à comparer les objectifs à ce sujet des Xe et XIe plans (soit 1976-80 et 1981-85), on constate plutôt un **ralentissement** à partir de 81 de l'effort des militaires vers les productions civiles, probablement à mettre en rapport avec l'accélération de la course aux armements à ce moment:

Production de biens de consommation par l'industrie d'armement

Secteur de l'industrie militaire	Augmentation prévue 1976-80 %	81-85 %
Aviation	50	45
Electronique	90	85
Radio	200	80
matériel de communication	200	66

(source: Problèmes économiques n°1750)

Il n'y a en fait pas eu de conversion du militaire vers la production civile et le problème de la "konversya" se posera avec une ampleur et une urgence extrêmes et, disons-le, désespérées, sous Gorbatchev et sous Eltsine.

(14) En 1989 Ligatchev constatait que "L'ampleur de la production militaire rend tout à fait impossible toute restructuration économique" "Pravda", 21/7/89.

(15) chiffres obtenus pour l'URSS d'après les données officielles de la valeur en Roubles des importations alimentaires et de la production agricole, cf l'annuaire "L'URSS en chiffres". Pour les Etats-Unis chiffres calculés d'après "L'URSS en révolution" Ed. Messidor 1987, p.23; ainsi que "Les Echanges agricoles mondiaux" in "Les Cahiers Français" n°253 (oct.-déc.1991).

(16) cf "Les Fluctuations économiques en URSS" Ed. E.H.E.S.S. 1989, p.202-203.

(17) cf "Le Système agro-alimentaire soviétique et les échanges agricoles", CCEET/OCDE

1991, p.98. Pour les rendements, cf "Images Economiques du Monde", SEDES 1990, p.71. Dans les pays de culture intensive, les rendements sont beaucoup plus élevés, et le nombre de travailleurs augmente aussi, quoiqu'en restant bien inférieur aux chiffres soviétiques. Exemple du Danemark: 72,2 quintaux/ha avec 5,6-5,7 travailleurs/100 ha.

(18) cf "Le Système...", op.cit., p.87 et suivantes. La production accrue d'engrais avait permis de résorber la "crise des engrais" de la deuxième moitié des années 70. Mais la production et la livraison à l'agriculture ont fortement chuté après 1988 en raison tant de pénuries d'énergie ou de matières premières, que du plus que **doublément** du prix de vente des engrais. Dans "Quatrième Internationale" n°44 (mai-juillet 1992), Mandel prétend que la pénurie d'engrais en URSS est causée par le gaspillage du aux "priorités arbitraires fixées par la nomenklatura" et n'a rien à voir avec la "loi de la valeur": pourquoi alors augmenter les prix? La nomenklatura les a précisément justifiées pour des raisons de rentabilité...

(19) "L'URSS en chiffres pour 1988" indique que 5,8 millions d'hectares ont été perdus de 1980 à 1988 (2,6% du total des surfaces d'ensemencement) et commente savoureusement: "Les affaires sont extrêmement malchanceuses quant à la conservation et l'utilisation rationnelle du fonds de terre de notre principale richesse nationale". L'invocation de la malchance vaut bien l'invocation de l'arbitraire par les trotskystes. Une partie des terres est fortement polluée par des excès d'engrais; c'est notamment le cas des cultures industrielles comme le coton en Asie centrale: l'exemple de la mer d'Aral, partiellement asséchée et polluée par des résidus de pesticides et d'engrais répandus en quantité pour pallier à l'épuisement des sols, est connu du monde entier. C'est alors le cas de dire avec Marx: "**La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main: le système industriel à la campagne finissant aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre**" (Le Capital, tome 3, ch.47, §5. Ed. Sociales p.737).

(20) L'URSS produisait 4,8 fois plus de tracteurs que les Etats Unis, ce qui n'empêche pas que le nombre de tracteurs par 100 ha de terres arables est 3,3 fois plus faible que dans ce pays, en raison de la mauvaise qualité des tracteurs soviétiques qui provoque leur usure rapide. A partir de 1985 la production de tracteurs ainsi que le parc de

tracteurs en fonctionnement ont commencé à diminuer. A partir de 1987 ce phénomène se généralise à la plupart des machines agricoles, excepté les camions ("L'URSS en chiffres", différentes années). "En 1989 on fabriquait 2 à 3 fois plus de moissonneuses-batteuses "Iénisséi" qu'il était possible d'en vendre et cette pratique a conduit de nombreuses entreprises au bord de la faillite" cf "Le Système...", op.cit. p.84. Il est intéressant de signaler que l'industrie du machinisme agricole en Occident vient, elle aussi, d'entrer dans une grave crise de **surproduction**.

(21) En 1987 seuls 10% des logements ruraux disposaient du chauffage central et de l'eau courante et 5% de l'eau chaude. cf "Le système..." op.cit., p.81.

Un auteur soviétique écrivait: "A l'heure actuelle dans la moitié des villages et des hameaux il n'y a pas d'institutions de santé publique et de culture, dans un tiers, pas le moindre commerce. Pour 1000 enfants, les places dans les institutions préscolaires sont deux fois moins nombreuses qu'en ville. Il y a trois fois moins de gaz et d'énergie électrique pour les besoins domestiques des habitants des campagnes que ceux des villes", cf I. Loukonine, "Changement dans la structure des investissements en capitaux dans le complexe agro-industriel" in "Ekonomist" n°3, sept. 91.

(22) "Dans la zone des terres non noires de Russie, on compte 3,7 km de routes en dur par exploitation agricole alors que les besoins

minimums sont de 25 à 30 km, etc." cf "Le Courrier des Pays de l'Est" n°355 (déc.90). voir aussi le chapitre sur les transports dans "A Study of Soviet Economy" op.cit., vol.3. Ceci est confirmé par I. Loukonine: "le manque de routes praticables, surtout dans les districts reculés, freine sérieusement le développement des campagnes. En moyenne il y a pour chaque exploitation 5 à 6 km de routes inter-exploitations revêtues en dur, alors que le besoin minimum est de 18 à 20 km, et qu'il s'agisse là de la condition indispensable pour l'amélioration de la vie paysanne". cf I. Loukonine, op.cit.

(23) "Mai la merce sfamerà l'uomo", in le recueil du même nom de "Fils du temps" consacrés à la question agraire, Ed. Iskra, disponible à notre adresse. Le calcul sur la consommation urbaine reprend le raisonnement exposé dans notre "Struttura..." p. 513-514 à propos de la consommation de céréales. "Struttura..." pouvait ainsi établir que, contrairement aux affirmations de Kroutchev, la consommation de céréales par la classe ouvrière urbaine ne pouvait qu'avoir baissé. Les statistiques soviétiques officielles le reconnaissent maintenant, mais y voient un signe de l'amélioration du régime alimentaire par sa diversification, ce qui n'était que partiellement vrai, même avant la chute brutale de la consommation de viande, fruits et légumes des derniers mois.

(24) cf "L'URSS au tournant", op.cit. p.70.

(25) cf Trotsky, "De la révolution", Ed. de Minuit, p.491-492; "Struttura...", p.501.

Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes indépendants (2)

LA TENDANCE IRREVERSIBLE DE L'INTEGRATION DANS L'ETAT DU COLLABORATIONNISME REFORMISTE

27. Par rapport aux intérêts prolétariens, immédiats et historiques, le collaborationnisme politique et syndical se situe fondamentalement et congénitalement en faveur de la **conciliation sociale**, dont il fait dépendre la possibilité pour le prolétariat, dans son ensemble comme pour ses diverses couches, d'obtenir des concessions de la part de la classe dominante et de son appareil politique.

Sur ces bases le collaborationnisme politique et syndical organise ses propres structures et ses appareils de façon à ce que ces organisations agissent fondamentalement contre les intérêts du prolétariat, en dépit de ce qu'elles affirment; en ce sens non seulement le national-communisme des partis parlementaires qui se réclament de la classe ouvrière - contre-révolutionnaires et soutiens de l'ordre établi depuis toujours - mais aussi le syndicalisme ouvrier tricolore, agissent toujours plus ouvertement comme agents du capital dans les rangs du prolétariat, en le détournant des objectifs classistes et en s'opposant à toute tentative indépendante de lutte. La conséquence de ce fait est qu'il est toujours plus difficile d'utiliser au profit de la lutte prolétarienne classiste les structures non seulement centrales mais périphériques des syndicats tricolores. Et ceci vaut non seulement pour les syndicats d'origine ouvertement patronales (comme la CISL et l'UIL en Italie, la CFTC ou FO en France) ou anti-prolétariennes (comme les syndicats fascistes CISNAL en Italie, CFT en France, etc.), mais également pour les syndicats qui se réclament d'origines prolétariennes (comme la CGIL et la CGT).

La politique du collaborationnisme réformiste,

même «de gauche», place toujours au premier plan l'intérêt économique et politique de la société bourgeoise dont il ne remet pas en question la structure politique et sociale, mais qu'il espère améliorer par des pressions sociales et des interventions politiques,

Le communisme révolutionnaire nie - et l'histoire l'a amplement démontré - la possibilité d'une amélioration graduelle de la société capitaliste qui pourrait réaliser l'émancipation de la classe ouvrière, alors que celle-ci doit au contraire défendre constamment et de façon toujours plus âpre ses conditions d'existence. Mais il ne se désintéresse pas pour autant de la lutte immédiate et syndicale; il lui donne au contraire une grande importance, non seulement parce que c'est le terrain où l'opportunisme s'est profondément implanté, mais c'est parce que c'est aussi sur ce terrain immédiat que le prolétariat est objectivement poussé à défendre ses propres intérêts, à s'organiser pour les défendre de la façon la plus efficace, à éprouver ses propres forces face à celles des autres classes. Et c'est sur ce terrain que les masses prolétariennes poussées à l'affrontement social avec la bourgeoisie acquièrent l'expérience de luttes et expriment la nécessité de s'émanciper en détruisant le cadre de la société bourgeoise.

Les tentatives de réaménagement de la société et de ses institutions par des aménagements, des réformes, correspondent en fait à des exigences politiques et économiques à long terme du capitalisme et du maintien de sa domination sur la société, même si elles se réalisent de façon différente dans les différentes phases du cycle économique et politique bourgeois.

Le point de vue du collaborationnisme réformiste est donc la conservation sociale et l'amélioration productive au moyen de l'efficacité accrue de l'en-

treprise et de la gestion du capital, qu'il soit public ou privé; efficacité et gestion qui réclament la plus grande productivité de la force de travail et qui, donc, agissent sur celle-ci dans le sens des exigences de la concurrence capitaliste et du marché mondial.

28. Dans les périodes d'expansion économique, les interventions réformistes répondent à la nécessité de transformation, de rationalisation et de modernisation continues suscitées par un appareil productif qui révolutionne constamment les techniques productives et les modalités d'utilisation de la force de travail, ainsi qu'à la nécessité d'amortir les contradictions sociales et de garantir la paix sociale en accordant au «monde du travail» toute une série d'«avantages» et de «garanties». Ces «avantages» et ces «garanties», concédées sous la pression de la lutte ouvrière, ne représentent en fait qu'une toute petite fraction de l'énorme masse de richesse produite par le travail salarié que le capital s'approprie lors de son procès d'accumulation et de valorisation. Ces «garanties» entraînent une amélioration effective du niveau de vie des masses ouvrières, mais elles ne combent pas l'abîme existant entre capital et travail qui au contraire ne cesse de s'approfondir au cours du développement contradictoire de la société capitaliste. En même temps ces «garanties» constituent une espèce de réserve qui, par l'intermédiaire des appareils collaborationnistes, lie le prolétariat au sort de l'économie capitaliste (au niveau de l'entreprise ou de la nation) et donc à la conservation du régime bourgeois.

Dans les périodes de récession et de crise économique, on n'assiste pas à un coup d'arrêt de l'adaptation réformiste de la société, mais bien à une véritable orgie d'interventions réformistes qui accompagne la prolifération de mesures anti-prolétariennes. L'exigence de restructuration et de modernisation de l'appareil productif est ressentie avec acuité par la classe des entrepreneurs en raison de l'aggravation de la concurrence entre capitalistes sur les marchés nationaux et internationaux, alors que par ailleurs apparaît le besoin de démanteler graduellement tout l'appareil de «garanties» et de concessions accordées auparavant à la masse des prolétaires. Des réformes nouvelles sont alors mises en oeuvre... pour supprimer les anciennes, des «réformes de structure» à la «réforme du salaire».

Mais du coup la bourgeoisie doit essayer de trouver à travers des concessions de caractère politique aux partis et aux syndicats qui prétendent représenter les travailleurs et qui jouissent de la confiance des masses, des contre-parties, illusoire et démagogiques, à la dégradation des conditions d'existence de la classe ouvrière. La classe ouvrière, désorientée par la grêle de coups qu'elle reçoit, est poussée à se réfugier sous l'aile du collabora-

tionnisme dont le pouvoir contractuel se voit renforcé. Mais elle ne fait ainsi que se réfugier sous la tutelle d'un appareil qui s'érige toujours plus en agent de l'Etat et du capital parmi les prolétaires, qui prend toujours plus en charge la productivité et la discipline dans l'usine et qui paralyse toute réaction classiste par le réseau de contrôle capitaliste qui s'exerce à travers les structures de base et périphériques de la démocratie.

Dans les périodes de récession et de crise, en phase avec l'exigence du capital et de la classe dominante de renforcer la défense de ses intérêts économiques, politiques et militaires, le collaborationnisme politique et syndical tend à concentrer les forces du prolétariat sur des programmes de renouveau et de réformes basés sur la défense de la démocratie et de la légalité. Le collaborationnisme se fait donc le «garant» envers les classes dominantes du contrôle de la classe prolétarienne et de ses poussées; en échange de ce service il demande de participer à la gestion de l'Etat et de ses institutions. Les sacrifices que la classe ouvrière est appelée à accepter non seulement ne peuvent aboutir à une amélioration future, mais elles représentent une espèce de pacte pour la conservation sociale.

29. En résumé dans les périodes d'expansion économique le collaborationnisme réformiste tire son succès et son influence sur le prolétariat des miettes concédées par la classe dominante et d'une hausse du niveau de vie des masses prolétariennes. Dans les périodes de récession et de crise le collaborationnisme réformiste, tout en perdant de la crédibilité, tout en voyant diminuer le nombre de ses adhérents et de ses électeurs, arrive cependant à maintenir son influence grâce à la crainte, à l'incertitude, à la baisse du niveau de vie et à la misère croissante qui frappent la classe ouvrière vis-à-vis de laquelle il se présente comme le **seul médiateur organisé et reconnu** par les pouvoirs politiques et économiques de la bourgeoisie. Dans les périodes de crise économique prolongée, comme à l'heure actuelle, où les phénomènes de dégénérescence sociale s'entrecroisent étroitement avec la croissance de couches sociales marginalisées, sans emploi, sous-prolétarisées, pour lesquelles les issues semblent disparaître les unes après les autres, le collaborationnisme réformiste maintient son influence sur les masses presque exclusivement grâce à l'appui que lui accordent l'Etat et la classe dominante de façon ouverte et directe. D'autre part il s'appuie toujours davantage sur les couches les plus arriérées de la classe, sur celles qui sont le plus enclines à lier leur sort au char de la bourgeoisie dans l'illusion de pouvoir compter sur le réformisme politique et syndical pour se défendre contre l'aggravation de leurs conditions d'existence quotidienne ou pour le maintien des garanties qu'elles possèdent encore. C'est dans ce schéma d'ensemble, qu'il ne faudrait pas prendre pour une succession

d'étapes obligatoires, que s'inscrit l'évolution contradictoire des rapports de force entre les classes - et donc entre les diverses organisations politiques et syndicales qui les représentent - qui, au delà de la tendance irréversible de l'intégration du collaborationnisme dans l'Etat, peut provoquer heurts et ruptures avec certaines parties des institutions existantes; de sorte que des couches prolétariennes, ou des organisations «extrémistes», peuvent tomber dans l'illusion qu'il est possible de faire faire au réformisme collaborationnisme ce qu'il ne peut pas faire, même de façon temporaire, à savoir défendre de façon efficace les intérêts immédiats et généraux du prolétariat (1).

La contre-partie que demande le collaborationnisme au prolétariat, surtout lorsqu'il est contraint sous la poussée de la «base» ouvrière à durcir ses attitudes, sera toujours plus néfaste aux conditions de vie, de travail et de lutte du prolétariat.

L'EXIGENCE DE LA RUPTURE AVEC LA PRAXIS ET LES LIGNES POLITIQUES ET SYNDICALES DU COLLABORATIONNISME

30. Les épisodes de luttes ouvrières ces dix dernières années, tout en ayant été très vigoureux comme dans le cas des mineurs anglais, des sidérurgistes français, des ouvriers de la FIAT, etc., n'ont pu encore permettre l'expression d'un courant classiste stable, capable de faire de ces expériences des points de référence et de force pour les luttes actuelles et futures. Elles ont cependant montré qu'il est possible de s'appuyer sur ces expériences pour développer un courant de classe au sein du prolétariat dont la nécessité objective existe depuis longtemps déjà, mais dont la réalisation pratique nécessite encore une maturation supplémentaire de la situation. Seule la lutte de classe déterminée par les intolérables conditions d'existence et s'opposant au despotisme social et d'entreprise de la classe dominante, peut s'opposer réellement à l'influence du collaborationnisme réformiste et redonner au prolétariat confiance en ses propres forces et dans ses propres intérêts indépendants.

Mais il serait contraire aux intérêts de la lutte de classe de croire qu'il est possible d'accélérer le processus par des expédients tactiques, comme par exemple la construction de syndicats dits «de classe» artificiels ou l'infiltration de la hiérarchie syndicale pour faire changer d'orientation les syndicats, ou comme l'appel aux prolétaires à aller «faire leur expérience» à l'intérieur du collaborationnisme dans le but qu'ils puissent comprendre son caractère négatif, ou, pire encore, à se substituer au mouvement prolétarien qui tarde à décoller, en brûlant les étapes de l'affrontement social et de la lutte armée entre les classes.

Nous sommes encore aujourd'hui dans une pha-

se de rupture embryonnaire avec le collaborationnisme, dans une phase de grande immaturité classiste, au point qu'il serait désastreux que les conditions objectivement favorables à l'affrontement décisif entre les classes se présentent à l'échéance de quelques années. L'absence d'un parti communiste révolutionnaire influent sur la classe et ferme sur les positions théoriques et tactiques, l'absence d'une expérience solide de luttes classistes, d'organisations de défense immédiate implantées dans le prolétariat, provoquerait alors une terrible défaite qui éloignerait pour encore de nombreuses décennies la possibilité de reprendre et de mener jusqu'à la victoire la lutte révolutionnaire internationale.

31. Du point de vue donc de la défense des conditions de vie, de travail et de lutte du prolétariat, et du point de vue de la lutte de classe et de son développement, **l'exigence de la rupture avec la praxis et avec les lignes politiques et syndicales des organisations réformistes**, se présente avec une force sans cesse croissante.

Divers secteurs prolétariens se sont mis, de fait, en mouvement dans cette direction, sans en avoir vraiment conscience et de manière épisodique, comme en témoignent de nombreux épisodes de luttes dans les secteurs industriels ou des «services», y compris dans les pays les plus développés. Mais jusqu'à présent ces épisodes de lutte sont encore dispersés en raison de causes diverses: immaturité et manque d'expérience des mouvements qui ont exprimé cette tendance à s'émanciper des limites non seulement patronales et étatiques, mais aussi des limites imposées par le réformisme; pression encore énorme de l'action combinée du patronat et du collaborationnisme réformiste; permanence des habitudes et des déformations légalistes et démocratiques héritées de la période précédente sur lesquelles s'appuie le réformisme pour ramener les grèves et les luttes dans le giron de la solidarité nationale ou de la défense des institutions, ou pour les briser.

32. Pour l'activité des prolétaires conscients et des communistes révolutionnaires vers la formation d'un pôle classiste et donc d'organisations ouvrières indépendantes, il est indispensable de tenir compte de l'état réel de la classe, tout comme il est indispensable de mener avec détermination cette activité.

Comme le but principal des communistes révolutionnaires n'est pas de construire des organisations de type immédiat ou syndical, mais de former et de renforcer l'organe spécifique de la lutte révolutionnaire - le parti de classe - de nombreux groupes révolutionnaires ont tendance à refuser de prendre en charge les tâches et les objectifs spécifiques de la lutte immédiate, réservant leur énergie à la future lutte révolutionnaire, et se consacrent dans l'intervalle à l'enregistrement et à l'analyse des

phénomènes de la vie sociale ou à la simple exhortation à la lutte révolutionnaire. Cet **indifférentisme** qui peut toucher toutes les questions «immédiates» de la vie de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales, sociales ou politiques, ne nie pas forcément l'activité des communistes révolutionnaires sur ce terrain immédiat, mais le comprend seulement comme du prosélytisme en faveur de son groupe politique. D'autres groupes, devant la difficulté à étendre l'influence des communistes au sein de la classe, et devant les difficultés de celle-ci à retrouver le chemin de la lutte de classe, sont poussés à centrer toute leur activité sur les tâches et les problèmes spécifiques de la lutte immédiate, jusqu'à être complètement absorbés par les méthodes et les illusions du terrain de la lutte immédiate et à tomber dans l'opportunisme.

Cet **immédiatisme**, pratiqué soit par des organisations qui se disent «parti», soit par des organisations prolétariennes plus lâches, ne nie pas toujours la nécessité de la théorie révolutionnaire, mais il la limite aux seuls besoins immédiats de la lutte quotidienne, sans se soucier des orientations strictes et des objectifs généraux du marxisme; l'immédiatisme croit pouvoir obtenir rapidement des succès importants, à partir desquels il espère développer peu à peu «par en bas» la lutte révolutionnaire. Il ne se rend pas compte qu'ainsi il reste ou devient prisonnier de l'opportunisme qui historiquement a construit sa force sur le terrain immédiat.

Indifférentisme et immédiatisme, ces deux déviations qui ont toujours menacé les organisations révolutionnaires, constituent elles aussi un obstacle à la reprise de la lutte de classe. Elles sont des obstacles à la maturation de la lutte ouvrière et de ses organisations indépendantes du collaborationnisme: Ou elles considèrent la lutte ouvrière immédiate comme une perte fatale d'énergie étant donné que la seule «véritable» lutte est la lutte révolutionnaire, ou elles la considèrent comme la seule lutte possible à un moment où la lutte révolutionnaire peut paraître mythique. Ces déviations qui constituent le fondement de mille variantes diverses doivent être combattues sans trêve, tout en sachant que les prolétaires qui y tombent y sont poussés par leur désir de réagir contre l'immobilisme et le bureaucratisme de l'opportunisme réformiste classique, qui dont toujours rester la cible principale de la critique marxiste.

33. L'écroulement des mythes de la société de consommation, de l'amélioration perpétuelle du niveau de vie et de la lente transformation de la société, a sans aucun doute profondément ébranlé le contrôle social de la classe dominante et donc la force de l'influence réformiste sur la classe.

Mais il serait illusoire de croire que cet écroulement des mythes réformistes a creusé un profond fossé entre prolétariat et bourgeoisie, et qu'il est possible aujourd'hui de se poser le problème prati-

que de l'offensive prolétarienne. La lente mais inexorable chute de toute une série de «garanties» sur le plan économique et social supprime effectivement un important point d'appui à l'influence du collaborationnisme politique et syndical sur la classe. Le collaborationnisme est ainsi obligé de changer sa façon d'agir et de se comporter par rapport au prolétariat. Les effets de la crise économique et de sa prolongation qui sont la cause des sacrifices imposés au prolétariat, l'usure des organisations réformistes qui s'étaient développées grâce à la longue période d'expansion économique, provoquent un relâchement du lien entre ces organisations et de larges couches de la classe ouvrière, libérant un espace pour l'action anti-collaborationniste. Ces brèches qui s'ouvrent à l'action des communistes peuvent servir à la reprise de la lutte de classe à condition de ne pas tomber ni dans l'illusion que le prolétariat est désormais automatiquement sur la voie classiste, ni dans l'illusion qu'il est possible de pouvoir développer la lutte de classe par l'intermédiaire des appareils réformistes, ni dans l'illusion de pouvoir accélérer la reprise de la lutte de classe en «élevant» le niveau de l'affrontement social par des expédients tactiques, qu'ils soient de type mouvementiste (tout mouvement = lutte, toute lutte = victoire) ou «lutte armée» (un coup bien dirigé vaut cent mouvements).

LES REACTIONS IMPATIENTES N'ÉCHAPPENT PAS AU COLLABORATIONNISME

34. Des couches prolétariennes et des courants dits «extrémistes» répondent sur le terrain immédiat comme sur celui de la lutte politique à la détérioration des conditions de travail et de salaire, aux mesures qui finissent par éliminer les «rigidités» et les automatismes des dites «garanties sociales» (qui ont alimenté tous les mythes du collaborationnisme), aux coups portés au «pouvoir syndical», au rôle contractuel dans l'entreprise et dans les «relations industrielles».

L'aggravation de la tension sociale provoquée par les restructurations industrielles, par la nouvelle organisation du travail, la réforme du salaire, a ouvert une longue période de tensions dans les entreprises, caractérisée essentiellement par la lutte pour le maintien des améliorations obtenues dans les années qui ont précédé la crise économique générale du capitalisme. D'autre part le processus de détérioration des conditions de vie et de travail prolétariennes n'a pas été un processus linéaire; à travers une série de mesures politiques sur le plan social, permises par une situation économique interne et internationale qui n'était pas encore catastrophique pour les grands pays impérialistes, ce processus a été freiné par toute une série d'amortisseurs sociaux comme les indemnités de chômage

et les plans pour l'emploi, le développement des «petits boulots», les plans étatiques de «reconversion» des régions en difficulté, etc.

35. Mais durant les années quatre-vingt la résistance prolétarienne pour le maintien des acquis se transforme de plus en plus en corporatisme, en concurrence accrue pour conserver ses emplois, en repli à des niveaux individuels ou de petites catégories. Cette défaite n'est pas due pour l'essentiel à l'initiative patronale, à la répression étatique ou à la criminalisation des luttes; le responsable en est avant tout l'oeuvre incessante des appareils collaborationnistes, syndicaux et politiques, pour avilir, isoler, démoraliser et désorienter toute lutte et toute tentative de lutte et d'organisation prolétarienne indépendante.

Au cours de cette période se développent des courants politiques qui réagissent à la puissance patronale et étatique de façon parfois même radicale, mais en général sur la base d'une «impatience» qui caractérise toutes les époques qui suivent les périodes d'expansion et d'illusions gradualistes.

Cette «impatience» exprime le ressentiment envers un système social doté de tant richesses et si «injuste» dans leur répartition entre les classes; envers les masses qui n'entrent pas en lutte pour s'opposer aux détériorations et pour imposer leurs exigences; envers les partis de gauche qui engluent les masses dans la routine désastreuse de la vie parlementaire et dans la pratique politique des «petits pas» et de la solidarité nationale.

Elle exprime le désir ardent de sortir au plus vite du tunnel de la crise (souvent considérée comme «voulu par les patrons») en utilisant la force numérique des masses prolétariennes et leurs potentialités subversives, en accélérant les rythmes de maturation des affrontements sociaux par des campagnes idéologiques, par des actions répétées pour ne pas laisser de trêve à l'ennemi, par des actions exemplaires y compris de caractère violent pour démontrer que cet ennemi n'est pas invulnérable.

Dans la mesure où cette impatience ne trouve pas parmi les masses un soutien rapide, comme elle ne peut par définition se fixer des échéances plus lointaines, elle finit inévitablement par se retourner vers les partis qui influencent le prolétariat - essentiellement le PCI et le PSI - dans l'illusion de pouvoir les «utiliser» en faveur de la lutte de masse pour le communisme; dans les cas les plus extrêmes de terrorisme on arrive même à chercher auprès de l'Etat bourgeois une reconnaissance et une légitimation, ce qui ouvre la voie à une complète désagrégation dont le phénomène des «repentis» a été l'expression.

Cette impatience s'est exprimée en Italie et d'autres pays européens sous des formes très différentes mais en général liées à une vision «mouvementiste» du développement de la lutte des classes, basée sur l'idée qu'il suffit que les masses

se mettent en mouvement pour qu'elles «prennent conscience», fassent des expériences, croissent en maturité politique. Il existe une quantité de variantes: qui considère les masses comme produisant leurs propres avant-gardes et définissant leur propre chemin, qui les considère comme une armée à laquelle il suffit de donner des généraux; qui les envisage comme une occasion pour son propre renforcement et son propre prestige, qui les croit déjà prêtes pour le saut qualitatif révolutionnaire, qui les imagine mûres pour réaliser ici ou là, communauté par communauté, des premiers pas vers le communisme.

Ce n'est que dans quelques cas que ces tendances se sont cristallisées en organisations politiques précises; le plus souvent elles se manifestent de façon confuse, provoquant un mouvement oscillatoire d'amour-haine envers le PCI, ce qui n'empêche pas l'apparition de sectarismes, de rivalités et d'oppositions profondes, en alternative à la réalisation d'alliances et de fusions plus ou moins éphémères.

Quoiqu'elle soit une réaction à l'immobilisme et au bureaucratisme du réformisme traditionnel auquel elle s'oppose sur différents plans, cette vision mouvementiste du développement de la lutte de classe fait dépendre en réalité le succès de ses actions, de pressions sur le réformisme pour lui faire faire au moins un bout de chemin sur la route de la... révolution. Bref, cette vision remet en fait la clé du développement de la lutte de classe et de la future lutte révolutionnaire entre les mains du réformisme qui lui ferait le grand plaisir de mettre les masses en mouvement avant de laisser les révolutionnaires en prendre la tête. En attendant elle abandonne au collaborationnisme le monopole de la direction de la lutte ouvrière immédiate et renonce à toute perspective d'organisation indépendante de classe.

LES FAUSSES ALTERNATIVES DU THEORICISME ET DU MOUVEMENTISME

36. Du point de vue de la lutte de classe et de sa reprise, les tendances politiques de type indifférentiste et immédiatiste n'ont été et ne sont capables de fournir aucune contribution positive significative. La vision «mécaniste» de l'histoire affirme que si des mouvements et des tendances du type dont nous venons de parler ont existé, c'est parce que les conditions dans lesquelles s'est développée la lutte politique et syndicale, l'évolution de l'économie capitaliste et l'absence de lutte révolutionnaire ne permettaient pas qu'il en soit autrement. C'est pourquoi, ou bien l'on part des mouvements et tendances existantes pour continuer sur la même voie en surmontant leurs erreurs et leurs échecs; ou l'on attend que la maturation des contradictions

matérielles et sociales fassent surgir des mouvements sociaux non seulement plus susceptibles de développements classistes, mais déjà imprégnés de poussées anti-capitalistes, déjà en somme quasiment armés et prêts pour la lutte révolutionnaire.

Dans les deux cas on se fie à la spontanéité des mouvements sociaux pour ouvrir la voie de la révolution, tandis qu'on se fie à la direction politique d'une avant-garde pour instruire les masses des bienfaits de la révolution et du communisme, comme s'il s'agissait d'un «choix» que celles-ci feraient consciemment à un certain point de leur mouvement.

La vision «dynamique» de l'histoire affirme au contraire que le prolétariat - étant donné le poids encore énorme du réformisme, l'agressivité du patronat, la crise économique profonde, l'absence de points de référence classistes - ne pouvait pas ne pas passer par des mouvements de ce type, puisqu'ils expriment, quelle que soit leur idéologie ou leur forme, le besoin de se rebeller devant les conditions présentes d'existence. En ce sens, même s'il est nécessaire de critiquer les exagérations politiques, pratiques ou idéologiques de ces mouvements, il faut cependant juger ceux-ci positivement car ils contribuent à réagir à la passivité et à la résignation qui règnent parmi les masses et donnent ainsi un appui décisif à la reprise de la lutte de classe.

Le problème serait donc, selon cette vision, d'accompagner les mouvements en acte tout en faisant en sorte de leur éviter les exagérations et les excès, mais sans en anticiper les développements et les débouchés car cela empêcherait qu'ils fassent «l'expérience directe» indispensable pour aller plus loin.

Dans ce cas on s'abandonne complètement à la spontanéité des mouvements sociaux, avec ses flux et reflux, qui pourrait d'elle-même balayer tous les obstacles qui se dressent sur son chemin; il suffirait que de temps à autre, et si possible «de l'intérieur» pour être plus «crédible», l'avant-garde mette en garde contre les dangers d'exagération, évalue le degré de maturité de la situation et indique aux masses la distance restant à parcourir avant d'arriver à la situation révolutionnaire.

37. Ces deux visions sont complètement erronées. Toutes les deux laissent aux mouvements sociaux tels qu'ils sont et se développent le soin de **tout faire**, la responsabilité de leurs erreurs, la possibilité de se développer en un sens classiste et de se donner d'eux-mêmes les avant-gardes dont ils «ont besoin». Toutes deux chargent les avant-gardes politiques révolutionnaires d'enregistrer les pas en avant faits ou non par ces mouvements et deviner le moment juste pour se mettre à leur tête. Malgré leur apparente haute considération des masses prolétariennes ces visions expriment en même temps qu'un **suivisme** pratique, un profond mépris pour ces masses en raison de leur lenteur à

acquérir une conscience révolutionnaire et la facilité avec laquelle disparaît la moindre étincelle de cette conscience.

L'erreur de ces deux visions est de laisser complètement de côté le concept de **préparation révolutionnaire**, concept qui unit le problème de la formation et de la préparation du parti de classe et le problème de la **conquête** d'une influence décisive sur les masses de celui-ci.

La préparation révolutionnaire est le travail spécifique des communistes et de leur parti qui, en plus de chercher un contact stable et durable avec les détachements les plus sensibles et les plus disponibles à la lutte de classe du prolétariat, contribuent activement - sans se substituer aux masses et selon leurs forces réelles - à la formation d'un pôle classiste sur le terrain de la lutte immédiate, agissent dans le présent en défense du futur du mouvement prolétarien de classe, de la révolution. Cette préparation ne peut être menée réellement que si existe dans la société et les mouvements sociaux un pôle politiquement organisé, solidement ancré à la tradition révolutionnaire communiste, le **parti de classe**.

Et elle ne peut être réalisée en l'absence d'un effort constant, tenace et concentré par le parti pour entrer en contact avec la classe, s'implanter dans ses mouvements afin de conquérir une influence décisive.

Cette préparation ne prévoit pas, mais nie l'aplatissement du parti révolutionnaire sur le mouvement social si radical que soit ce dernier; elle ne prévoit pas, mais nie l'abstention vis-à-vis des mouvements sociaux pour préserver la pureté programmatique. Elle prévoit l'activité concertée des communistes révolutionnaires sur trois niveaux fondamentaux: économique-immédiat, politique, théorique, qui ne doivent jamais être opposés l'un à l'autre ou s'exclure l'un l'autre.

LE PARTI DE CLASSE EST NECESSAIRE A LA LUTTE DE CLASSE

38. Seule la conception matérialiste dialectique de l'histoire, caractéristique du marxisme, est capable d'envisager le rapport entre parti et classe d'une manière qui ne soit ni mécanico-fataliste ni dynamico-mouvementiste.

Cette conception ne se limite pas à constater les contradictions sociales et leurs effets sur les tendances politiques; elle ne se limite pas à enregistrer, même sur de longues périodes, les phénomènes sociaux les plus significatifs, ni n'appuie sur un côté de la contradiction pour vaincre l'autre. Même dans le cas le plus modeste la dialectique marxiste découvre la contradiction la plus générale; dans les contradictions sociales elle lit et distingue les principales et les secondaires, mais toujours d'un **seul point de vue**: celui de la lutte de classe révolution-

naire du prolétariat.

La dialectique marxiste sait que les sauts qualitatifs dans la société ne se produisent que par la conjonction d'une série de facteurs objectifs et subjectifs qui en déterminent la maturation; elle sait aussi que même si du point de vue des conditions historiques de développement économique la société actuelle est depuis longtemps mûre pour le communisme, la nouvelle société ne verra la lumière qu'à l'issue d'une lutte révolutionnaire internationale dont le parti de classe est le dirigeant, le prolétariat international le formidable agent émancipateur et la violence révolutionnaire le puissant levier historique.

39. Selon la dialectique marxiste le développement de la lutte de classe conduit historiquement le prolétariat vers le débouché révolutionnaire en raison des déterminations matérielles qui aiguïssent les contradictions incurables entre classe ouvrière et classe bourgeoise et poussent ces deux classes fondamentales de la société moderne dans une lutte à mort. Mais cette lutte est de classe si elle est menée avec des objectifs, des moyens, des méthodes et des organisations prolétariennes réellement opposées au capital et à ses institutions; elle ne l'est donc pas du seul fait que le prolétariat y est impliqué, mais elle le devient dans la mesure où il réalise un saut qualitatif par lequel il rompt de façon non épisodique avec le collaborationnisme réformiste en plus de la bourgeoisie, par lequel il se lance dans la lutte anti-capitaliste directe, sans médiation du réformisme.

Ce saut qualitatif, cette **rupture** ne peut arriver que si existent quelques facteurs fondamentaux: maturation d'une expérience de lutte anti-capitaliste dans les rangs du prolétariat, consolidation de cette expérience dans des organisations indépendantes, présence dans la lutte politique générale, dans les luttes prolétariennes et dans ses organisations immédiates du parti révolutionnaire influent sur la classe. C'est dans cette perspective que les révolutionnaires communistes interviennent dans la lutte ouvrière immédiate qui naît des contradictions de cette société, mais qui est destinée, sans l'apport nécessaire et indispensable du parti de classe, à ne pas sortir du cadre de la société bourgeoise et, en dernière analyse, des exigences de sa conservation.

40. L'intervention active, organisée, disciplinée, continue et rigoureusement cohérente du parti de classe - toujours distinct non seulement des autres partis, mais aussi de la classe prolétarienne elle-même vers qui il apporte de l'extérieur la théorie révolutionnaire et le patrimoine des luttes passées - est nécessaire pour que le prolétariat agisse en direction de la lutte de classe et, enfin, de la lutte révolutionnaire.

Le problème principal du rapport parti et classe, indispensable à la lutte révolutionnaire future aussi

bien qu'à la lutte de défense économique actuelle, réside dans le fait qu'il ne s'instaure ni se maintient de façon automatique, même dans des situations objectives favorables à la lutte ouvrière. Ce rapport doit être conquis, maintenu, développé d'une certaine façon, cohérente avec les objectifs historiques du parti de classe et l'orientation tactique qui en découle.

Les situations particulières et la succession des contradictions sociales sont tellement intriquées et complexes qu'il serait vain et velléitaire, de prétendre fixer à l'avance une tactique adaptée à chaque situation. Cela signifie que sans une analyse correcte et approfondie de la situation générale et de la période historique, du rapport des forces entre les classes, des mouvements sociaux et des tendances politiques qui se développent, et des modifications de ce rapport des forces, il n'est pas possible d'arrêter une tactique communiste correcte envers le prolétariat.

Le patrimoine politique et de vie militante de notre parti contient, outre le bilan fondamental des révolutions et des contre-révolutions, une série de lignes tactiques qui correspondent aux analyses des situations les plus significatives de cet après-guerre et auxquelles il est nécessaire de se référer pour continuer ce travail; le parti a suivi et appliqué la méthode marxiste qui lui a permis de déchiffrer clairement les tendances fondamentales du cours du capitalisme mondial, de ses crises et de leur inévitable débouché dans la guerre si la révolution ne l'empêche pas. Ces lignes tactiques générales ne doivent pas être modifiées; mais il faut en faire découler des lignes tactiques partielles qui puissent orienter de façon précise et cohérente l'action sur le terrain immédiat. C'est là un travail à l'ordre du jour dans notre effort de reconstitution du parti à l'échelle internationale.

Nous nous limitons ici à réaffirmer quelques analyses et quelques points trop souvent donnés comme acquis.

41. La classe prolétarienne est historiquement l'agent du bouleversement révolutionnaire de la société et de l'avènement de la société communiste; mais elle n'en n'est consciente qu'à travers de son parti de classe. D'elle-même, dans sa situation de classe *pour le capital* et non encore de classe *pour soi*, elle peut dans des situations favorables arriver à la conscience de sa force et de la peur qu'elle inflige à la bourgeoisie et ses alliés, mais elle ne peut aller delà. Les occupations et le «contrôle ouvrier» en Italie dans les années 20 ont donné un exemple du fait que le mouvement prolétarien ne pouvait spontanément dépasser la «prise des usines» et que seul le parti communiste était capable de poser le problème de la «prise du pouvoir» et d'organiser les forces prolétariennes dans cette optique.

La bourgeoisie en est bien consciente - elle en a fait l'expérience - et c'est pourquoi son objectif

historique est de priver la classe ouvrière de son parti politique, de s'emparer des organisations syndicales et politiques en corrompant leurs chefs et en liquidant tout caractère classiste de ces organisations.

MOUVEMENTS REELS ET MOUVEMENTS DE CLASSE

42. Au delà de ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, les mouvements réels sociaux et de lutte sont le fruit d'une série de poussées objectives correspondant en gros aux principales contradictions des situations dans lesquelles ils naissent et se développent. La tendance à s'opposer à l'aggravation de la pression capitaliste sur les salaires et l'emploi conduit diverses couches ouvrières à défendre leurs acquis et d'autres à céder sur ces acquis pour pouvoir conserver un emploi, etc. En règle générale la concurrence entre prolétaires s'accroît; la tendance dominante n'est pas l'unification du prolétariat, mais sa division, le corporatisme, l'opposition entre ouvriers «garantis» et précaires, entre jeunes et vieux, entre ouvriers indigènes et ouvriers immigrés, etc. Les mouvements qui naissent dans cette situation et qui expriment plus ou moins ces tendances sont tout ce qu'il y a de plus réels, mais ne vont cependant pas pour cette raison dans le sens de la lutte de classe.

Aux conditions matérielle subjective de la situation ouvrière s'ajoutent les interventions politiques de la classe dominante et du réformisme qui s'emploient à canaliser les mouvements afin qu'ils restent «compatibles», non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue politique, avec la bonne marche de la société bourgeoise. Ils s'efforcent de contrôler la classe ouvrière par les organisations réformistes et toutes les organisations légales et illégales de la bourgeoisie, ils lui présentent également diverses soupapes de sécurité et favorisent, directement ou indirectement, certains types de réactions: du réformisme radical et «de gauche» à «l'illégalité diffuse» et au «réformisme armé», de l'intoxication religieuse à l'aventurisme.

Les mouvements de masse et politiques qui se sont succédés au cours de ces deux dernières décennies (mais également auparavant, lorsqu'ils étaient plus liés au réformisme traditionnel) même quand ils se sont manifestés sous les formes les plus hostiles à ce réformisme traditionnel, n'ont été et ne pouvaient être, étant donné leurs programmes, leurs objectifs, leurs méthodes, que des oppositions internes au réformisme et non des mouvements en rupture réelle avec celui-ci. De manière générale ils n'ont représenté que des variantes, aux traits plus ou moins accusés, de l'*opportunisme* classique.

41. Pendant toute cette période il y a eu à l'intérieur de ces mouvements de masse des épi-

des de luttes ouvrières qui montraient les premiers signes de fracture avec le collaborationnisme; mais submergés dans le mouvement radical-réformiste, ces épisodes n'ont pu se consolider en expériences organisées, en points de référence stables.

D'autre part, la grande quantité et la relative efficacité de ce que nous avons appelé les *amortisseurs sociaux* (mesures d'assistances sociales en tout genre, indemnités de licenciements, «garanties» salariales, etc.), en dépit de leur réduction progressive, ont contribué à épargner à des grandes masses de travailleurs un écroulement brutal de leurs conditions d'existence, évitant ainsi les effets catastrophiques que cela aurait provoqué sur la paix sociale.

C'est ce cours atténué, freiné, vers la détérioration inexorable des conditions de vie et la misère des masses, qui a été à la base des illusions réformistes des mouvements de lutte de cette période. Ces illusions ont en partie alimenté également les tendances politiques ultimatistes et de lutte armée, véritables expressions du désespoir de ces groupes sociaux petits-bourgeois qui, plus que d'autres, se révoltaient devant la perspective de leur prolétarianisation et l'impossibilité croissante de leur promotion sociale.

Les mouvements politiques formés sur cette base ne pouvaient représenter le coup d'envoi de la reprise de la lutte de classe; ils n'ont pas représenté le «tournant» tant attendu, mais plus modestement ils ont signé l'écroulement des mythes du «bien-être», de l'abondance et du progrès croissants qui sont le socle de la collaboration ouverte de classes. Plus qu'extra-parlementaires, ces courants étaient plutôt extra-lutte de classe. Il faut dire que la répression étatique a joué un rôle en répandant à pleines mains des brevets de révolutionnaires, en gonflant le caractère subversif de certains mouvements pour pouvoir par la répression brutale éliminer des éléments qui auraient pu constituer un obstacle au sale boulot de collaborationnisme syndical et politique. Et c'est un rôle qui dure encore.

44. Ceci étant dit, il faut reconnaître qu'un certain nombre de poussées sur le terrain de la lutte ouvrière ont montré non seulement la nécessité d'une lutte qui ne soit pas corsetée dans les mailles de la «confrontation démocratique» et les habitudes légalistes, d'une lutte menée avec les méthodes et moyens classistes, en rupture avec le respect des besoins de l'économie nationale ou de la bonne santé de l'entreprise, en rupture avec le collaborationnisme et ses organisations et la peur des affrontements. Des épisodes ont montré qu'il était possible de lutter de cette façon, même si ils n'ont pu déboucher sur des succès pratiques ni, surtout cristalliser dans des organismes indépendants durables les leçons tirées de ces luttes.

Ces épisodes représentent cependant les symptômes de la lutte de classe qui mûrit dans le sous-sol

économique et social et qui est destinée à se présenter sur la scène à travers explosions et flambées de luttes, mettant tôt ou tard en mouvement les couches prolétariennes de la société. Et c'est précisément cette allure heurtée qui induit en erreur beaucoup de courants politiques. Fascinés par ces explosions de lutte et en même temps stupéfaits par la force d'attraction du collaborationnisme réformiste beaucoup de ces courants ont épuisé leur énergie avec l'illusion d'accélérer l'évolution politique du prolétariat. En dépit de leurs généreuses intentions, leur action n'a pu en ce sens qu'être nocive pour le prolétariat. Ils ont constitué ces soupapes de sécurité que la bourgeoisie cherche toujours à mettre en place pour dissiper sans danger véritable les poussées de lutte prolétariennes, et faire obstacle à sa réorganisation classiste.

Dans leurs perspectives politiques comme dans leur pratique barricadière ou de lutte armée, ils ont exprimé l'impuissance du mouvement prolétarien actuel à retrouver la voie de la lutte de classe. Au lieu d'un patient travail de reconstitution des liens organisatifs de classe en vue de la formation d'un pôle prolétarien, d'un réseau indépendant de classe permettant aux prolétaires d'avant-garde de prendre en main la direction des luttes, ces courants - à la recherche d'un raccourci qui leur éviterait ce travail difficile - ont cherché en réalité une sorte de reconnaissance auprès des partis institutionnels et de la bourgeoisie en résultat de leur prétendue représentativité de larges couches de la classe ouvrière.

UNE PREMIERE CONCLUSION

45. Dans le cadre de la lutte prolétarienne indépendante du collaborationnisme et de ses appareils et dans la perspective de la reprise de classe, le problème de la défense des intérêts immédiats du prolétariat accentue encore trois questions fondamentales:

- Défense des conditions de vie
- Défense des conditions de travail
- Défense des conditions de lutte.

Comme il est dit dans les points précédents, la défense efficace et durable des intérêts prolétariens soit sur le terrain immédiat que sur le terrain plus général des intérêts historiques de classe, se fonde sur la conscience de l'inconciliabilité des intérêts des différentes classes (donc sur l'antagonisme inconciliable entre le prolétariat et la bourgeoisie, son économie et son Etat), et la mobilisation des masses prolétariennes sur des objectifs et avec des méthodes et des moyens exclusivement de classe.

Le processus de reprise de la lutte de classe passe inévitablement par des expériences négatives et des développements contradictoires du mouvement social qui provoquent des fractures à l'intérieur de la classe ouvrière. Ces fractures ne pour-

ront être comblées que par un puissant mouvement classiste capable d'unifier le mouvement ouvrier autour d'objectifs, de méthodes et d'organisations indépendantes de la bourgeoisie comme du collaborationnisme;

Le puissant mouvement classiste ne pourra naître par la seule force de la spontanéité; il aura besoin en permanence de l'oeuvre incessante et intransigeante des révolutionnaires communistes organisés en parti, de l'oeuvre permanente et intransigeante des prolétaires les plus combattifs qui devront assumer la tâche de constituer l'épine dorsale du nouveau réseau prolétarien indépendant.

46. Une véritable défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière n'est pas possible sans briser la courroie de transmission des intérêts de la conservation sociale et du capitalisme constituée par le collaborationnisme. Même si le capitalisme et la bourgeoisie restent les adversaires principaux et fondamentaux du prolétariat, le cours historique de la victoire de la contre-révolution et la persistance de la dégénérescence du mouvement politique et syndical ouvrier mettent nécessairement au premier plan la lutte contre le collaborationnisme et son activité quotidienne anti-prolétarienne et pro-bourgeoise.

A ce propos les paroles suivantes de Lénine gardent leur pleine validité: «D'autant plus forte est l'influence de l'opportunisme sur les ouvriers, et d'autant plus faibles sont ces derniers, d'autant plus dépendants sont-ils de la bourgeoisie, et d'autant plus facile est-il de réduire à rien, par divers subterfuges, les réformes. Plus le mouvement ouvrier est autonome, profond, avec de larges perspectives, plus il est libre de la mesquinerie du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et utiliser les améliorations partielles».

Il serait cependant erroné de concevoir le processus de formation du mouvement classiste du prolétariat - ce mouvement autonome, profond, aux larges perspectives dont parle Lénine - comme résultat de la seule spontanéité ou comme résultat de la seule activité des révolutionnaires. La rencontre entre la spontanéité du mouvement prolétarien et la conscience révolutionnaire afin que les étincelles de conscience de classe qui naissent des luttes ouvrières puissent s'unir à la conscience organisée du prolétariat, le parti de classe, et se renforcer au sein même du prolétariat.

Etant donné la situation générale du prolétariat dans les métropoles impérialistes, le problème de son organisation indépendante pour les luttes revendicatives immédiates revêt une importance plus grande. En même temps que les conditions de vie et de travail, les ouvriers sont appelés à mettre au premier plan les conditions de leurs luttes.

47. Nous terminons ces «Points», écrits dans la ligne des travaux déjà réalisés depuis longtemps

par le parti (les «Fils du temps» de 1949-1950: «Les scissions syndicales en Italie», «Mouvement ouvrier et Internationales syndicales», «Capitalisme et réformes», «Réformisme et socialisme»; «Parti révolutionnaire et action économique» - 1951; «Le Parti devant la «question syndicale» et «Marxisme et question syndicale» - 1972), par l'indication d'un travail orienté vers la définition de lignes d'action sur le terrain de la lutte immédiate, en sachant bien que la taille microscopique de nos forces ne nous permet pas de prétendre agir avec la perspective d'influencer à court et moyen termes des couches prolétariennes significatives. Mais cette donnée de fait actuelle ne doit pas nous empêcher de définir, sur la base de l'expérience passée du parti et des luttes prolétariennes, des orientations qui non seulement affirment la nécessité de la lutte de classe, mais qui prévoient aussi des attitudes pratiques pour les militants et les prolétaires sensibilisés par le parti, des points de référence solides pour l'activité et les luttes quotidiennes.

Ce travail est nécessaire non seulement sur le plan de l'activité syndicale proprement dite, mais aussi pour tout ce qui concerne la lutte sociale du prolétariat. Le terrain syndical donne objectivement la possibilité d'expériences de luttes et d'organisations de luttes tendanciuellement plus stables en raison de la stabilité du rapport salarial à l'intérieur du procès productif; la caractéristique plus précise de ce rapport, la plus grande intensité des luttes sur ce terrain forment la base principale des expériences de luttes qu'il est possible ensuite d'utiliser sur un terrain social plus large (logement, chômage, luttes des femmes, luttes contre les discriminations racistes, luttes contre la répression, antimilitarisme, etc.).

Le schéma de la poursuite du travail est le suivant:

* Pour la défense des conditions de vie: défense

des salaires, intégration des primes dans le salaire de base, lutte contre le salaire au mérite, contre toutes les discriminations (à travail égal, salaire égal), salaire social pour les chômeurs, défense des conditions de vie des chômeurs y compris sur le plan des services sociaux, contre les petits boulots et les salaires de misère, maintien du salaire minimum, fortement revalorisé suivant l'inflation.

* Pour la défense des conditions de travail: diminution du temps de travail sans diminution des salaires, diminution des cadences et de la charge de travail, lutte contre les accidents de travail, défense des emplois, embauche des intérimaires.

* Pour la défense des conditions de lutte: méthodes et moyens de lutte classistes donc en rupture avec l'intérêt patronal et national, organisation de la lutte indépendamment du collaborationnisme, constitution et défense d'organismes indépendants sur des bases de classe et ouverts à tous les travailleurs combattifs.

(1) La tendance des syndicats à fusionner avec l'Etat n'est jamais que l'extrême aboutissement de la «nécessité» où ils se trouvent «de lutter pour la coopération avec lui». Trotsky a eu parfaitement raison de parler de «nécessité»; inexistante il y a cinquante ans, ce qui permettait aux bureaucraties syndicales d'alors de revendiquer l'indépendance des organisations ouvrières sans être le moins du monde «plus révolutionnaires» que celles d'aujourd'hui, cette nécessité dérive de la tendance irrésistible de l'Etat monopoliste à intervenir dans tous les conflits partiels pour des raisons de conservation évidente, en laissant de moins en moins entrepreneurs et salariés régler directement leurs affaires eux-mêmes. («Marxisme et question syndicale», *Le Prolétaire* n°128).

Quelques articles de références dans la presse du parti.

Sur ce thème spécifique de l'activité du parti vers la classe ouvrière, nous ne citons que quelques uns des nombreux articles parus, afin de donner des indications de lecture aux lecteurs intéressés et nous débutons à partir de 1980. Il faudrait également y ajouter les brochures «Le Prolétaire», à commencer par la n°16: «Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientations pratiques d'action syndicale)».

- Spontanéité ouvrière, associationnisme de classe et parti révolutionnaire (n°320,321).

- Trade-unionisme et communisme, ou «Que faire?», hier et aujourd'hui (n°322,323,324).

- Comment faire face aux licenciements (n°324).

- Immigration: Pour un travail réel d'organisation! (n°332).

- Solidarité de classe avec les réfugiés politiques! Solidarité de classe contre la répression! (n°332,334,335).

- Quelle indépendance syndicale? (n°346).

- Grève des sans-papiers: Défendre une position de lutte! (n°349).

- Accords avec d'autres partis: Politique des blocs ou front de classe? Pour une plateforme de lutte de classe. Pour des organismes de lutte ouverts à tous les travailleurs (n°349,350,351).

- Auto-défense des luttes ouvrières! (n°355).

- Où en est le prolétariat international? (n°356).

- Les chemins de la lutte de classe (n°372).

- Nos tâches dans la lutte syndicale (n°374).

- Pour l'union combattante des travailleurs fran-

çais et immigrés! (n° spécial 375).

- Anti-racisme et lutte de classe (n°377).
- Les 35 heures et le «partage du travail» (n°378).
- Salaire contre profit, classe contre classe (n°390).
- Les communistes et la question syndicale (n°394).
- Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés (n°404).
- Quelques axes pour une lutte prolétarienne contre la guerre (n°409).
- Résolution sur le chômage (n°410).
- La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigratin et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés (n°412).
- La signification des émeutes pour la reprise de la lutte de classe (n°418).

En italien, nous pouvons ajouter:

- Perché si passi dalla lotta per liste e settori all'organizzazione dei disoccupati et di tutti gli sfruttati (Il PC n°6/1981).
- Il partito, forza attiva nella storia: L'azione del partito a diversi livelli e nelle diverse situazioni. Sviluppare l'attività di partito in tutti i campi (n°9,11/1981).
- I compiti multiformi ma inscindibili del partito di classe (n°14/1981).
- Alcune considerazioni sulla questione casa, sui movimenti di lotta, sulle rivendicazioni specifiche e sul nostro intervento (n°17/1981).
- Prospettive attuali del fronte di classe (n°20/1981).
- Sulla tattica del fronte di classe (n°21/1981).
- La lotta nelle carceri e i suoi obiettivi (1/1982).
- Flussi e riflussi della lotta per la casa a Berlino (n°3982).
- Circolare sindacale di partito sui rinnovi contrattuali (n°6/1982).1).

- Avanti sul tormentato cammino della ripresa delle lotte di classe (n°6/1982).

- A quali condizioni avverrà «la fusione del movimento operaio e del socialismo» (n°8/1982).

- I proletari della periferie capitalista all'avanguardia nella ripresa su scala mondiale delle lotte di classe (n°8/1982).

- Scala mobile e struttura sindacale (n°8/1982).

- La cassa integrazione, da ammortizzatore sociale ad anticamera del licenziamento (n°19/1982).

- Per un nuovo ciclo di lotte sociali (n°21/1982).

- Lotte operaie e strategie politiche (n°1/1983).

- Una nuova prospettiva per le lotte dei disoccupati (1°2/1983).

- Elementi di analisi delle lotte sindacali e definizione del nostro atteggiamento (n°2/1983).

- La lotta contro il militarismo significa battersi contro la borghesia di casa nostra (n°3/1983).

- Per un intervento classista tra i lavoratori della scuola (n°4/1983).

- La prospettiva dell'antimilitarismo proletario e la tattica verso il pacifismo attuale (n°10/1983).

**« El programa comunista »
No 42 / Septiembre 1992**

-En el este: detrás la omnipresente reivindicación de la democracia, madura a pesar de todo la reanudación de la lucha de clase
-Siguiendo el hilo del tiempo: Iglesia y fe, individuo y razón, clase y teoría
-¿Que significa hacer el balance de las crisis del partido? (segunda parte)
-Una nueva publicación del partido en francés: «Bilan d'une révolution»

La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

Il y a 30 ans les divergences politiques croissantes au sein du Partito Comunista Internazionalista (Parti Communiste Internationaliste) d'Italie aboutissaient à une scission décisive qui signait notre séparation définitive d'avec un courant confusionniste et la constitution d'une nouvelle organisation - qui prendra par la suite le nom de **Parti Communiste International** - sur la base de la fidélité scrupuleuse vis-à-vis du marxisme invariant, selon la meilleure tradition de la Gauche communiste. En fait, incapable de défendre politiquement ses positions, le courant confusionniste en était réduit à s'appuyer sur les tribunaux bourgeois pour s'emparer du titre du journal du parti - «**Battaglia Comunista**» - ce qui lui permet, aujourd'hui encore, de faire valoir une continuité certifiée par huissier...

Mais pour donner plus de force à l'argument, il est indispensable à ces éléments de masquer, de gommer, l'importance du travail de clarification et de restauration des positions communistes accompli par notre courant au sein de la vieille organisation et poursuivi systématiquement dans la nouvelle (ce qui ne les empêche pas d'en grappiller de temps à autre quelques fruits, quoique malheureusement pour eux de façon bien trop limitée et bien trop éclectique).

C'est ainsi que l'organisation anglaise **Communist Workers Organization** (qui est associée avec «**Battaglia Comunista**» dans un bizarre «**Bureau International pour le Parti Révolutionnaire**»), à l'occasion d'une polémique sur «**l'Importance de la Gauche Communiste d'Italie**», écrit entre autres qu'en 1946 «*la réapparition d'Amadeo Bordiga qui avait dirigé le Parti Communiste d'Italie au début des années 20 fit démarrer un débat sur les positions du Parti. Bordiga ne croyait pas que la Russie était capitaliste d'Etat, ne croyait pas que l'ère des luttes nationales était*

terminée mais surtout maintenait contre la majorité que le Parti était le seul dépositaire de la conscience de classe. Bordiga n'adhéra jamais au Parti (juste l'une des erreurs du livre du CCI - il n'adhéra même pas au Parti Communiste International («Programma Comunista») bordiguiste avant 1962). Le Parti Communiste Internationaliste, dirigé par Onorato Damen, mena une lutte systématique contre Bordiga de la même façon que la Gauche avait mené la lutte contre le déclin du Komintern dans les années 20, mais finalement cela conduisit à une scission en 1952» (1).

On a ci-dessus un petit échantillon des raisonnements de la CWO: l'utilisation de falsifications éhontées et, ce qui est peut-être encore plus significatif, l'incompréhension de la nature des problèmes politiques de grande ampleur (le parallèle entre la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale et la lutte des bataillistes contre le retour aux positions de cette Gauche est des plus savoureux) ou leur réduction à de triviales **questions de personnes**: ailleurs dans le même article, la CWO explique de la même façon la politique du CCI par la «carrière» personnelle de son principal leader... Il est vrai que Bordiga hésita longuement à adhérer en personne au P.C. Internazionalista (fondé en 1943 dans le nord de l'Italie) en particulier parce qu'il se refusait à ce que sa notoriété soit utilisée pour des pratiques qu'il condamnait (voir plus loin); cependant l'importance de sa collaboration au travail du parti était telle qu'il était lui-même l'auteur de nombre des textes politiques et programmatiques fondamentaux de ce parti; mais par ailleurs tout un travail de clarification politique interne se révélait toujours plus nécessaire pour revenir fermement aux positions marxistes classiques de la Gauche communiste, jusqu'à ce que cette clarification aboutisse à la cristallisation de deux courants opposés, puis à une

scission. Quant à la fable selon laquelle Bordiga n'aurait pas «adhéré» au P.C. International lors de cette scission de 1952, elle est trop stupide pour mériter plus qu'un haussement d'épaules.

Ce genre de fables trouvent cependant un écho chez un certain nombre de gens qui affectent de porter au pinacle le «grand révolutionnaire» Bordiga dans le seul but d'opposer «l'intellectuel hors du commun» à l'organisation, au parti (horreur!), dans lequel il a milité anonymement jusqu'à sa mort et dont il a été naturellement l'inspirateur et le dirigeant incontestable (ce qui ne veut pas dire incontesté): c'est au fond ce que Lénine dénonçait déjà en faisant la remarque qu'après la mort des révolutionnaires la bourgeoisie s'efforce d'en «faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole»; «ce faisant on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire» (cf «L'Etat et la révolution»). Dans un certain petit milieu d'intellectuels ou de cercles dits d'«ultra-gauche», les références ostentatoires à Amadeo Bordiga ou à une «Gauche communiste» mal définie sont ainsi systématiquement utilisées pour avilir et combattre le contenu de l'oeuvre de celui qui a toujours voulu être un **militant de parti**, quelles que soient les vicissitudes des organisations formelles.

Mais le comble de la déformation des circonstances et des causes de la scission qui a donné naissance à notre parti, est atteint comme il se doit par le grand frère de la CWO, le P.C. Internazionalista («Battaglia Comunista»). Dans une ahurissante «réponse au Prolétaire» (2), «B.C.» affirme que le «cercle bordiguiste» avait «voulu à tout prix la scission traumatisante» d'un «parti auquel Bordiga et les bordiguistes se sont toujours opposés, plus ou moins en sourdine» avant qu'ils changent d'avis après la scission; pour preuve de ses affirmations sensationnelles «B.C.» argue de... «murmures» proférés par le «groupe bordiguiste» en 1948; quelques années plus tard, le même groupe «murmurait» (décidément!) qu'il fallait changer le nom du journal, «avant de passer à des propos plus provocateurs encore [sic!]: on ne renoncera pas au titre du journal à moins d'en arriver à la coercition par les voies légales». «B.C.» invoque ces «murmures et propos provocateurs» afin de trouver une justification à son recours aux tribunaux bourgeois pour qu'ils interdisent la «publication ridicule» du journal: toute cette affaire n'était selon «B.C.» qu'une odieuse provocation des bordiguistes qui avaient «depuis longtemps usé despotiquement [re-sic!] de la gérance du parti». Heureusement que la loi bourgeoise a permis de rétablir le propriétaire légal et gérant dans son bon droit, mettant ainsi fin à ces expédients et ces prétextes «tout bonnement construits pour embêter et scandaliser par la suite les ingé-

mus. Il serait bon de rappeler aux hypocrites d'hier et d'aujourd'hui que les révolutionnaires ne sont pas des abrutis, comme certains voudraient le faire croire»; il y a quand même une justice!

Que les militants de «B.C.» se rassurent; ils peuvent, s'ils le veulent, continuer leurs efforts pour démontrer qu'ils ne sont pas des abrutis, nous n'avons aucune envie d'engager une discussion sur ce sujet qui nous intéresse assez peu; et nous n'essaierons pas de leur faire comprendre que la vision policière (complots, provocations, manoeuvres de coulisses, soif de pouvoir, etc.) est toujours impuissante à fournir les explications des divergences et des ruptures politiques. Ce qui nous intéresse à l'inverse, c'est de rappeler sur quelles bases notre parti s'est reconstitué et contre quelles déformations il a pu se reconstruire; ou comme le dit «B.C.» avec une justesse qu'elle ne soupçonne pas, dans une des rares phrases qui tiennent debout dans son article: «ce qui peut être encore intéressant aujourd'hui - et même fructueux sur le plan de la clarté, de la rigueur théorique et politique vers la reconstruction du parti de classe - c'est la recherche exacte de la substance des divergences et des erreurs». C'est ce que nous allons essayer de faire ci-dessous pour nos lecteurs (3).

* * *

Vers la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, les militants avaient tous la conviction (contrairement à Amadeo et bien que ses prévisions aient été alors moins pessimistes qu'en 1952) que le second après-guerre serait en substance une répétition du premier, c'est-à-dire que nous allions assister à l'ouverture d'un grand cycle révolutionnaire au cours duquel les grandes masses ouvrières se mettraient puissamment en mouvement comme dans le premier après-guerre, et que donc se posait **directement** le problème de leur direction politique révolutionnaire, d'une soudure entre les conditions objectives et les conditions subjectives de la révolution. Ce problème n'était pas abordé en posant que la question centrale du mouvement prolétarien est celle du Parti, de sa présence comme force réelle et comme capacité de direction - ce qui est vrai en toute situation -, mais de la manière suivante:

a) Toutes les conditions objectives favorables auraient alors été présentes, et **il ne restait plus qu'à** réaliser la condition du parti-guide de la révolution;

b) Les conditions objectives elles-mêmes pouvaient être forcées ou au moins rendues plus propices grâce à des moyens particuliers, comme l'utilisation du «grand personnage» dans les meetings, ou la reprise de la méthode du «parlementarisme révolutionnaire», ou le lancement de mots d'ordre comme la formation des soviets ou l'abandon (voire la destruction) des syndicats existants.

A la base de cette conviction - mise à part la rechute dans les erreurs tactiques, comme par exemple dans le domaine électoral et parlementaire, dénoncées pourtant par la Gauche dès 1920 - il y avait l'incapacité de reconnaître ce que nous avons appelé par la suite la profondeur, l'extension et la durée de la contre-révolution stalinienne, dont la signification ne se limite pas à l'abjuration des principes fondamentaux du mouvement socialiste et communiste comme en août 1914, mais s'identifie avec la **dispersion complète** de ce mouvement et la destruction y compris physique de son avant-garde, dispersion et destruction qui ont été menées à leur terme d'une façon telle que même la social-démocratie n'avait pas réussi à le faire au cours de la «deuxième vague opportuniste». On n'avait pas compris que la rupture du fil rouge entre passé et avenir effectuée par le stalinisme avait réalisé l'élimination même du dernier résidu de persistance d'une Gauche révolutionnaire en tant que force agissante; que cette élimination, qui rendait extrêmement ardue la reconstitution de l'organe-parti sur des bases théoriques non emportées par l'oeuvre progressive de défiguration menée par Moscou et ses filiales, était désormais un fait **objectif** dont le poids conditionnait le niveau du mouvement réel; et qu'il ne s'agissait plus seulement de renouer ensemble les fils épars d'une opposition **marxiste** au stalinisme, mais de la reconstruire **ex novo**, en recommençant, **sur tous les fronts**, à zéro. Et pour repartir de zéro, il fallait pouvoir tirer courageusement «les leçons de la contre-révolution» au moyen d'un bilan général des vingt dernières années, sans céder à la tentation de prendre ses désirs pour la réalité et de se cacher à soi-même les causes et les conséquences des défaites subies.

Nous ne reprochons à Trotsky ni d'avoir essayé coûte que coûte de sauver au moins un fil ténu de continuité organisationnelle avec le bolchévisme (mise à part la question de savoir s'il était ou non correctement interprété), chose que nous aussi nous avons essayé de faire, bien ou mal, avec la Fraction à l'étranger, ni d'être sans cesse revenu sur le problème de la crise de la direction révolutionnaire (qui plus que nous a mis au centre de tous les problèmes la question du parti?). Ce que nous lui reprochons, c'est de ne pas avoir vu - ou pu voir - que la dévastation stalinienne changeait tous les termes du problème tant du point de vue **objectif** que **subjectif**, et que la reconstruction de l'organe-guide de la révolution devait s'accomplir dans des conditions beaucoup plus proches (même si elles sont **encore moins** favorables) de celles que connurent Marx et Engels après 1848-1849, que de celles qu'a connues Lénine en jetant les bases de la reconstruction de l'Internationale au cours de la 1ère guerre mondiale grâce à la survivance de noyaux révolutionnaires internationaux qui avaient échappé à la débâcle d'août 1914, puis à travers la

récupération de militants, de groupes et de fractions des anciens partis socialistes. Non seulement notre courant a été le seul à faire ce bilan courageux, mais il était le seul à **pouvoir le faire**, parce qu'il avait derrière lui une longue tradition de lutte contre les déviations et désorientations au sein de la IIIe Internationale - déviations dans lesquelles nous ne voyons certes pas la **cause** de toutes les défaites subies, et encore moins la cause de la défaite totale représentée par le «socialisme dans un seul pays» stalinien, mais qui a été un **facteur** non secondaire d'affaiblissement des capacités de réaction à ces défaites dans le mouvement international, et par contre-coup dans le mouvement russe, et au fond desquelles on peut toujours reconnaître la vieille maladie du recours aux expédients, cette autre forme phénoménale de la «fausse ressource de l'activisme».

* * *

Pour remonter la pente d'un volontarisme stérile qui sacrifiait la clarté de la vision théorique à de succès d'organisation immédiats et éphémères, il fallait, tout comme l'avait fait Lénine, mettre au centre de l'activité du petit noyau de parti existant, le rétablissement intégral de la théorie marxiste, non pas comme un luxe intellectuel, mais comme la condition même d'une renaissance sur des bases non fictives du mouvement futur. Au cours de la réunion du 28 décembre 1952, dans la première partie consacrée à «**Théorie et action**», on déclarait que:

«7) *Le stupide activisme-actualisme qui adapte ses gestes et ses initiatives aux données immédiates du jour et qui constitue un véritable existentialisme de parti doit être remplacé par la reconstruction d'un pont solide reliant le passé et l'avenir et dont le parti s'impose une fois pour toutes à lui-même les grandes lignes en interdisant à ses membres, mais surtout à ses chefs, toute recherche tendancieuse et toute découverte de «voies nouvelles».*

«8) *L'attitude activiste-actualiste aboutit à la négation de la dialectique et du déterminisme marxistes, surtout quand elle déprécie et déserte le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-1918, sous prétexte que seules comptent l'action et la lutte. Elle remplace en effet l'immense recherche historique des rares moments et points cruciaux sur lesquels le mouvement communiste peut s'appuyer par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la plus crasse adaptation au statu quo et à ses perspectives immédiates étroites.»*

«9) *Toutes les méthodes de ces activistes vulgaires ne sont pas des formes nouvelles d'une méthode politique originale: elles ne font que*

singer de vieilles positions anti-marxistes et sont du niveau de l'idéalisme à la B. Croce qui considère qu'aucune loi scientifique ne permet de prévoir le processus historique, et que celui-ci « a toujours raison » dans sa rébellion contre toute règle et toute prévision concernant le sens de la société humaine. »

« 10) Ce qui doit donc être mis au premier plan c'est la réaffirmation, appuyée sur nos textes classiques de parti, de la vision marxiste intégrale du processus historique, des révolutions qui se sont succédées jusqu'à aujourd'hui, et des caractères de celle qui se prépare et au cours de laquelle le prolétariat moderne renversera le capitalisme et instaurera des formes sociales nouvelles. Ce qui doit être fait en premier lieu c'est d'en présenter une nouvelle foi les revendications essentielles dans toute leur grandeur et leur force, telles qu'elles existent depuis au moins un siècle, en liquidant toutes les banalités par lesquelles les remplacent un grand nombre de ceux qui ne sont pas dans le marais stalinien mais qui font passer pour du communisme des revendications de type bourgeois et populaire pouvant leur assurer un succès démagogique ».

« 11) Un tel travail est long et difficile, et nécessite de longues années, et d'autre part le rapport mondial des forces ne pourra se renverser avant des décennies. Toute idée de succès rapide est stupide et faussement révolutionnaire et doit donc être repoussée et méprisée, car elle caractérise précisément ceux qui ne savent pas résister sur la position révolutionnaire et qui, comme maints exemples de l'histoire des déviations l'ont montré, quittent la bonne route pour les chemins équivoques du succès immédiat. »

Et déjà avant, lors de la réunion du 7 septembre consacrée à la « Fausse ressource de l'activisme », on disait :

« 1. Il existe une objection courante, qui n'a elle-même rien d'original, puisqu'elle a déjà accompagné les pires épisodes de dégénérescence du mouvement ouvrier : c'est celle qui consiste à déprécier la clarté et la continuité des principes et qui incite à « être politique », à se plonger dans l'activité du mouvement, qui indiquera lui-même les voies à prendre ; à ne pas s'arrêter pour décider en étudiant les textes et en tirant les leçons d'expériences précédentes, mais à poursuivre son chemin sans trêve dans le vif de l'action. »

2. Cet activisme pratique est à son tour une déformation du marxisme, aussi bien quand il veut mettre au premier plan l'esprit de décision et la vivacité de groupes de direction et d'avant-garde sans grands scrupules doctrinaux, que quand il en revient à la décision et à la consultation « de la classe » et de ses majorités, sous couvert de choisir la voie que, poussés par l'intérêt économique, la plupart des travailleurs préfèrent. Ce sont de

vieux trucs et jamais aucun traître, aucun vendu à la classe dominante, n'a quitté le Parti sans soutenir *primo*, qu'il est le meilleur et le plus actif défenseur des intérêts ouvriers ; *secundo*, qu'il agissait ainsi de par la volonté manifeste de la masse de ses partisans ou... de ses électeurs. »

En revenant encore une fois sur l'idée de l'invariance de la doctrine marxiste et de l'énorme difficulté (et donc du devoir impérieux) de la défendre, on avait expliqué que :

« Le moment actuel est un point de dépression maximum de la courbe du potentiel révolutionnaire et il est donc loin d'être propice à la naissance de théories historiques originales. Dans une telle période, sans perspective proche d'un grand bouleversement social, non seulement la désagrégation politique de la classe prolétarienne mondiale est une donnée logique de la situation, mais il est logique également que ce soient de petits groupes qui sachent maintenir le fil conducteur historique du long cours révolutionnaire, tendu comme un grand arc entre deux révolutions sociales, à condition que ces mêmes groupes ne veuillent rien diffuser d'original et adhèrent étroitement aux formulations traditionnelles du marxisme ».

La reconstruction devait être portée à son terme dans tous les domaines - doctrine, programme, principes, tactique, organisation - précisément parce que c'est d'elle que dépendait toute l'activité du parti, et la clarté dans tous les secteurs était la condition indispensable pour une action correcte et pour une conquête progressive d'une influence sur la classe. Dirigés contre l'activisme brouillon, nos textes de cette époque mettaient simultanément le parti en garde contre la déviation inverse, consistant à opposer de manière anti-dialectique la théorie de la pratique, autrement dit l'académisme, la passivité complaisante et arrogante. « Le cycle des luttes victorieuses, des défaites, même les plus désastreuses, et des vagues opportunistes au cours desquelles le prolétariat est soumis à l'influence de la classe ennemie, constitue un vaste domaine d'expériences positives où mûrit la révolution (car c'est à cela et à cela seulement que tend la reconstruction théorique - disent nos Thèses caractéristiques - IVe partie, §3). (...) Aujourd'hui nous sommes au fond de la dépression et on ne peut prévoir de reprise du mouvement révolutionnaire avant de longues années. La longueur de cette période correspond à la gravité de la vague de dégénérescence, ainsi qu'à la concentration toujours plus grande des forces capitalistes adverses ». Mais cette reconnaissance courageuse, qui donnait élan et vigueur à l'oeuvre fondamentale de la reconstruction de l'intégralité de la doctrine et imposait le refus de ce que nous avons appelé l'« existentialisme de parti », nourrissait aussi de certitude scientifique et de passion révolutionnaire la tâche patiente, modeste et difficile, consistant à

compléter le travail gigantesque d'encadrement doctrinal par l'activité pratique, aussi modestes et faibles que fussent son rayon et son succès, une activité tendant à nous lier et à nous tenir liés à une frange même minime de la classe. Les **Thèses caractéristiques** que nous venons de citer indiquent comme tâche au petit noyau existant d'essayer «*de pénétrer dans chaque fissure*» au sein des grandes masses, «*sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant*»; et elles fixent des normes précises non seulement pour la propagande et le prosélytisme, mais aussi pour la participation à la vie organisée du prolétariat et pour l'agitation. Loin de faire fi des expériences même modestes acquises en ce domaine, elles les considèrent au contraire comme des conditions favorables et du développement naturel du parti, et de la future reprise révolutionnaire.

C'est pour cela que la première crise de notre mouvement - la rupture entre «**Battaglia**» et «**Programma**» - a un double aspect: d'une part, celui d'une réaction de notre part à l'égard de l'«*activisme qui fait fi de la théorie*» et qui court après des succès immédiats et faciles; d'autre part, celui d'une revendication de points **théoriques** ayant des implications **tactiques** directes et vitales, comme la question syndicale, la question nationale et coloniale, la question de l'abstentionnisme, l'appréciation du poids de la Russie sur la scène mondiale en relation avec une analyse correcte de sa structure économique et sociale, etc.

* * *

Les scissions dans le mouvement ouvrier prennent en général **extérieurement** un caractère moins profond qu'il ne l'est en réalité. Il a pu sembler que nous nous séparions de **Battaglia** en 1952 uniquement à cause de ses poses activistes, de la démagogie de ses mots d'ordre, ou du caractère artificiel de la structure de l'appareil qu'on voulait donner au parti sur la base de comités élus, de ses démangeaisons électoralistes et parlementaristes. Au fond du désaccord il y avait cependant bien plus que cela, et il suffit pour s'en rendre compte de voir la correspondance de 1951-52 entre «**Onofrio**» et «**Alfa**» (O. Damen et A. Bordiga). Pour **Battaglia**, on est entré avec l'impérialisme dans une «nouvelle» phase du cycle capitaliste dans laquelle «le protagoniste est l'Etat dont l'économie (!) reproduit, sur une échelle peut-être (?) élargie, les rapports et les caractères propres à la production et à la distribution capitalistes» (et la question qui suit est logiquement: «Quelle est la **nouvelle** classe qui à travers cet Etat exerce sa dictature?»); il faut donc «voir dans l'Etat impérialiste **quelque chose de plus** que sa fonction de représentant des intérêts impérialistes». Une telle vision a pour première

conséquence la définition de «capitalisme d'Etat» tout court pour tous les régimes impérialistes: c'est vrai pour les... Etats-Unis; c'est vrai aussi purement et simplement, pour l'URSS (même en agriculture); tous les régimes sont identiques, et peu importe, du point de vue de la perspective révolutionnaire, les différences de poids spécifiques de tel ou tel Etat; que ce soit Washington ou Moscou qui soit frappé de crise économique ou qui connaisse des revers militaires en cas de guerre, c'est du pareil au même, puisque de toutes façons le mot d'ordre pour les révolutionnaires dans chaque camp est le même, le défaitisme révolutionnaire. Dans leur cas de leur vision, «*le syndicat corporatiste actuel (fasciste, social-démocrate ou communiste, peu importe)* [remarquez bien: peu importe, ils sont tous pareils - NdIR], *de par sa fonction* [il existe donc une fonction **immanente** dans la forme-syndicat actuelle - *ibid*] *d'organe indispensable à la vivification du système capitaliste, est destiné à vivre jusqu'au fond les vicissitudes économiques, sociales et politiques du capitalisme moribond et il ne sera brisé avec l'Etat impérialiste que par l'assaut du prolétariat révolutionnaire: cet assaut se fera au moyen de nouveaux organismes de masse (conseils d'usine, soviets ou autres) structurellement (!) et politiquement plus aptes à sentir concrètement, sous la direction du parti révolutionnaire, le problème du pouvoir «(!): on exclut donc notre perspective selon laquelle: «si l'offensive capitaliste est affrontée par un parti communiste fort, si on soustrait le prolétariat à la tactique syndicaliste du Comité de Libération Nationale face à cette offensive, si on l'arrache à l'influence de la politique russe actuelle, à un certain moment ou dans un certain pays peuvent naître des syndicats de classe ex novo ou à travers la conquête des syndicats actuels, à coups de bâton s'il le faut. Cela n'est pas à exclure historiquement. Certainement, ces syndicats se formeraient dans une situation avancée ou de conquête du pouvoir». D'autre part, pour nous, «le parti n'abandonne pas les organismes économiques pour la seule raison qu'il y est en minorité. Il soumet encore moins ses principes ou directives à la volonté de leurs majorités sous prétexte qu'elles sont «ouvrières». Cela vaut également pour les Soviets».*

Dans cette vision erronée, qui aboutit à quelque chose qui ressemble à la théorie du super-impérialisme, les mouvements nationaux et coloniaux **ne sont que** le reflet des rapports de force entre impérialismes, de simples pions dans la main des USA ou de l'URSS, et ils n'influent en rien, et en aucun cas, sur la stabilité de l'ordre mondial constitué qu'ils **renforcent** au contraire; d'autre part, il s'en suit que l'URSS est impérialiste au sens **plein** et marxiste du terme, et donc il ne sert à rien d'étudier les aspects contradictoires de ce que nous

avons défini comme le fait qu'elle «tend» aujourd'hui encore au capitalisme à partir d'un niveau d'extrême arriération, d'une part, et la conquête révolutionnaire des bases avancées du socialisme, d'autre part. Tout ceci sans parler des déformations ultérieures - et macroscopiques, du type pannekoekien - dans l'interprétation de la révolution d'Octobre, ni en général du caractère «innovateur» des théorisations sur la «nouvelle phase» du capitalisme, qui serait incompréhensible aux marxistes liés à des «schémas fixes». Raison de plus, de notre côté, pour retisser dès ce moment-là la trame de l'»**invariance de la doctrine marxiste**». Dans ce cycle s'inscrivent les **Thèses caractéristiques** et **Parti révolutionnaire et action économique**, **Facteurs de race et de nation** et enfin **Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui**, avec tout le reste de l'élaboration énorme et complexe des années 50.

Un autre point de désaccord a été la façon de concevoir le processus de formation du Parti en tant que tel comme un processus d'«agrégation» de noyaux d'origine disparate et dont les lacunes devaient se compenser mutuellement (c'était notamment la fameuse tentative de «regroupement à quatre» - *quadrifoglio* - par la fusion de groupes différents, trotskystes y compris, qui connut par la suite de nombreuses rééditions, toujours infructueuses, avant de s'incarner dans la formule du «Bureau, etc.»). On confondait ainsi le processus nécessaire d'extension et d'influence du parti dans les grandes masses, qui est irréalisable sans que des prolétaires d'affiliations politiques diverses mais poussés par des déterminations matérielles, s'approchent progressivement du parti dans ses bases programmatiques et organisationnelles, et, avant même cela, théoriques: c'est un peu comme si on concevait la tactique du front unique prolétarien comme quelque chose qui remplacerait (c'est une vieille erreur) la genèse de l'organe politique unitaire en tant que futur pôle d'attraction et de cristallisation de couches plus ou moins larges de la classe - c'est-à-dire deux choses qui se complètent, mais à condition de ne pas être confondues.

Nous avons été accusés à cette époque d'être des «trappistes», des «talmudistes» et des fatalistes: mais ce qui est sûr, c'est que de cette époque que date la grande oeuvre de restauration fondamentale des armes théoriques et pratiques du mouvement, avec notre plus grand mépris pour les théoriciens de «cours nouveaux» et de la pratique de toujours.

Il faut avoir conscience qu'en dépit de toutes ses limites, au long d'un chemin tourmenté à travers des avancées et des crises, notre parti - ou, si l'on veut, embryon de parti - a le privilège de posséder un bilan de cinquante ans de contre-révolution que lui-seul, en tant que courant, a pu établir parce qu'il avait derrière lui une longue tradition de positions critiques, dont aucune n'épuisait en soi

les graves problèmes du mouvement communiste au cours du premier après-guerre, mais dont chacune représente une condition préalable vitale pour la reprise future de la lutte révolutionnaire, qu'elle soit proche ou éloignée.

Nous devons en même temps avoir conscience qu'il est difficile de sauver ce patrimoine, mais qu'il est encore plus difficile de le faire fructifier dans la pratique, et qu'il est nécessaire d'y travailler avec rigueur et sérieux, sans fausses satisfactions et en ayant l'honnêteté de reconnaître les erreurs commises, pour les capitaliser en les transformant en éléments positifs, en leçons utiles: travail auquel tout le parti doit être en permanence convié, au centre comme à la périphérie, s'il est vrai comme nous en sommes convaincus, que le principe du centralisme organique a un sens.

(1) «**Workers Voice**», n°62, automne 1992. A propos de la Russie, nous préférons parler d'«industrialisme d'Etat» en raison du fait qu'un très important secteur de l'économie - l'agriculture - en restait encore à des structures et des formes de propriété archaïques derrière le masque du «kolkhose». Pour ce qui est de la fin de l'ère des luttes nationales en 1946, il suffit de jeter un coup d'oeil à l'histoire des décennies d'après-guerre pour juger du sérieux de cette affirmation. Enfin la notion que le Parti est le dépositaire de la conscience de classe fait partie du marxisme depuis le **Manifeste** qui explique dès 1848 que la constitution du prolétariat en classe passe par sa constitution en parti.

(2) «**BC inform**» n°1, déc. 1992. Il s'agit d'une «réponse» à la publication d'un de nos textes de parti («Pour mettre les points sur les i»), dans les «**Prol.**» n°417 et 418); «**B.C.**» proteste que les «contre-thèses» de ce texte ne représentent pas ses positions officielles, sans comprendre que le texte n'avait pas un but polémique, mais s'efforçait de réfuter des positions génériques présentes sous une forme ou une autre dans le **P.C. Internazionalista**, afin surtout de dégager et illustrer les positions correctes du marxisme authentique, contre toutes les tentatives de «rénovation» ou d'«enrichissement» de ce dernier.

Dans l'introduction originale à ce texte que «**B.C.**» nous accuse d'avoir «*censurée par un... sursaut de pudeur*», il était dit que: «*La tâche de mettre en ordre les thèses et de corriger les déviations qui ont lieu de tous côtés, tâche qui est toujours à recommencer là où on l'attendait le moins, nécessite bien autre chose que la petite heure d'un congrès ou d'un discours. Il n'est pas facile de dresser un répertoire des endroits où il a fallu accourir pour colmater des voies d'eau, oeuvre évidemment jugée peu glorieuse par ceux*

qui sont nés pour «laisser leur nom dans l'histoire» avec leur manière *percutante* et non comme un *bouche-trou*»; et donc, au grand scandale de «B.C.»: «Le mouvement interdit et doit interdire des initiatives improvisées et personnelles ou contingentes dans ce travail d'élaboration des textes d'orientation ainsi que des études interprétant le déroulement historique. L'idée qu'avec une petite heure, une plume et de l'encre quelque brave garçon se mette à froid à rédiger des textes, ou que ce soit la «base», ce bouc-émissaire, en réponse à une circulaire, ou une éphémère réunion académique, tapageuse ou clandestine, n'est rien d'autre qu'un enfantillage. Les résultats doivent être tenus en suspicion et réfutés dès le départ. Surtout quand une telle disposition aux préceptes vient des maniaques de l'oeuvre et de l'intervention humaine dans l'histoire. Intervention humaine, de certains hommes ou d'un certain Homme avec la majuscule? Vieille question. Ce sont les hommes qui font l'histoire, seulement ils ne savent pas trop pourquoi ils la font et comment ils la font. Mais en général tous les «mordus» de l'action humaine, tous ceux qui se moquent d'un prétendu automatisme fataliste, d'une part sont ceux qui caressent - dans leur for intérieur - l'idée de contenir dans leur petit corps cet Homme prédestiné; et d'autre part ils sont précisément ceux qui n'ont rien compris ni ne peuvent rien comprendre et notamment que l'histoire ne gagne ni ne perd une seconde, qu'ils dorment comme des loirs ou qu'ils réalisent le rêve généreux de se démener comme des damnés»

Mais ce qui met BC tout particulièrement en fureur au point qu'elle nous décerne le titre de «pauvre d'esprit», d'«hypocrites», c'est, dans la présentation de ce texte, le rappel que son courant, en perte de vitesse dans l'organisation, avait eu recours à la justice pour faire reconnaître son **droit de propriété** sur le journal. «B.C.» a le front d'accuser les «bordiguistes» de «liquidation bureaucratique et administrative du parti» et même Bordiga de s'être comporté... comme un «commis-

saire préfectoral» au plein pouvoir! Eternelle histoire du voleur qui crie au voleur... Mais comment alors qualifier l'utilisation du pouvoir de la justice bourgeoise par des prétendus communistes révolutionnaires dans une lutte politique contre des militants issus de la même organisation?

Le premier n° de «Il Programma Comunista», nouveau titre du journal, contenait cet avertissement: «nous précisons que le changement dans le titre du journal (...) n'est pas dû à notre initiative, mais à des actions judiciaires dont il ne nous intéressera jamais d'indiquer la provenance. Il s'est agi de faire valoir contre le parti, contre sa continuité idéologique et organisationnelle et contre son journal, et bien entendu après s'en être emparée, une fictive propriété commerciale existant seulement dans la formule bureaucratique qu'impose la loi; nous ne nous prêterons pas à des contestations et à des contradictions entre des personnes; nous subissons les impositions exécutives sans aller sur le terrain de la justice constituée.

Ceux qui s'en sont servis ne pourront plus revenir sur le terrain du parti révolutionnaire. Inutile donc de citer leurs noms ou leurs agissements, aujourd'hui et demain. Le journal continuera à se placer sur la ligne qui l'a toujours défini et qui constitue ses titres, non de «propriété», mais de continuité programmatique et politique, conformément aux textes fondamentaux du mouvement, à la plate-forme et au programme de la Gauche, à la série des «Fils du temps» et aux autres publications».

Il n'y a pas grand chose à ajouter, ci ce n'est que ce que nous recherchons et défendons, ce n'est pas une revendication «puérile» de fidélité à un homme ou même à une organisation, mais précisément cette continuité programmatique et politique avec les orientations, les textes et l'activité de la Gauche, organisée ou réorganisée en parti à l'issue de cette scission.

(3) Nous reprenons ici des extraits d'un rapport politico-organisateur à une Réunion générale du parti (novembre 1974).

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme épuisé
2. Parti et classe 20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste 15F
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 15 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) 30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 60F

Brochures «le prolétaire»

5. Question féminine et lutte de classe 6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe 6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 6F
11. Auschwitz ou le grand alibi 6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration 6F
13. Le marxisme et l'Iran 6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte 6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) 6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais! 6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 6F

Suppléments au «prolétaire»

- Mouvements revendicatifs et socialisme 6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition! 6F
- Pour un anti-racisme prolétarien 6F
- Révolution et contre-révolution en Russie 6F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie 6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» 6F

Revue théorique «Programme communiste»

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) 15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57 15F
- Numéro 58 (112 pages) 25F
- Numéros 59 à 88 15F
- Numéro 89 20F
- Numéros 90, 91, 92 25F

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista:
vol. I (1912-1919) 100F
vol. II (1919-1920) 120F
vol. III (1920-1921)
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista 10F

- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale épuisé
I testi del partito comunista internazionale
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 15F
2. In difesa della continuità del programma comunista épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico épuisé
4. Partito e classe 15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni 15F
Quaderni del Programma Comunista
- Il mito della pianificazione socialista in Russia 10F
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisis di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi 10F
- Il proletariato e la guerra 10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale 10F
Reprint «il comunista»
- Marxismo e scienza borghese 15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi 10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista 40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 15F
- Abaco della economia marxista 15F
Altri Opuscoli
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 10F
- Il marxismo e l'Iran (1980) 10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) 15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale 10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe! 10F
EN ANGLAIS
- The fundamentals of Revolutionary Communism 30F
- Party and Class 30F
Communist Program Ns 1 to 7 20F
The Party's Programme 10F
EN ESPAGNOL
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 25F
3. Partido y clase épuisé
El Programa Comunista
n°1 à 38, n°40 15F
n°39 (Manifesto del P. C. Internacional: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) 25F
n° 41, 42 20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) 10F
EN ALLEMAND
1. Die Frage der revolutionären Partei 20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland 20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus 15F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus 20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen? 25F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf 20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28) 20F
EN ARABE
- Pour le parti ouvrier indépendant 5F
- Thèses caractéristiques du parti 10F
- Les communistes et la question

de la liberté politique	10F
- Manifeste du P.C. International	15F
- Ce qui distingue notre parti	5F
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	10F
2. Lições das contra-revoluções	10F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F
EN TURC	
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	5F
EN HOLLANDAIS	
- Het demokratisch principe	5F
EN POLONAIS	
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F
EN PERSE-	
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F
EN GREC	
- Parti et classe	20F
EN DANOIS / SUEDOIS	
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	20F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20F
AUX EDITIONS « ISKRA »	
Amadeo Bordiga:	
- Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F

- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	40F
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F
AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	30F
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	40F
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé

AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

PAIEMENT: Par mandat ou chèque à l'ordre de: DES-SUS (sans autre mention).

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)
 Commandes à notre adresse: **Editions Programme**
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des numéros précédents

No 1 (octobre-décembre 1957)	
Présentation de la revue / Les fondements du communisme révolutionnaire / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.	
No 2 (janvier-mars 1958)	
La paix des spoutniks / Le marxisme devant la Russie / Physiologie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illumination / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / Éléments de l'économie marxiste.	
No 3 (avril-juin 1958)	
En marge de notre appel / Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste / A propos de Marcel Cachin / Éléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.	
No 4 (juillet-sept. 1958)	
L'enfant légitime de la démocratie / Les causes historiques du séparatisme arabe / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / Éléments de l'économie marxiste (3).	
No 5 (octobre-décembre 1958)	
Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / Éléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.	
No 6 (janvier-mars 1959)	
Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.	
No 7 (avril-juin 1959)	
Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / Éléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture	
No 8 (juillet-septembre 1959)	
Dialogue avec Staline	
No 9 (octobre-décembre 1959)	
Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / Sur	

la méthode dialectique / Notes d'actualités.

No 10 (janvier-mars 1960)
 Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / **Formulaire économique / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités**

No 11 (avril-juin 1960)
 Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / **Les 3 phases du capitalisme / Notes d'actualités**

No 12 (juillet-septembre 1960)
 Edito / **Lénine sur le chemin de la révolution / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.**

No 13 (octobre-décembre 1960)
 L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / **Cours historique du mouvement prolétarien / Notes d'actualité / Notes de lecture.**

No 14 (janvier-mars 1961)
 L'équivoque / Bien creusé, vieille taupel Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.

No 15 (avril-juin 1961)
 Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / **Mouvements revendicatifs et socialisme / Le marxisme contre l'utopie / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.**

No 16 (juin-septembre 1961)
 Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.**

No 17 (octobre-décembre 1961)
 Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / **La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité**

No 18 (janvier-mars 1962)
 «C'est généreux la France» / Au XXII^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.**

No 19 (avril-juin 1962)
 La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'a rien de neuf / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5) / Notes d'actualité.**

No 20 (juillet-septembre 1962)
 Proletariat et expansion / **L'économie soviétique d'octobre à nos**

Jours (6) / La révolution algérienne est-elle une révolution? / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

No 21 (octobre-décembre 1962)

Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / Notes d'actualité.

No 22 (janvier-mars 1963)

Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7) / Notes d'actualité.

No 23 (avril-juin 1963)

La grève des mineurs / Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

No 24 (juillet-septembre 1963)

La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.

No 25 (octobre-décembre 1963)

Communistes des temps meilleurs / Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.

No 26 (janvier-mars 1964)

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / La légende du Plave / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)

Le marxisme n'est pas à vendre / Le mouvement social en Chine (1) / Textes du marxisme révolutionnaire: Éléments d'orientation marxiste / Invariance de l'opportunisme (2).

No 28 (juillet-septembre)

La croissance économique, pourquoi faire? / Le mouvement social en Chine (2) / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: Parti et classe / Histoire de la gauche communiste / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)

Un siècle après / Les leçons de la polémique russo-chinoise (2) / Textes du marxisme révolutionnaire: Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière / Histoire de la gauche communiste (2) / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)

L'Inde bourgeois, poudrière de l'Asie / Le mouvement social en Chine (3) / Les leçons de la polémique russo-chinoise (3).

No 31 (avril-juin 1965)

Bilan de faillite du «socialisme au détail» / Le mouvement social en Chine (4) / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3) / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)

Textes du marxisme révolutionnaire: Force, violence et dictature dans la lutte de classe / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / Histoire de la gauche communiste (4) / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vieille dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / Le mouvement social en Chine (5) / Histoire de la gauche communiste (5).

No 34 (janvier-mars 1966)

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / Le mouvement social en Chine (6) / Sur un autre chapitre inédit du «Capital» / Le XXII^e congrès du PC russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme? (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonnaiseries? / L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin).

No 38 (avril-juin 1967)

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926) / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / Révolution culturelle: révolution bourgeoise / Les thèses d'avril 1917, programme de

la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, BILAN D'UNE RÉVOLUTION.

No 43-44 (janvier-juin 1969)

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / Théorie marxiste de la monnaie / Marxisme et science bourgeoise / Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.

No 45 (juillet-septembre 1969)

Luttes partielles et lutte générale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1) / Théorie marxiste de la monnaie.

No 46 (octobre-décembre 1969)

Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2) / La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy) / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3) / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / Économie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital» / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4) / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5) / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1).

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2).

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale / Marxisme et sous-développement / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3) / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: Pour mettre les points sur les I / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4) / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5).

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6).

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7).

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / Cours de l'impérialisme mondial (1) / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / Leçons des contre-révolutions / La

«pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.**

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne / Le long fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (2).**

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlementarism at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): **Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc. / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Doct. Marchais.**

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); **Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926) / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.**

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1) / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine**

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (4).**

No 73 (avril 1977)

Shangai, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3) / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.**

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3) / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?**

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.**

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6) / Sur la révolution en Amérique latine**

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5) / Parabole du**

trotskisme dégénéré: la IV^e Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion. **No 79 (avril 1978)**

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3) / Nouvelles des faux socialistes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?**

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires / La paix israélo-égyptienne et la nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4) / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps**

No 82 (avril 1980)

L'Ère des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5) / L'Ulster, dernière colonie anglaise.**

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC) / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde» / Note de lecture: Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.**

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.**

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6) / Les bases du militantisme communiste / Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) / Les «trotskistes» contre Trotsky.**

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF) / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.**

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / **Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.**

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982 / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)**

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.**

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / **Le capitalisme soviétique en crise / Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

